



Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

Cher(e) collègue,

Je vous invite à assister à la prochaine séance publique du Conseil municipal; le Vendredi 27 Septembre 2019 à 18 heures, dans la Salle du Conseil.

Conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales, vous trouverez ci-joint l'ordre du jour et les synthèses relatives aux affaires présentées.

J'attire votre attention sur l'obligation faite aux élus éventuellement intéressés par une affaire de s'abstenir de participer au vote de celle-ci et, plus largement, de ne pas intervenir d'une quelconque manière dans le processus décisionnel. Pour s'assurer de la validité de l'ensemble des délibérations, il vous est demandé de signaler un tel cas de figure au Secrétariat du Conseil en début de séance.

Les pièces annexes aux délibérations sont disponibles pour consultation 48 heures avant la séance dans les bureaux du service de l'Assemblée (8W82).

Veuillez agréer, cher(e) collègue, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

PJ :

- Ordre du jour de la séance du 27 Septembre 2019
- Synthèses des affaires du 27 Septembre 2019
- Synthèses des décisions du 27 Septembre 2019
- Procès-Verbal de la séance du 18 juillet 2019
- Procuration
- Pièces annexes à la convocation le cas échéant



Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

Ordre du jour du Conseil municipal

Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019
- Salle du Conseil

Adoption de l'ordre du jour

Adoption du Procès-verbal du Conseil municipal précédent

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

VŒUX ET MOTIONS

Vœu pour le maintien du service public postal à Montpellier

URBANISME ET AMÉNAGEMENT FONCIER OPÉRATIONNELS

1. **QUARTIER CEVENNES**
Projet de Rénovation Urbaine Cévennes (Petit Bard - Pergola)
Demande d'agrément de candidature lot O3
PEGASE IMMOBILIER - Atelier AMA
2. **Quartier Croix d'Argent**
Secteur Poutingon :
Instauration d'un périmètre d'étude (art. L424-1 du code de l'urbanisme)
3. **Concession d'aménagement "Réaménagement du quartier de la Pompignane"**
Opération d'aménagement des Hauts de Jausserand
Cession foncière - Agrément de candidature - SNC Pinville Demain
4. **Programmes d'aménagement d'ensemble (PAE)**
Reversement à Montpellier Méditerranée Métropole des produits des PAE
Modification du montant du reversement pour l'exercice 2018 et de la convention financière correspondante
5. **Plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs 2020-2025 de Montpellier Méditerranée Métropole - Avis de la commune de Montpellier**
6. **Convention Intercommunale d'Attribution des logements sociaux sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature**
7. **Transport et Mobilité - Tramway ligne 5 - Cession à la Métropole de la parcelle cadastrée AX 6, avenue du Docteur Pezet - Commune de Montpellier**

8. Domaine de Lavalette - Bail emphytéotique Ville de Montpellier / Supagro du 25 juillet 1980 - Autorisation d'installation d'une ferme agroécologique
9. ZAC Port Marianne - Parc Georges Charpak à Montpellier
Constitution d'une servitude de passage, en tréfonds de la parcelle SB n° 115, d'un réseau d'électricité au bénéfice de la Société Enedis
10. Foncier Espaces Publics - Aliénations - Rue du Père Prévost, Montpellier Propriétés « Commune de Montpellier »
11. Réaménagement urbain quartier Pompignane - Cession d'une emprise foncière à SA3M - Commune de Montpellier
12. Quartier CELLENEUVE - Ravalement obligatoire des façades - Attribution de subventions
13. MONTPELLIER GRAND COEUR - Ravalement obligatoire des façades
Attribution de subventions
14. Cimetière Saint Etienne, rue Richard WRIGHT à Montpellier, parcelles RL6, RL8, RL10, RL12, RK6 et RK18
Autorisation de dépôt et d'octroi d'autorisation d'urbanisme au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole ou tout tiers substitué

SÉCURITÉ PUBLIQUE

15. Installation de bornes automatiques autour du Parc Grammont à Montpellier
Convention entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole
Autorisation de signer la convention

DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE, VIE ASSOCIATIVE ET MAISONS POUR TOUS

16. Mise à disposition des salles des Maisons pour tous à titre gratuit

RÉUSSITE ÉDUCATIVE

17. Programme de Réussite Educative
Transfert de gestion et de coordination du dispositif de la Caisse des Ecoles publiques au CCAS
18. Participation de la Ville de Montpellier au 1er sommet de l'UNICEF " Ville amie des enfants" à Cologne (Allemagne)
19. Mise à disposition de locaux scolaires pour l'année scolaire 2019-2020 en faveur d'associations- Autorisation de signer les conventions d'occupation- Approbation de subventions en nature - Annule et remplace la délibération V2019-273 du 18 juillet 2019
20. Subvention de la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie (DRAC Occitanie) dans le cadre du Plan Local d'Education Artistique et Culturelle (PLEAC) - Offres Culturelles 2019 - Dépôt de la demande
21. Réussite Educative - Modification d'attribution d'une subvention - Exercice 2019
22. Evolution du nombre de classes et des postes d'enseignants dans les écoles publiques à la rentrée 2019

- 23. Modification de l'attribution de classes de découvertes 2018
- 24. Attribution de subventions dans le cadre des classes de découverte rousses - Exercice 2019

JEUNESSE ET SPORTS

- 25. Protocole transactionnel relatif au marché public de prestation de service n° V8B003DS concernant le « Jumping International de Montpellier Occitanie Edition 2018 »
- 26. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SPORTS - Exercice 2019

RELATIONS AUX PUBLICS ET AFFAIRES MILITAIRES

- 27. Recensement de la Population 2020 - Création de postes d'Agents Recenseurs et rémunération de ces postes

CADRE DE VIE

- 28. Convention d'autorisation d'implantation et de raccordement électrique d'installations sur le réseau d'éclairage public métropolitain entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Autorisation de signature

AFFAIRES SOCIALES

- 29. Signature de l'avenant n°2 au contrat de collaboration de recherche entre la Ville de Montpellier et L'Université Paul Valéry Montpellier III pour l'animation d'un groupe de recherche-action portant sur les discriminations
- 30. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SOCIAL - Exercice 2019

ENFANCE

- 31. Lieux d'Accueil Enfants Parents (LAEP) Pause Goûter - Convention de location Ville de Montpellier / Association Pause Goûter
- 32. Avenant à la convention de partenariat Ville/Caisses d'Allocations Familiales pour le fonctionnement des Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant

ENVIRONNEMENT, DÉVELOPPEMENT DURABLE, BIODIVERSITÉ, CLIMAT

- 33. Démarche collaborative entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le Centre d'Écologie Fonctionnelle Évolutive - Autorisation de signature

AFFAIRES ÉCONOMIQUES, COMMERCE ET ARTISANAT

- 34. Convention d'occupation du domaine public - Bar Restaurant du Théâtre Jean Vilar du 01/10/2019 au 30/09/2021
- 35. Convention d'occupation du domaine public - Bus Touristiques à Montpellier du 01/10/2019 au 30/09/2025

- 36. Convention d'occupation du domaine public - Kiosque alimentaire n°3, allée Paul Boulet, du 20/11/2019 au 19/11/2025
- 37. MONTPELLIER GRAND COEUR - Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités - Attribution de subventions
- 38. Attributions de subventions au titre de l'appel à projets "Animations de fin d'année dans le cadre de l'opération de dynamisation et animation du centre-ville" - Exercice 2019

ESPACES VERTS, PARC DE LUNARET ET COMMISSIONS DE SÉCURITÉ ET D'ACCESSIBILITÉ

- 39. Convention constitutive d'un groupement de commandes pour les prestations d'aménagement et d'entretien des espaces verts entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de Signature
- 40. Contrat d'exposition entre Thierry VEZON et la Ville de Montpellier
Exposition "Un conte en hiver"
- 41. Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique ECOLOGIE URBAINE - Exercice 2019

CULTURE

- 42. Cinéma Municipal Nestor Burma
Dispositif Ecole et Cinéma, Collège au cinéma, Lycéens et apprentis au cinéma
Conventions entre la Ville de Montpellier et l'association Les Chiens Andalous ainsi que l'association Festival cinéma d'Alès – Itinérances
- 43. Théâtre Jean Vilar : convention de co-accueil du spectacle Imago-Go avec l'association Montpellier Danse
- 44. Adhésion à l'association Laboratoire des Médiations en Art Contemporain (LMAC)

PRÉVENTION SANTÉ ET DROITS DES FEMMES

- 45. Appel à projet « Arrêt Cardiaque et Premiers secours » de la fondation CNP Assurances
- 46. Attributions de subventions dans le cadre des thématiques DROIT DES FEMMES ET SANTE - Exercice 2019

RELATIONS INTERNATIONALES

- 47. Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et WAT ! Festival - Approbation - Autorisation de signature
- 48. Mandats spéciaux, présentation de missions opérationnelles de Monsieur le Maire et des élus délégués dans le cadre de l'action internationale de la Ville
- 49. Mise à disposition de salles à titre gratuit à la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela et à l'Espace Martin Luther King

FINANCES, ADMINISTRATION GÉNÉRALE, AFFAIRES JURIDIQUES, PATRIMOINE

50. Adoption du rapport de la commission d'évaluation des transferts de charges (CLETC) du 4 juillet 2019
51. Attributions de compensation 2019 définitives suite à la CLETC du 4 juillet 2019
52. Taxe foncière sur les propriétés bâties - Institution d'un abattement pour les commerces dont la surface principale est inférieure à 400m² non intégrés à un ensemble commercial
53. Méthode et durées d'amortissement des immobilisations du Budget Principal de la Ville de Montpellier
54. Attribution de subventions dans le cadre de la thématique FINANCES - Exercice 2019
55. Mise à disposition de locaux associatifs - Approbation des loyers minorés - Autorisation de signer les conventions
56. Contrat de location Montpellier Méditerranée Métropole / Ville de Montpellier, 19 rue Lallemand - Renouvellement - Autorisation de signature
57. Conventions ACM / Ville - 211 rue Hébert / 55 cours Libéral Bruant
Autorisations de signature
58. Aqueduc Saint Clément
Convention d'autorisation d'entretien des parcelles appartenant à la Ville de Montpellier sur le territoire de Saint Clément de Rivière afin de réaliser un cheminement piétonnier
Autorisation de signer la convention
59. Convention de prestations de services réciproques de la Commune de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole pour la gestion du parc automobile - Avenant n°1
60. Mise en œuvre d'un groupement de commande entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour la maintenance et les contrôles réglementaires des véhicules et engins
61. Approbation de l'acte constitutif du groupement de commandes pour l'achat de véhicules électriques, hybrides, hybrides rechargeables
62. Convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la réalisation de l'installation d'une chaufferie bois-énergie au Groupe Scolaire Blaise Pascal
63. Organismes extérieurs - Désignation des représentants de la Ville
64. Administration générale, affaires juridiques, contentieux- Protocole transactionnel avec la société Saônoise de mobiliers - Autorisation de signature
65. Société Anonyme d'Économie Mixte Locale SOMIMON - Rapport annuel de l'administrateur 2018
66. Société d'Economie Mixte Locale - Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Rapport annuel de l'administrateur – Approbation

- 67. Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole SA3M - Rapport annuel de l'administrateur – Approbation
- 68. Société Anonyme d'Économie Mixte Locale TaM - Rapport Annuel de l'Administrateur – Approbation
- 69. Société Anonyme d'Économie Mixte Locale MONTPELLIER EVENTS - Rapport Annuel de l'Administrateur – Approbation


RESSOURCES HUMAINES

- 70. Tableau des Emplois et des Effectifs – Approbation
- 71. Mise à disposition d'un agent de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier Méditerranée Métropole
- 72. Autorisation de levée de la prescription quadriennale relative au versement de cotisations de la Retraite Additionnelle de la Fonction Publique (RAFP)


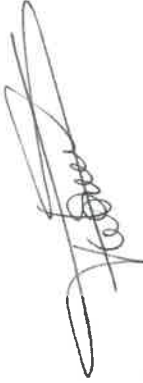




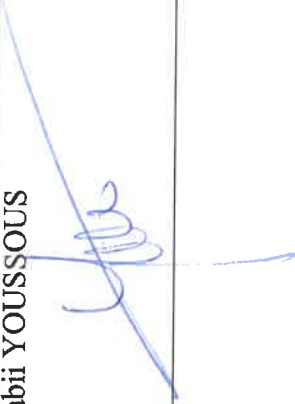
| <i>Nom et signature</i> | <i>Procuration</i> | <i>Nom et signature</i> | <i>Procuration</i> |
|---|--|---|--|
| Fabien ABERT  | | Lorraine ACQUIER  | |
| Luc ALBERNHE  | | Rémi ASSIE  | |
| Sophia AYACHE  | | Guy BARRAL  | |
| Valérie BARTHAS-ORSAL  | | Robert BEAUFILS | |
| Maud BODKIN  | Procuration de Sabria BOUALLAGA | Françoise BONNET | Procuration de N. NOURÉ  |

| <i>Nom et signature</i> | <i>Procuration</i> | <i>Nom et signature</i> | <i>Procuration</i> |
|---|--|---|---|
| Sabria BOUALLAGA  | Procuration à Maud BODKIN  | Daniel BOULET  | |
| Djamel BOUMAAZ | | Anne BRISSAUD  | |
| Nancy CANAUD | Procuration à Jacques DOMERGUE  | Gérard CASTRE  | |
| Mylène CHARDES  | | Robert COTTE  | |
| Christophe COUR  | | Jean-Luc COUSQUER  | |
| Perla DANAN  | | Titina DASYLVA | Procuration à Annie YAGUE  |

| <i>Nom et signature</i> | <i>Procuration</i> | <i>Nom et signature</i> | <i>Procuration</i> |
|--|--------------------|--|--|
| Michaël DELAFOSSE  | | Véronique DEMON  | Procuration à Véronique PEREZ  |
| Jean-Marc DI RUGGIERO  | | Jacques DOMERGUE  | Procuration de Nancy CANAUD |
| Michèle DRAY-FITOUSSI  | | Christian DUMONT  | |
| Abdi EL KANDOUSSI  | | Julie FRÈCHE  | |
| Vincent HALUSKA  | | Clare HART  | |
| Stéphanie JANNIN  | | Sonia KERANGUEVEN  | |

| Nom et signature | Procuration | Nom et signature | Procuration |
|--|---|--|-------------|
| Pascal KRZYZANSKI |  Procuration à Patrick RIVAS | Gérard LANNELONGUE  | |
| Alex LARUE  | | Max LEVITA  | |
| Chantal LEVY-RAMEAU  | | Nicole LIZA  | |
| Audrey LLEDO | | Henri MAILLET  | |
| Mustapha MAJDOUL  | | Jérémie MALEK  | |
| Chantal MARION  | | Isabelle MARSALA  | |

| <i>Nom et signature</i> | <i>Procuracion</i> | <i>Nom et signature</i> | <i>Procuracion</i> |
|--|-------------------------------------|---|---------------------------------------|
| Hervé MARTIN  | | Dominique MARTIN-PRIVAT  | |
| Patricia MIRALLES  | | Jean-Pierre MOURE  | |
| Caroline NAVARRE  | | Véronique PEREZ  | Procuracion de Véronique DEMON |
| Patrick RIVAS  | Procuracion de P. KRZYZANSKI | Brigitte ROUSSEL-GALIANA  | |
| Cédric de SAINT-JOUAN  | | Samira SALOMON  | |
| Marie-Hélène SANTARELLI  | | Philippe SAUREL  | |

| <i>Nom et signature</i> | <i>Procuration</i> | <i>Nom et signature</i> | <i>Procuration</i> |
|---|--------------------|---|--|
| Séverine SCUDIER  | | Sauveur TORTORICI  | |
| Bernard TRAVIER  | | Henri de VERBZIER  | |
| Patrick VIGNAL  | | Annie YAGUE  | Procuration de Titina DASYLVA |
| Rabii YOUSSEUS  | | | |



Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

Compte-rendu du Conseil municipal

Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019
- Salle du Conseil

Convoqué le vendredi 20 septembre 2019, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en Salle du Conseil, le vendredi 27 septembre 2019 à 18 heures, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents excusés :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO.

Adoption de l'ordre du jour

À l'issue d'un vote à main levée, l'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Adoption du procès-verbal de la séance du 18 Juillet 2019

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Madame Anne BRISSAUD entre en séance.

Vœux pour le maintien du service public postal à Montpellier

Deux propositions de vœu alternatives sont déposées :

- Une proposition de rédaction n° 1 déposée par le groupe « La Gauche pour Montpellier »
- Une proposition de rédaction n° 2 déposée par le groupe majoritaire « Montpellier Citoyens, Divers Gauche, Ecologistes »

Proposition n° 1 :

Pour : 10 voix (Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Michaël DELAFOSSE, Julie FRECHE, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA)

Contre : 51 voix (Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Michèle DRAY-FITOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Cédric de SAINT JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS)

Abstention : 0

Proposition n° 2 :

Pour : 57 voix (Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS)

Contre : 0 voix

Abstention : 4 voix (Nancy CANAUD, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Cédric de SAINT JOUAN)

La proposition n° 2 est approuvée à la majorité des voix exprimées.

**1. QUARTIER CEVENNES - Projet de Rénovation Urbaine Cévennes (Petit Bard - Pergola)
Demande d'agrément de candidature lot O3 - PEGASE IMMOBILIER - Atelier AMA**

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Stéphanie JANNIN, Marie-Hélène SANTARELLI)

**2. Quartier Croix d'Argent - Secteur Poutingon : Instauration d'un périmètre d'étude
(art. L424-1 du code de l'urbanisme)**

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstention : 0

**3. Concession d'aménagement "Réaménagement du quartier de la Pompignane" - Opération
d'aménagement des Hauts de Jausserand - Cession foncière - Agrément de candidature
SNC Pinville Demain**

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 4 voix (Véronique DEMON, Stéphanie JANNIN, Chantal LEVY-RAMEAU, Philippe SAUREL)

**4. Programmes d'aménagement d'ensemble (PAE) - Reversement à Montpellier
Méditerranée Métropole des produits des PAE - Modification du montant du reversement
pour l'exercice 2018 et de la convention financière correspondante**

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstention : 0

5. Plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs 2020-2025 de Montpellier Méditerranée Métropole - Avis de la commune de Montpellier

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstention : 0

6. Convention Intercommunale d'Attribution des logements sociaux sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 46 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 15 voix (Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Valérie BARTHAS-ORSAL, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Rabii YOUSSEF)

7. Transport et Mobilité - Tramway ligne 5 - Cession à la Métropole de la parcelle cadastrée AX 6, avenue du Docteur Pezet - Commune de Montpellier

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 7 voix (Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Abdi EL KANDOUSSI, Pascal KRZYZANSKI, Patricia MIRALLES, Véronique PEREZ)

8. Domaine de Lavalette - Bail emphytéotique Ville de Montpellier / Supagro du 25 juillet 1980 - Autorisation d'installation d'une ferme agroécologique

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Michaël DELAFOSSE, Chantal MARION)

9. ZAC Port Marianne - Parc Georges Charpak à Montpellier - Constitution d'une servitude de passage, en tréfonds de la parcelle SB n° 115, d'un réseau d'électricité au bénéfice de la Société Enedis

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstention : 0

10. Foncier Espaces Publics - Aliénations - Rue du Père Prévost, Montpellier Propriétés « Commune de Montpellier »

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstention : 0

11. Réaménagement urbain quartier Pompignane - Cession d'une emprise foncière à SA3M - Commune de Montpellier

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL)

12. Quartier CELLENEUVE - Ravalement obligatoire des façades - Attribution de subventions

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstention : 0

13. MONTPELLIER GRAND CŒUR Ravalement obligatoire des façades - Attribution de subventions

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstention : 0

14. Cimetière Saint Etienne, rue Richard WRIGHT à Montpellier, parcelles RL6, RL8, RL10, RL12, RK6 et RK18 - Autorisation de dépôt et d'octroi d'autorisation d'urbanisme au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole ou tout tiers substitué

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstention : 0

**15. Installation de bornes automatiques autour du Parc Grammont à Montpellier
Convention entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole
Autorisation de signer la convention**

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstention : 0

16. Mise à disposition des salles des Maisons pour tous à titre gratuit

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 6 voix (Luc ALBERNHE, Sabria BOUALLAGA, Chantal LEVY-RAMEAU, Caroline NAVARRE, Philippe SAUREL, Rabii YOUSSEUS)

17. Programme de Réussite Educative - Transfert de gestion et de coordination du dispositif de la Caisse des Ecoles publiques au CCAS

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 10 voix (Guy BARRAL, Daniel BOULET, Jean-Luc COUSQUER, Michèle DRAY-FITOUSSI, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Nicole LIZA, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Séverine SCUDIER)

18. Participation de la Ville de Montpellier au 1er sommet de l'UNICEF " Ville amie des enfants" à Cologne (Allemagne)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Sonia KERANGUEVEN)

19. Mise à disposition de locaux scolaires pour l'année scolaire 2019-2020 en faveur d'associations- Autorisation de signer les conventions d'occupation- Approbation de subventions en nature - Annule et remplace la délibération V2019-273 du 18 juillet 2019

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Monsieur Alex LARUE entre en séance.

20. Subvention de la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie (DRAC Occitanie) dans le cadre du Plan Local d'Education Artistique et Culturelle (PLEAC) - Offres Culturelles 2019 - Dépôt de la demande

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0

Abstention : 0

21. Réussite Educative - Modification d'attribution d'une subvention - Exercice 2019

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0

Abstention : 0

22. Evolution du nombre de classes et des postes d'enseignants dans les écoles publiques à la rentrée 2019

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0

Abstention : 0

23. Modification de l'attribution de classes de découvertes 2018

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0

Abstention : 0

24. Attribution de subventions dans le cadre des classes de découverte rousses - Exercice 2019

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Stéphanie JANNIN)

25. Protocole transactionnel relatif au marché public de prestation de service n° V8B003DS concernant le « Jumping International de Montpellier Occitanie Edition 2018 »

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 4 voix (Michèle DRAY-FITOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER)

26. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SPORTS - Exercice 2019

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0

Abstention : 0

27. Recensement de la Population 2020 - Création de postes d'Agents Recenseurs et rémunération de ces postes

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0

Abstention : 0

28. Convention d'autorisation d'implantation et de raccordement électrique d'installations sur le réseau d'éclairage public métropolitain entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Autorisation de signature

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0

Abstention : 0

29 Signature de l'avenant n°2 au contrat de collaboration de recherche entre la Ville de Montpellier et l'Université Paul Valéry Montpellier III pour l'animation d'un groupe de recherche-action portant sur les discriminations

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Guy BARRAL, Daniel BOULET)

30. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SOCIAL - Exercice 2019

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0

Abstention : 0

31. Lieux d'Accueil Enfants Parents (LAEP) - Pause Goûter - Convention de location Ville de Montpellier / Association Pause Goûter

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 8 voix (Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Abdi EL KANDOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL)

32. Avenant à la convention de partenariat Ville/Caisses d'Allocations Familiales pour le fonctionnement des Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0

Abstention : 0

33. Démarche collaborative entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le Centre d'Écologie Fonctionnelle Évolutive - Autorisation de signature

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 4 voix (Guy BARRAL, Daniel BOULET, Mylène CHARDES, Chantal MARION)

34. Convention d'occupation du domaine public - Bar Restaurant du Théâtre Jean Vilar du 01/10/2019 au 30/09/2021

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Madame Sophia AYACHE sort définitivement de séance et donne sa procuration à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI.

Monsieur Michaël DELAFOSSE sort de séance définitivement.

35. Convention d'occupation du domaine public - Bus Touristiques à Montpellier du 01/10/2019 au 30/09/2025

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstention : 0

36. Convention d'occupation du domaine public - Kiosque alimentaire n°3, allée Paul Boulet, du 20/11/2019 au 19/11/2025

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstention : 0

37. MONTPELLIER GRAND COEUR - Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités - Attribution de subventions

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstention : 0

38. Attributions de subventions au titre de l'appel à projets "Animations de fin d'année dans le cadre de l'opération de dynamisation et animation du centre-ville" - Exercice 2019

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 3 voix (Christophe COUR, Véronique DEMON, Véronique PEREZ)

39. Convention constitutive d'un groupement de commandes pour les prestations d'aménagement et d'entretien des espaces verts entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de Signature

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstention : 0

40. Contrat d'exposition entre Thierry VEZON et la Ville de Montpellier - Exposition "Un conte en hiver"

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstention : 0

41. Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique ECOLOGIE URBAINE - Exercice 2019

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstention : 0

42. Cinéma Municipal Nestor Burma - Dispositif Ecole et Cinéma, Collège au cinéma, Lycéens et apprentis au cinéma - Conventions entre la Ville de Montpellier et l'association Les Chiens Andaloux ainsi que l'association Festival cinéma d'Alès – Itinérances

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstention : 0

43. Théâtre Jean Vilar : convention de co-accueil du spectacle Imago-Go avec l'association Montpellier Danse

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 6 voix (Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Titina DASYLVA, Isabelle MARSALA, Bernard TRAVIER)

44. Adhésion à l'association Laboratoire des Médiations en Art Contemporain (LMAC)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstention : 0

45. Appel à projet « Arrêt Cardiaque et Premiers secours » de la fondation CNP Assurances

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstention : 0

46. Attributions de subventions dans le cadre des thématiques DROIT DES FEMMES ET SANTE - Exercice 2019

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstention : 0

47. Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et WAT ! Festival - Approbation - Autorisation de signature

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstention : 0

48. Mandats spéciaux, présentation de missions opérationnelles de Monsieur le Maire et des élus délégués dans le cadre de l'action internationale de la Ville

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL)

49. Mise à disposition de salles à titre gratuit à la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela et à l'Espace Martin Luther King

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Daniel BOULET, Nicole LIZA)

50. Adoption du rapport de la commission d'évaluation des transferts de charges (CLETC) du 4 juillet 2019

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstention : 0

51. Attributions de compensation 2019 définitives suite à la CLETC du 4 juillet 2019

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Monsieur Rémi ASSIE, Madame Clare HART et Monsieur Rabii YOUSSEF sortent de séance.

52. Taxe foncière sur les propriétés bâties - Institution d'un abattement pour les commerces dont la surface principale est inférieure à 400m2 non intégrés à un ensemble commercial

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 5 voix (Christophe COUR, Véronique DEMON, Mustapha MAJDOUL, Véronique PEREZ, Brigitte ROUSSEL-GALIANA)

Madame Valérie BARTHAS-ORSAL sort de séance.

Madame Clare HART entre en séance.

53. Méthode et durées d'amortissement des immobilisations du Budget Principal de la Ville de Montpellier

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

54. Attribution de subventions dans le cadre de la thématique FINANCES - Exercice 2019

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 6 voix (Sophia AYACHE, Gérard CASTRE, Titina DASYLVA, Abdi EL KANDOUSSI, Nicole LIZA, Annie YAGUE)

Monsieur Rémi ASSIE entre en séance.

55. Mise à disposition de locaux associatifs - Approbation des loyers minorés - Autorisation de signer les conventions

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

56. Contrat de location Montpellier Méditerranée Métropole / Ville de Montpellier 19 rue Lallemand - Renouvellement - Autorisation de signature

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

57. Conventions ACM / Ville 211 rue Hébert / 55 cours Libéral Bruant - Autorisations de signature

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 8 voix (Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Abdi EL KANDOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL)

Madame Valérie BARTHAS-ORSAL et Monsieur Rabii YOUSSEF entrent en séance.

58. Aqueduc Saint Clément - Convention d'autorisation d'entretien des parcelles appartenant à la Ville de Montpellier sur le territoire de Saint Clément de Rivière afin de réaliser un cheminement piétonnier - Autorisation de signer la convention

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstention : 0

59. Convention de prestations de services réciproques de la Commune de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole pour la gestion du parc automobile - Avenant n°1

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstention : 0

60. Mise en œuvre d'un groupement de commande entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour la maintenance et les contrôles réglementaires des véhicules et engins

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstention : 0

61. Approbation de l'acte constitutif du groupement de commandes pour l'achat de véhicules électriques, hybrides, hybrides rechargeables

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 5 voix (Titina DASYLVA, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Chantal LEVY-RAMEAU, Patricia MIRALLES)

62. Convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la réalisation de l'installation d'une chaufferie bois-énergie au Groupe Scolaire Blaise Pascal

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 5 voix (Titina DASYLVA, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Chantal LEVY-RAMEAU, Patricia MIRALLES)

63. Organismes extérieurs - Désignation des représentants de la Ville

Il est proposé au Conseil municipal de procéder à ces désignations à main levée, comme le prévoit l'article L 2121-21 du code général des collectivités territoriales.

Monsieur le Maire propose les candidatures suivantes :

- Ecole primaire Jeanne Moreau (nouveau groupe scolaire) : Guy BARRAL
- Ecole primaire Benoîte Groult (nouveau groupe scolaire) : Sonia KERANGUEVEN
- Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) (en remplacement de Rémi ASSIE) : Henri MAILLET
- Centre Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) (en remplacement de Rémi ASSIE) : Gérard CASTRE
- Commission municipale n°2 (Affaires générales) (en remplacement de Rémi ASSIE) : Robert COTTE
- Lycée Georges Frêche (en remplacement de Rémi ASSIE) : Robert COTTE

Aucune autre candidature n'est proposée.

Ont été élus :

- Ecole primaire Jeanne Moreau (nouveau groupe scolaire) : Guy BARRAL
- Ecole primaire Benoîte Groult (nouveau groupe scolaire) : Sonia KERANGUEVEN
- Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) (en remplacement de Rémi ASSIE) : Henri MAILLET
- Centre Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) (en remplacement de Rémi ASSIE) : Gérard CASTRE
- Commission municipale n°2 (Affaires générales) (en remplacement de Rémi ASSIE) : Robert COTTE
- Lycée Georges Frêche (en remplacement de Rémi ASSIE) : Robert COTTE

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 1 (Anne BRISSAUD)

64. Administration générale, affaires juridiques, contentieux - Protocole transactionnel avec la société Saônoise de mobiliers - Autorisation de signature

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstention : 0

65. Société Anonyme d'Économie Mixte Locale SOMIMON - Rapport annuel de l'administrateur 2018

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 6 voix (Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE)

66. Société d'Economie Mixte Locale - Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Rapport annuel de l'administrateur - Approbation

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 6 voix (Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE)

67. Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole SA3M - Rapport annuel de l'administrateur - Approbation

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 6 voix (Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE)

68. Société Anonyme d'Économie Mixte Locale TaM - Rapport Annuel de l'Administrateur - Approbation

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0

Abstention : 8 voix (Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA)

69. Société Anonyme d'Économie Mixte Locale MONTPELLIER EVENTS - Rapport Annuel de l'Administrateur - Approbation

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0

Abstention : 8 voix (Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA)

70. Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Anne BRISSAUD)

Madame Sabria BOUALLAGA entre en séance et récupère la procuration donnée à Madame Maud BODKIN.

71. Mise à disposition d'un agent de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier Méditerranée Métropole

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstention : 0

72. Autorisation de levée de la prescription quadriennale relative au versement de cotisations de la Retraite Additionnelle de la Fonction Publique (RAFP)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 20 h 05.

Conformément à l'article L212125 du Code Général des Collectivités Territoriales, le compte-rendu du Conseil municipal est affiché à l'Hôtel de Ville, sur les panneaux officiels prévus à cet effet sous huitaine.



**Séance ordinaire du
vendredi 27 septembre 2019**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Alex LARUE, Audrey LLEDO

Vœu pour le maintien du service public postal à Montpellier

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Deux propositions de vœux, relatives au maintien d'un service public postal de proximité à Montpellier, sont soumises à l'approbation du Conseil municipal.

Proposition n°1

Déposée par le Groupe « La Gauche pour Montpellier »

Programmée, sans concertation, après une réduction progressive des horaires d'ouverture, la fermeture du bureau de Poste de proximité des quartiers Bouisson - Bertrand, Boutonnet, Saint-Charles est annoncée pour octobre 2019.

Indispensable à la population et à la vie du quartier, ce choix fragilise la nécessaire proximité entre les services publics et les citoyens.

Le Conseil municipal de la Ville de Montpellier demande à la direction du groupe La Poste de maintenir ouvert le bureau des quartiers Bouisson - Bertrand, Boutonnet, Saint-Charles.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le présent vœu de soutien au maintien d'un service public postal de proximité à Montpellier.

Proposition n°2
Déposée par le Groupe majoritaire

La Poste met en place un plan de restructuration de ses agences dans les quartiers de Montpellier.

La Poste a décidé de fermer le bureau de Bouisson Bertrand par manque de clientèle quotidienne et manque de volume d'opérations.

Cette décision ne nous appartient pas et nous la déplorons.

Si la fermeture de ce bureau devait être confirmée, nous demandons au groupe La Poste de mettre en oeuvre tous les moyens nécessaires pour maintenir ce service public de proximité afin que les habitants des quartiers concernés puissent en bénéficier (Boutonnet, Albert Premier, Bouisson Bertrand, Maternité...).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le présent vœu de soutien au maintien d'un service public postal de proximité à Montpellier.

Proposition n° 1 :

Pour : 10 voix (Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Michaël DELAFOSSE, Julie FRECHE, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA)

Contre : 51 voix (Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Michèle DRAY-FITOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Cédric de SAINT JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS)

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Proposition n° 2 :

Pour : 57 voix (Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS)

Contre : 0 voix

Abstention : 4 voix (Nancy CANAUD, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Cédric de SAINT JOUAN)

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Délibération n°V2019-310

A l'issue d'un vote à main levée, la proposition n° 2 est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 8 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PRÉFECTURE
DE L'HÉRAULT

10 OCT. 2019

D.R.C.L
GREFFE - P.F.R.A.

Délibération n°V2019-311

Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, **Philippe SAUREL**.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Mario-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Alex LARUE, Audrey LLEDO

QUARTIER CEVENNES

Projet de Rénovation Urbaine Cévennes (Petit Bard - Pergola) Demande d'agrément de candidature lot O3 PEGASE IMMOBILIER - Atelier AMA

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Convention Territoriale de Rénovation Urbaine du quartier des Cévennes (Petit Bard – Pergola), signée à Montpellier le 25 novembre 2005, a permis de mobiliser des crédits relatifs aux reconstructions-démolitions de logements, aux réhabilitations de logements, aux aménagements des espaces publics et à la création d'équipements publics.

Ce projet de rénovation urbaine porte sur un programme ambitieux d'amélioration de l'habitat et des conditions de vie des habitants, de désenclavement du quartier et de revalorisation de son image. Ce programme intègre en particulier :

- la rénovation complète de l'habitat avec la démolition de 462 logements, la reconstruction de 550 logements publics (247 sur site et 303 hors site), la reconstruction de logements privés, la réhabilitation de 390 logements privés, la résidentialisation de 868 logements publics et privés,
- la réalisation d'une mixité résidentielle et fonctionnelle comme support de mixité sociale,
- la restructuration du quartier (création de nouvelles voies et nouveaux équipements, réaménagement des voies existantes, création d'une centralité commerciale).

Délibération n°V2019-311

Par délibération en date du 26 mars 2007, le Conseil municipal a confié une concession d'aménagement à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) visant à mettre en œuvre opérationnellement le projet de rénovation du quartier Cévennes - Petit Bard.

Dans ce contexte, la SERM nous propose d'agréer la candidature du promoteur PEGASE IMMOBILIER – Atelier AMA Marcelo Abad, pour la réalisation du lot O3, situé à l'entrée Sud du quartier, détaillée ci-dessous :

| | |
|---------------------------------|--|
| Maître d'ouvrage : | PEGASE IMMOBILIER 5 rue Gaston Planté 34 790 GRABELS Atelier AMA Marcelo Abad 124 rue Edmond Halley 34 570 PIGNAN |
| Localisation du projet : | Section KV n°88, 316, 317, 393a |
| Surface du lot : | 2 229 m ² |
| Nature du projet : | 71 logements collectifs en accession abordable 71 places de parking |
| SDP envisagée : | 4 700 m ² de logements |
| SDP maximale autorisée : | 4 700 m ² |

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes au projet et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'agréer la candidature du promoteur PEGASE IMMOBILIER – Atelier AMA Marcelo Abad pour le lot O3 du projet de rénovation du quartier Cévennes (Petit Bard – Pergola), en vue de la réalisation d'environ 71 logements collectifs en accession abordable ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Délibération n°V2019-311

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Stéphanie JANNIN, Mme Marie-Hélène SANTARELLI.

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 8 octobre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Localisation lot O3

PRÉFECTURE
DE L'HÉRAULT
10 OCT. 2019
D.R.C.L
GREFFE - P.F.R.A.

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PRÉFECTURE
DE L'HÉRAULT

10 OCT. 2019

D.R.C.L
GREFFE - P.F.R.A.

Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Alex LARUE, Audrey LLEDO

Quartier Croix d'Argent Secteur Poutingon :

Instauration d'un périmètre d'étude (art. L424-1 du code de l'urbanisme)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Situé au sud-ouest de Montpellier en entrée de ville, le secteur Poutingon est à la jonction de deux axes structurants, l'avenue de Toulouse et l'avenue du colonel Pavelet et à l'interface de deux opérations d'aménagement, les ZAC Ovalie et Grisettes.

Ce secteur, peu structuré, se caractérise par une urbanisation relativement hétérogène qui s'est développée au coup par coup à partir des années 1980. Il est composé principalement de commerces disparates en façade des deux avenues et d'un tissu résidentiel mixte constitué de maisons individuelles et de logements collectifs.

Ce secteur bénéficie d'équipements publics notables : le groupe scolaire Beethoven, la station Sabines, desservie par la ligne 2 du tramway, ainsi que le parking d'échanges Tam et l'Agriparc du Mas Nouguier à proximité.

Ce secteur de la Ville tend à évoluer du fait de plusieurs facteurs :

- les deux zones d'aménagement concertés voisines, les ZAC Ovalie et Grisettes, en cours de finalisation, induisent des logiques d'aménagement durable à prendre en compte à leurs franges ;

Délibération n°V2019-312

- l'avancée du projet de Contournement Ouest de Montpellier (COM) porté par l'Etat va avoir un réel impact urbain, paysager et environnemental sur l'entrée de ville ouest ;
- les études urbaines et plus récemment les réflexions en cours menées dans le cadre de l'élaboration du PLUi ont mis en évidence le potentiel de mutation de plusieurs parcelles assez vastes.

Ce secteur présente donc aujourd'hui des signes tangibles d'une mutation urbaine qu'il est nécessaire d'accompagner. Dans ce contexte et dans le cadre de sa politique de réinvestissement des quartiers existants et de requalification des espaces publics, la Ville souhaite engager une réflexion sur la base d'études urbaines approfondies qui permettront de définir des perspectives d'évolution, d'encadrer les nouvelles opérations et de renforcer la liaison de l'urbanisation existante et à venir.

Afin de garantir une évolution cohérente de ce secteur, la faisabilité des aménagements et des équipements publics nécessaires à ce secteur, il est proposé de prendre en considération la mise à l'étude d'un projet de travaux publics et d'aménagement et de délimiter les terrains concernés selon les dispositions de l'article L. 424-1 du code de l'urbanisme. La délimitation du périmètre concerné est jointe en annexe de la présente délibération.

Ceci permettra, le cas échéant, de surseoir à statuer sur toute demande d'autorisation concernant les travaux, les constructions ou installations susceptibles de compromettre ou rendre plus onéreuse la réalisation des travaux publics ou de l'opération d'aménagement envisagés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre en considération la mise à l'étude d'un projet de travaux publics et d'aménagement sur le secteur Poutingon ;
- de délimiter les terrains inclus dans ce périmètre suivant le plan annexé à la présente délibération selon les dispositions de l'article L.424-1 du code de l'urbanisme ;
- de dire que la présente délibération sera affichée pendant au moins 1 mois au siège de la mairie de Montpellier et au siège de Montpellier méditerranée Métropole et que la mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département, conformément aux dispositions de l'article R.424-24 du code de l'urbanisme ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

PRÉFECTURE
DE L'HÉRAULT

10 OCT. 2019

D.R.C.L
GREFFE - P.F.R.A.

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publiée le : 8 octobre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Poutingon périmètre étude.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PRÉFECTURE
DE L'HÉRAULT

10 OCT. 2019

D.R.C.L
GREFFE - P.F.R.A.

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Alex LARUE, Audrey LLEDO

Concession d'aménagement "Réaménagement du quartier de la Pompignane" Opération d'aménagement des Hauts de Jausserand Cession foncière - Agrément de candidature SNC Pinville Demain

Madame l'Adjointe déléguée à l'Urbanisme opérationnel, Chantal MARION, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, de réinvestissement des quartiers existants et de requalification des espaces publics, la Ville de Montpellier a confié à la SA3M une concession d'aménagement notamment pour mettre en œuvre le projet global de renouvellement urbain du quartier de la Pompignane. Cette concession a été approuvée par délibération du Conseil municipal le 29 septembre 2016 et notifiée le 22 novembre 2016.

Inclus dans le périmètre de la concession, un projet immobilier d'initiative privée a été porté à la connaissance de la Collectivité. Il porte sur la parcelle RR45, laquelle correspond à un terrain comportant d'anciennes halles industrielles désaffectées et un parking à l'abandon (voir annexe 1 ci-jointe).

Afin d'intégrer le projet immobilier dans cette dynamique globale de renouvellement urbain, en souhaitant lui appliquer les principes d'aménagement urbain et paysager qualitatifs fixés à l'échelle du quartier, une opération d'aménagement LES HAUTS DE JAUSSEERAND a été créée par délibération municipale en date du 12 juin 2019, dont le plan de secteur intégrant le projet de la SNC Pinville demain est joint en annexe 2.

Conformément à la concession d'aménagement approuvée, la SA3M propose d'agréer la candidature de la

Délibération n°V2019-313

SNC PINVILLE DEMAÏN en vue de la cession d'une parcelle et partie de parcelle (Cf. annexe 3), dont l'aménageur s'est rendu propriétaire, situées à MONTPELLIER (HÉRAULT), 34000 MAS DE PASTOUREL, cadastrées :

- Parcelle RR82,
- Et partie de la parcelle RR81,

la nouvelle numérotation de cette parcelle étant en cours.

Cette cession correspond à un complément de foncier.

Celui-ci permet la maîtrise de différents tènements fonciers par la SNC PINVILLE DEMAÏN en vue de réaliser un programme de logements collectifs neufs, d'une superficie maximale de 23 000 m² de surface de plancher. La SNC PINVILLE DEMAÏN déposera à cet effet un permis d'aménager sur l'ensemble de ces tènements et réalisera l'opération d'aménagement sur le foncier qu'elle maîtrise. Cette cession foncière est compatible avec le projet d'ensemble des Hauts de Jausserand.

Dénomination du Candidat :

La société PINVILLE DEMAÏN, SNC au capital de 300.000 €, domiciliée au 501 rue Georges Méliès @7Center-Immeuble H@rmonie 34000 MONTPELLIER, identifiée au SIRET sous le numéro 823 566 435 000017 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés (R.C.S.) de MONTPELLIER, représentée par ses co-gérants associés, les sociétés :

- FDI DEVELOPPEMENT, SAS au capital de 1.500.000 €, domiciliée au 501 rue Georges Méliès @7Center-Immeuble H@rmonie 34000 MONTPELLIER, immatriculée au RCS de MONTPELLIER sous le numéro 392 452 470
- GGL GROUPE, SAS au capital de 50.000.000 €, domiciliée Les Centuries III, 111 place Pierre Duhem, BP 84, 34935 MONTPELLIER CEDEX 9, immatriculée au RCS de MONTPELLIER sous le numéro 422 889 469,
- HOLDING TISSOT, SARL au capital de 8.000.000 €, domiciliée 561 rue Georges Méliès @7Center-Immeuble L'@ltis 34000 MONTPELLIER, immatriculée au RCS de MONTPELLIER sous le n° 382 145 514

Localisation : Mas de Pastourel
34 000 MONTPELLIER

Parcelles cadastrées : Parcelle RR82 pour une surface cadastrale de 1 927 m²
Partie de la parcelle RR81 pour une surface cadastrale de 744 m²

Nature du projet : Construction d'un programme neuf de logements collectifs

Montant de la charge foncière HT : 797.500 € HT

La SA3M précise que la candidature de la SNC Pinville Demain prend en considération les prescriptions urbanistiques, architecturales, paysagères et environnementale, ainsi que les contraintes inhérentes à l'Opération d'aménagement des Hauts de Jausserand.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la candidature de la SNC Pinville Demain pour la cession foncière de terrains maîtrisés par l'aménageur SA3M, en vue du projet susvisé.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Véronique DEMON, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Chantal LEVY-RAMEAU, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publiée le : 8 octobre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- annexes DCM agrément

PRÉFECTURE
DE L'HÉRAULT

10 OCT. 2019

D.R.C.L
GREFFE - P.F.R.A.

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Alex LARUE, Audrey LLEDO

Programmes d'aménagement d'ensemble (PAE)

Reversement à Montpellier Méditerranée Métropole des produits des PAE

Modification du montant du reversement pour l'exercice 2018 et de la convention financière correspondante

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération n° V2018-290 du 27 septembre 2018, le Conseil municipal a approuvé le reversement par la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole des produits des programmes d'aménagement d'ensemble (PAE) « Marqueroze », « Saint Lazare » et « Allée du Tiers Etat » pour l'exercice budgétaire 2018, ainsi que les termes de la convention financière correspondante.

Le montant total de reversement approuvé par cette délibération s'établissait à 1 749 610 € selon la répartition par PAE suivante :

- PAE « Marqueroze » : 805 966 €
- PAE « Saint Lazare » : 943 644 €
- PAE « Allée du Tiers Etat » : 0 €

Depuis, certaines modifications sont intervenues affectant le montant des produits du PAE « Marqueroze ». Aussi, il convient d'acter par la présente délibération, au titre de l'exercice 2018, du nouveau montant total de reversement par la ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole :

- au titre du PAE « Marqueroze »
- pour l'ensemble des PAE.

1/ En date du 29 juin 2018, la SCI Les Marquis, titulaire du permis de construire n° PC 34172 10 V0141 au sein du PAE « Marqueroze » a déposé une requête introductive d'instance devant le tribunal administratif de

Délibération n°V2019-314

Montpellier contestant un titre de recette de 142 430 € émis à son endroit par la ville de Montpellier.
Cette instance toujours pendante a pour effet de geler la recette/dépense correspondante envisagée par la Ville.

2/ En date du 15 janvier 2019, une recette complémentaire de 115 983 € a été encaissée par la ville de Montpellier au titre du permis de construire n° PC 34172 17 V0276 délivré à URBIS Réalisations.

En conséquence :

- Le nouveau montant de reversement par la ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre du PAE « Marqueroze » et au titre de l'exercice 2018 s'établit à
805 966 € - 142 430 € + 115 983 € = 779 519 € ;

- Le nouveau montant total de reversement par la ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de tous les PAE s'établit à 1 723 163 €

L'ensemble des autres dispositions de la délibération du Conseil municipal n° V2018-290 du 27 septembre 2018 sont inchangées.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- D'approuver le reversement à Montpellier Méditerranée Métropole des participations au titre des programmes d'aménagement d'ensemble précités selon les montants ci-avant modifiés ;
- De dire que les dépenses correspondantes seront inscrites au budget de la Ville, chapitre 905 ;
- D'approuver les termes de la convention de reversement dûment modifiée à intervenir pour l'exercice budgétaire 2018 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer ladite convention de reversement dûment modifiée ainsi que tout autre document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 8 octobre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention financière PAE modifiée

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Alex LARUE, Audrey LLEDO

Plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs 2020-2025 de Montpellier Méditerranée Métropole - Avis de la commune de Montpellier

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR), adoptée le 24 mars 2014 tend à réformer la lisibilité et l'efficacité des politiques publiques du logement. Son objectif est notamment d'améliorer les conditions de dépôt et de gestion des demandes d'attribution de logements sociaux à l'échelle des agglomérations pour davantage de transparence, d'efficacité et d'équité.

La loi ALUR prévoit ainsi, pour tout Etablissement Public de Coopération Intercommunale doté d'un Programme Local de l'Habitat (PLH) approuvé, la mise en place d'un Plan Partenarial de Gestion de la Demande de Logement Social et d'Information des Demandeurs (PPGDID), qui définit les orientations destinées à assurer la gestion partagée de la demande et à satisfaire le droit à l'information du demandeur.

Montpellier Méditerranée Métropole a élaboré son projet de PPGDID sous l'égide de la Conférence Intercommunale du Logement (CIL), instance partenariale co-présidée par la Métropole et l'Etat, et qui réunit :

- tous les maires des communes de la Métropole,
- les bailleurs sociaux et les réservataires de logements sociaux du territoire,
- les associations de locataires et les organismes d'insertion ou de défense des personnes en situation d'exclusion par le logement.

Délibération n°V2019-315

La Conférence Intercommunale du Logement a vocation globalement à définir des orientations en matière de gestion de la demande et d'attribution des logements sociaux, et à suivre leur mise en œuvre.

Conformément à l'article L.441-1-8 du Code de la Construction et de l'Habitation, le projet de Plan Partenarial de Gestion de la Demande et d'Information des Demandeurs est soumis pour avis à chacune des 31 communes de Montpellier Méditerranée Métropole, avant l'approbation définitive en Conseil de Métropole.

En tant que membres de la CIL, les communes ont été associées à l'élaboration du PPGDID à travers leur participation à des ateliers de travail, la réalisation d'entretiens et lors de deux Conférences des Maires réunies les 03/06/2019 et 17/06/2019.

Le projet de PPGDID définit les orientations destinées à :

- mettre en place une gestion partagée des demandes de logement, reposant sur le Système National d'Enregistrement
- mettre en place un service d'information et d'accueil du demandeur, pour satisfaire le droit à l'information

Ce service d'accueil et d'information des demandeurs consiste en la mise en réseau des différents lieux d'accueil du territoire et vise à harmoniser l'information délivrée aux usagers relative aux logements sociaux.

Trois niveaux d'accueil ont été identifiés selon le degré d'information diffusé au public :

- informations générales (règles d'accès au parc locatif social, modalités de dépôt de la demande),
- informations spécifiques au territoire (critères de priorité, caractéristiques et localisation du parc social, délai d'attente moyen selon les secteurs géographiques et les types de logement),
- informations individuelles du demandeur (enregistrement et instruction de la demande, décision de la commission d'attribution, le rang du demandeur en cas d'attribution, etc.).

Les communes, premier relais de proximité auprès des habitants de la Métropole, ont été identifiées dans le PPGDID pour intégrer ce réseau, et sont invitées à se positionner sur un niveau d'accueil considérant leur situation et les missions qui en découlent.

Dans ce cadre, la Ville de Montpellier se prononce pour sa prise en compte en tant que structure d'accueil et d'information du demandeur de logement social de niveau 2. A ce titre, elle :

- délivrera une information d'ordre général mais également plus spécifique au territoire. Pour cela, les agents d'accueil de la Ville de Montpellier bénéficieront de formations et d'outils de communication diffusés par la Métropole,
- et réorientera les demandeurs soit vers le Portail national Grand Public, soit vers les agences des bailleurs nombreuses sur le territoire de la ville et le futur lieu commun métropolitain pour l'enregistrement et le suivi de leur demande individuelle sur le Système National d'Enregistrement.

Les orientations définies dans le plan partenarial seront déclinées dans des conventions d'application, qui interviendront entre Montpellier Méditerranée Métropole et les différents partenaires du plan.

La CIL du 4 juillet 2019 a donné un avis favorable au projet de PPGDID qui lui était soumis.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'émettre un avis favorable au projet de Plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs 2020-2025 de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que la Ville de Montpellier se positionne au niveau 2 du réseau métropolitain défini pour l'accueil

Délibération n°V2019-315

et l'information des demandeurs ;

- D'autoriser Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 8 octobre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- PPGDID 2020-2025

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASILVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Alex LARUE, Audrey LLEDO

Convention Intercommunale d'Attribution des logements sociaux sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature

Madame l'Adjointe déléguée à l'Urbanisme opérationnel, Chantal MARION, rapporte :

La loi du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (dite loi « ALUR ») a initié une réforme importante sur la gestion de la demande et des attributions des logements sociaux, confortée par la loi Egalité et Citoyenneté du 29 janvier 2017 et la loi ELAN du 23 novembre 2018. L'enjeu de cette réforme est d'assurer un meilleur équilibre territorial de l'occupation du parc locatif social à travers une politique coordonnée d'attribution des logements sociaux à l'échelle des agglomérations.

Dans ce cadre, une Conférence Intercommunale du Logement (CIL) a été installée par Montpellier Méditerranée Métropole. Instance partenariale, co-pilotée par la Métropole et l'Etat, la Conférence Intercommunale du Logement réunit :

- tous les maires des communes de la Métropole,
- les bailleurs sociaux et les réservataires de logements sociaux du territoire,
- les associations de locataires et d'insertion ou de défense des personnes en situation d'exclusion par le logement.

La CIL a adopté le 29 janvier 2019 son Document Cadre, approuvé à l'unanimité par le Conseil de Métropole du 22 mars 2019, qui fixe les orientations concernant les attributions de logements dans le parc locatif social pour l'ensemble du territoire de la Métropole, au nombre de 3 :

Délibération n°V2019-316

- Orientation 1 – Organiser un accueil plus équilibré des populations à l'échelle métropolitaine de manière concertée avec tous les partenaires

Conformément à la loi Egalité et Citoyenneté et la loi ELAN, les objectifs chiffrés suivants sont fixés :

- Objectif chiffré n° 1 : 25% des baux signés hors quartiers prioritaires de la Politique de la Ville doivent l'être en faveur des ménages du 1er quartile de revenu et/ou des personnes relogées dans le cadre d'une opération de renouvellement urbain ;
- Objectif chiffré n° 2 : 50% des attributions prononcées dans les quartiers prioritaires de la Politique de la Ville doivent l'être en faveur des ménages des quartiles de revenu 2, 3 et 4.

- Orientation 2 – Faciliter les parcours résidentiels des ménages prioritaires, des ménages relogés dans le cadre du renouvellement urbain et des ménages en situation de mutation

Conformément à la loi Egalité et Citoyenneté et la loi ELAN, l'objectif chiffré suivant est fixé :

- Objectif chiffré n°3 : Les réservataires et les bailleurs sociaux réservent aux ménages prioritaires au moins 25% des attributions réalisées sur leurs contingents propres.

- Orientation 3 – Accompagner la politique d'attribution en travaillant sur l'attractivité du parc et le cadre de vie

La mise en œuvre de ces orientations fait l'objet d'une Convention Intercommunale d'Attribution, conclue entre le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, les bailleurs de logements sociaux possédant ou gérant du patrimoine sur son territoire et les titulaires des droits de réservation sur ce patrimoine, dont l'Etat, le Conseil Départemental de l'Hérault, les communes et Action Logement. En sa qualité de réservataire, la Ville de Montpellier est invitée à signer la Convention Intercommunale d'Attribution.

La Convention Intercommunale d'Attribution est conçue comme une feuille de route partenariale, permettant d'affiner les stratégies de peuplement au fur et à mesure que les acteurs acquièrent et partagent une meilleure connaissance de la situation actuelle et des leviers possibles conformément à l'ambition partagée d'une « montée en compétence collective ».

A la suite d'un travail partenarial lors de son élaboration, la Convention Intercommunale d'Attribution des logements sociaux prévoit :

- D'une part, des objectifs quantifiés et territorialisés des bailleurs et des contributions des réservataires, avec :
 - o l'engagement des bailleurs, sur les trois premières années de la convention, à consacrer au moins 25% des baux signés, hors quartiers prioritaires de la Politique de la Ville (et ancienne Zone Urbaine Sensible) partout sur le territoire de la Métropole, aux ménages du 1er quartile de revenu, dont au moins 5% aux personnes relogées dans le cadre d'une opération de renouvellement urbain. Les titulaires des droits de réservation parmi lesquels la Ville de Montpellier s'engage à contribuer à cet objectif dans le cadre de la gestion de leur contingent ;
 - o l'engagement des bailleurs à consacrer au moins 50% de leurs attributions en quartiers prioritaires de la Politique de la Ville (et ancienne Zone Urbaine Sensible) aux ménages du 2ème, 3ème et 4ème quartile de revenu. Les titulaires des droits de réservation parmi lesquels la Ville de Montpellier s'engage à contribuer à cet objectif dans le cadre de la gestion de leur contingent.
 - o l'engagement des bailleurs et des titulaires des droits de réservation à consacrer au moins 25% de leur contingent aux publics prioritaires, dont 5% minimum pour les publics relevant de la priorité 1, 2 et 3 du Plan Départemental d'Action pour l'Hébergement et le logement des Personnes Défavorisées (PDAHLPD), qui concerne les ménages reconnus prioritaires au titre du Droit au Logement Opposable (DALO), les sortants de structures d'hébergement et les

Délibération n°V2019-316

personnes relogées dans le cadre du Projet de Rénovation Urbaine, ainsi que les ménages reconnus en difficultés économiques et sociales (MDES) ;

- D'autre part, des mesures favorisant l'atteinte des objectifs, comme :
 - o la labellisation par les bailleurs des priorités 4 du PDALHPD, et une définition élargie de ces publics intégrant les personnes âgées précaires rencontrant des difficultés de maintien dans leur logement, les actifs précaires rencontrant des difficultés d'ordre financier pour se loger dans le privé et les demandes de mutation prioritaires ;
 - o la création d'instances de coordination (commission « situations complexes », commission « résidences à enjeux »)
 - o le développement d'outil de connaissance partagée et d'évaluation (atlas du logement social et de son occupation)
 - o et l'animation de travaux partenariaux dans le cadre de la CIL sur la fiabilisation de la donnée, les bonnes pratiques des commissions d'attribution (CAL), la gestion en flux des contingents et la politique des loyers.

Le projet de convention a été approuvé par les membres de la Conférence Intercommunale du Logement en séance plénière du 4 juillet 2019, et par le Conseil Métropolitain du 23 juillet 2019. Sa mise en œuvre fera l'objet d'un suivi par la Conférence Intercommunale du Logement, avec des bilans annuels et une évaluation à mi-parcours.

La convention est annexée au Contrat de Ville de Montpellier Méditerranée Métropole qui cible les 12 quartiers prioritaires situés à Montpellier. Ses objectifs s'inscrivent également dans le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) piloté par Montpellier Méditerranée Métropole. La convention sera ainsi annexée également à la convention pluriannuelle de rénovation urbaine à intervenir début 2020 avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine concernant les quartiers Mosson et Cévennes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le projet de Convention Intercommunale d'Attribution des logements sociaux de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 46 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 15 voix

M. Luc ALBERNHE, M. Rémi ASSIE, Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Gérard CASTRE, Mme Mylène CHARDES, M. Robert COTTE, M. Jean-Luc COUSQUER, Mme Véronique DEMON, Mme Michèle DRAY-FITOUSSI, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Chantal LEVY-RAMEAU, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. Sauveur TORTORICI, M. Rabii YOUSSEUS.

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 8 octobre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Intercommunale d'Attribution 2019-2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Alex LARUE, Audrey LLEDO

Transport et Mobilité - Tramway ligne 5 - Cession à la Métropole de la parcelle cadastrée AX 6, avenue du Docteur Pezet - Commune de Montpellier

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de tramway qui va permettre d'améliorer les conditions de déplacements sur l'ensemble de la Métropole en créant un équipement structurant pour le service public des transports en commun, il convient de céder à la Métropole, la parcelle cadastrée AX 6 d'une superficie de 115 m², appartenant à la Ville de Montpellier, située 11 avenue du Docteur Pezet.

Cette acquisition est nécessaire en vue de l'implantation de l'ensemble des ouvrages et des équipements du tramway mais également en vue de la reconstitution des espaces publics.

Dans ce contexte, la société de Transport de l'Agglomération de Montpellier (TAM), mandataire de la Métropole pour la construction de la ligne 5 de tramway, souhaite, parallèlement à la vente de ce bien, déposer un permis de démolir pour un local d'environ 50 m², situé sur cette parcelle, au nom et pour le compte de la Métropole.

Le local a été acquis par la Ville de Montpellier le 3 juin 2010 pour un montant total de 170 000 € comprenant la valeur des murs occupés mais également une importante indemnité d'éviction commerciale, ce local étant alors exploité.

A ce jour, la cession est consentie pour un prix de 60 500 € conformément à l'avis des domaines n°2019-172V1102 en date du 28 août 2019. Ce prix correspond à un bien vétuste, non occupé depuis son acquisition, et sans l'indemnité d'éviction commerciale consentie initialement, le local n'ayant plus été occupé.

Les frais liés aux travaux de démolition seront à la charge de la TAM.

L'acte de vente de la parcelle cadastrée AX 6, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, sera confié à Maître Bonnary, notaire à Montpellier, qui a rédigé l'acte d'acquisition par la Ville en 2010.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'accepter la vente à la Métropole de la parcelle cadastrée AX 6, d'une superficie totale de 115 m², au prix de 60 500 € nets vendeur conformément à l'avis des domaines n° 2019-172V1102 en date du 28 août 2019,
- D'autoriser la société de Transport de l'Agglomération de Montpellier (TAM) à déposer au nom et pour le compte de la Métropole, un permis de démolir sur le local situé 11 avenue du Docteur Pezet à Montpellier et à entreprendre toutes les démarches administratives nécessaires, en vue d'une démolition anticipée sur la réitération de l'acte authentique de vente,
- De confier la rédaction de l'acte de vente à Maître Bonnary, notaire à Montpellier, aux frais de l'acquéreur,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Jean-Luc COUSQUER, Mme Titina DASYLVA, Mme Véronique DEMON, M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Patricia MIRALLES, Mme Véronique PEREZ.

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 8 octobre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- vue du bâti.pdf
- avis domaine 28_08_2019.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Alex LARUE, Audrey LLEDO

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :
15 OCT. 2019
BUREAU DU COURRIER

Domaine de Lavalette - Bail emphytéotique Ville de Montpellier / Supagro du 25 juillet 1980 - Autorisation d'installation d'une ferme agroécologique

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier a reçu par legs du 12 novembre 1910 le Domaine de la Valette, propriété de Monsieur Henri de Lunaret.

Une partie du domaine a été mise à la disposition de Montpellier Supagro, initialement ENSAM, par bail emphytéotique du 25 juillet 1980 pour une durée de 99 ans.

L'article 10 du bail emphytéotique stipule que « sous réserve de l'accord préalable de la Ville, l'ENSAM sera autorisée à passer des conventions d'usage permettant l'implantation sur le domaine de services de recherches et d'enseignement en liaison avec ses activités propres ».

Supagro a sollicité, par courrier en date du 14 juin 2019, l'accord de la Ville de Montpellier pour l'installation de Monsieur Arnaud Thurot.

Ce jeune agriculteur est lauréat d'un appel à projets initié en 2017 par Supagro sur les parcelles cadastrées AK n° 218, d'une superficie de 21 553 m², AK n° 29 d'une superficie de 4 102 m² et une partie de AK n° 230 pour 3 090 m², soit une superficie totale de 26 073 m².

Le projet vise l'installation d'une ferme agro-écologique à vocation pédagogique sur les parcelles cadastrées AK n° 218, n° 219 et n° 230, et a plusieurs vocations :

Délibération n°V2019-318

- l'expérimentation et la démonstration de nouvelles techniques agro-écologiques, en lien avec les unités de recherche du pôle Agropolis ;
- l'enseignement ;
- la production et la vente directe de produits maraîchers.

Sur la base de compléments apportés par Supagro tendant à démontrer le lien de cette occupation avec les activités scientifiques et pédagogiques de l'établissement, le projet retenu répond en conséquence aux conditions du bail emphytéotique.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de donner l'accord de la Ville de Montpellier en vue de l'installation d'une ferme agro-écologique à vocation pédagogique porté par Monsieur Arnaud THUROT sur les parcelles cadastrées AK n° 218, d'une superficie de 21 553 m², AK n° 29 d'une superficie de 4102 m² et une partie de AK n° 230 pour 3090 m², ~~sur~~ une superficie totale de 26 073 m² ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Michaël DELAFOSSE, Mme Chantal MARION.



Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 8 octobre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASILVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Alex LARUE, Audrey LLEDO

ZAC Port Marianne - Parc Georges Charpak à Montpellier Constitution d'une servitude de passage, en tréfonds de la parcelle SB n° 115, d'un réseau d'électricité au bénéfice de la Société Enedis

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les travaux d'aménagement de la ZAC Port Marianne induisent la constitution d'une servitude de passage d'un réseau d'électricité en tréfonds de la parcelle cadastrée section SB n° 115, propriété de la Ville de Montpellier.

La parcelle cadastrée section SB n° 115, d'une contenance de 14 962 m², constitue à ce jour une partie du Parc Georges Charpak.

Eu égard à l'intérêt que constitue le confortement de la desserte en électricité de ce secteur, il est proposé d'accepter ladite constitution de servitude sollicitée par la société Enedis moyennant une indemnité globale et forfaitaire de cinquante euros.

Par ailleurs, les délais de rédaction de l'acte notarié nécessaire à la publication de la servitude, étant relativement longs, la Commune pourrait accepter que la Société Enedis engage la réalisation des travaux dès la signature de la convention de constitution de servitude.

Délibération n°V2019-319**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'accepter la constitution d'une servitude de passage en tréfonds de la parcelle section SB n° 115 d'un réseau d'électricité conformément à la convention et au plan joints,
- D'autoriser la réalisation des travaux dès la signature de la convention précitée dans l'attente de la signature de l'acte notarié,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 8 octobre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- projet Convention.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Alex LARUE, Audrey LLEDO

Foncier Espaces Publics Aliénations Rue du Père Prévost, Montpellier Propriétés ' Commune de Montpellier '

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La voie dénommée « rue du Père Prévost » a fait l'objet d'un plan d'alignement aujourd'hui supprimé. Sur certains tronçons de cette voie, il a été remplacé par un emplacement réservé au PLU, la réserve C 87, pour des besoins de sécurisation de la circulation.

Pendant la période d'application du plan d'alignement, des parcelles ont été acquises (entre 1973 et 1987), sans que la prise de possession par la collectivité n'ait jamais lieu, notamment en raison de travaux de reconstitution d'ouvrage trop importants.

Ces acquisitions ont été réalisées à titre gratuit dans le cadre de la délivrance d'autorisations d'urbanisme.

Aujourd'hui, des riverains demandent la restitution d'emprises non utilisées par la collectivité, présentes à l'intérieur de leurs propriétés, selon le tableau suivant :

| Situation des parcelles Ville - Retour aux rversains Rue du Père Prévost - Montpellier | | | | | |
|---|------------|---------------|-----------------|--------------|---------------------|
| Parcelle | Superficie | Cédée par | Date acte | Prix cession | Propriétaire actuel |
| BE124 | 190 m² | M. NERON | 26 sept. 1973 | gratuit | Indivision BELBEZET |
| BE125 | 10 m² | M. NERON | | | Epoux ROYER |
| BE126 | 132 m² | | | | |
| BE222 | 128 m² | Epoux RUDELLE | 14 octobre 1987 | gratuit | Epoux RUDELLE |
| BE167 | 128 m² | Epoux BOYER | 11 mars 1982 | gratuit | M. FABRE |

Aucune des parcelles dont la restitution est demandée n'est soumise à une réserve au PLU.

Les services fiscaux valident les ventes à l'euro symbolique, par parallélisme des formes.

Par courrier du 24 mars 2019, l'indivision BELBEZET, propriétaire de la parcelle BE 127, a accepté l'acquisition de la parcelle BE 124 (190 m²) à l'euro symbolique.

Par courrier du 10 février 2019, les époux ROYER, propriétaires des parcelles BE 127 et BE 128, ont accepté l'acquisition des parcelles BE 125 (10 m²) et BE 126 (132 m²) à l'euro symbolique.

Par courrier du 28 février 2019, l'indivision RUDELLE, propriétaire de la parcelle BE 223, a accepté l'acquisition de la parcelle BE 222 (128 m²) à l'euro symbolique.

Par courrier du 1er février 2019, Monsieur Régis FABRE, propriétaire de la parcelle BE 168, a accepté l'acquisition de la parcelle BE 167 (128 m²) à l'euro symbolique.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de céder, à l'euro symbolique :
 - * à l'indivision BELBEZET, propriétaire de la parcelle BE 127, la parcelle BE 124 (190 m²) ;
 - * aux époux ROYER, propriétaires des parcelles BE 127 et BE 128, les parcelles BE 125 (10 m²) et BE 126 (132 m²) ;
 - * à l'indivision RUDELLE, propriétaire de la parcelle BE 223, la parcelle BE 222 (128 m²) ;
 - * à Monsieur Régis FABRE, propriétaire de la parcelle BE 168, la parcelle BE 167 (128 m²).
- de faire constater les transferts de propriété, par acte notarié, aux frais de chaque acquéreur ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Délibération n°V2019-320

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 8 octobre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Estimation SF 08 août 19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clère HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Alex LARUE, Audrey LLEDO

Réaménagement urbain quartier Pompignane - Cession d'une emprise foncière à SA3M - Commune de Montpellier

Madame l'Adjointe déléguée à l'Urbanisme opérationnel, Chantal MARION, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, de réinvestissement des quartiers existants et de requalification des espaces publics, la Ville de Montpellier souhaite réaménager le secteur du centre commercial de la Pompignane, situé rue André Malraux, rue Marie Durand et avenue Alphonse Juin, à Montpellier.

Au vue de la complexité de l'opération de renouvellement urbain, la Ville de Montpellier a confié la réalisation de cette opération d'aménagement à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en qualité de concessionnaire d'aménagement.

Dans ce contexte, la Ville de Montpellier propose de céder à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) une emprise à détacher de la parcelle cadastrée CR 303, qu'il convient de déclasser du domaine public.

Ce déclassement ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées sur ce secteur.

Cette emprise d'une superficie de 1 513 m² environ doit être intégrée au domaine privé de la Ville. Elle sera cédée au prix de 90 €/m² à la SA3M conformément à l'avis des domaines n° 2019.172V1109 en date du 5 septembre 2019, soit un montant total de 136 170 €.

Délibération n°V2019-321

L'acte de vente de l'emprise, au profit de la SA3M, sera constaté par acte notarié, aux frais de l'acquéreur.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- constater la désaffectation d'une emprise d'une superficie de 1513 m² environ, et prononcer le déclassement du domaine public conformément aux dispositions de l'article L141-3 du Code de la voirie routière ;
- accepter la cession à la SA3M d'une emprise à détacher de la parcelle cadastrée CR 303, pour une superficie de 1513 m² environ, au prix de 90 €/m², soit une recette pour la ville d'un montant de 136 170 € ;
- dire que la rédaction de l'acte constatant le transfert de propriété sera confiée à un notaire, aux frais de l'acquéreur ;
- autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document ou acte relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Stéphanie JANNIN, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 8 octobre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- avis des domaine sept 2019.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clère HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Alex LARUE, Audrey LLEDO

Quartier CELLENEUVE Ravalement obligatoire des façades Attribution de subventions

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre du ravalement obligatoire régi par le code de la construction et de l'habitation, mis en place par la Ville de Montpellier par délibération du Conseil municipal du 22 juin 2016, n° 2016/210, des subventions sont accordées en application du règlement obligatoire des façades.

Après contrôle des travaux pour vérifier la conformité avec les préconisations de la Ville et les autorisations accordées, la subvention suivante est attribuable :

| | |
|---|-------------------|
| M. ou Mme Christian PIERRE, 35 route de Lodève (Celleneuve) | 2.418,24 € |
| Total : | 2.418,24 € |

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement de la subvention d'un montant total de 2.418,24 € correspondant à l'immeuble listé ci-dessus ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de la Ville, Chapitre 905 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 8 octobre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et aménagement foncier opérationnels

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Michaël DELAFOSSE, Audrey LLEDO

MONTPELLIER GRAND COEUR Ravalement obligatoire des façades Attribution de subventions

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre du ravalement obligatoire régi par le code de la construction et de l'habitation, mis en place par la Ville de Montpellier par délibérations du Conseil municipal sur Grand Cœur, des subventions sont accordées en application du règlement créé par délibération du Conseil municipal du 6 mai 2004, modifié par les délibérations du 21 décembre 2006, du 4 février 2009, du 22 juin 2009, du 13 décembre 2010 et du 23 juillet 2012.

Après contrôle des travaux pour vérifier la conformité avec les préconisations de la Ville et les autorisations accordées, le solde de subvention suivante est attribuable :

| | |
|---|-------------------|
| SDC 22 rue Durand Cabinet HUGON REDON (solde) | 2 500,16 € |
| Total : | 2 500,16 € |

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser le paiement de la subvention d'un montant total de 2 500,16 € correspondant à l'immeuble listé ci-dessus,
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de la Ville (CRB : V87000 - Chapitre 905) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 8 octobre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Illustration

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme et aménagement
foncier opérationnels**

**PRÉFECTURE
DE L'HÉRAULT**

- 4 OCT. 2019

**D.R.C.L
GREFFE - P.F.R.A.**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Alex LARUE, Audrey LLEDO

Cimetière Saint Etienne, rue Richard WRIGHT à Montpellier, parcelles RL6, RL8, RL10, RL12, RK6 et RK18

Autorisation de dépôt et d'octroi d'autorisation d'urbanisme au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole ou tout tiers substitué

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du 30 septembre 2015, le Conseil de Métropole a approuvé la définition de l'intérêt métropolitain relative à la compétence « Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ».

Compte tenu de l'évolution démographique du bassin de vie de Montpellier Méditerranée Métropole, et les capacités des cimetières existants sur le territoire des 31 communes le composant arrivant à saturation, le programme et le lancement de l'opération de création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont à Montpellier ont été approuvés par délibération du Conseil de Métropole en date du 27 novembre 2017.

L'entrée de cet équipement public structurant métropolitain étant commune avec le cimetière municipal Saint Etienne existant, un réaménagement complet de cet espace est nécessaire pour le bon fonctionnement du cimetière métropolitain.

La Ville de Montpellier est propriétaire des parcelles RL6, RL8, RL10, RL12, RK6 et RK18 sur lesquelles a

Délibération n°V2019-324

lieu le projet, ce qui nécessite de prévoir l'octroi à Montpellier Méditerranée Métropole ou à tout tiers substitué, de toutes les autorisations d'urbanisme nécessaires à la bonne fin de l'opération et de pouvoir dérouler toutes les études, sondages et aménagements préalables.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser en tant que de besoin Montpellier Méditerranée Métropole, ou tout tiers substitué, à réaliser les études, sondages et aménagements préalables nécessaires relevant de ses compétences en vue de permettre la réalisation du cimetière métropolitain sur les parcelles RL6, RL8, RL10, RL12, RK6 et RK18, propriété de la Ville de Montpellier située rue Richard WRIGHT à Montpellier ;
- D'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole, ou tout tiers substitué, à déposer et à se voir octroyer toute autorisation d'urbanisme sur les parcelles RL6, RL8, RL10, RL12, RK6 et RK18 en vue de concrétiser l'opération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**PRÉFECTURE
DE L'HÉRAULT**

- 4 OCT. 2019

**D.R.C.L
GREFFE - P.F.R.A**

Fait à Montpellier, le 04 OCT. 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 07 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Sécurité publique

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Alex LARUE, Audrey LLEDO

Installation de bornes automatiques autour du Parc Grammont à Montpellier Convention entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole Autorisation de signer la convention

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier souhaite sécuriser le parc Grammont par l'installation de bornes rétractables électriques à l'emplacement de l'entrée principale ainsi qu'au niveau de l'entrée complexe funéraire. La mission d'installation des systèmes de fermetures automatiques est assurée par Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de sa compétence Transports et Mobilité. Dans le souci d'efficacité, la Ville et la Métropole ont décidé de se rapprocher afin de confier conventionnellement la maîtrise d'ouvrage des travaux d'installation des bornes à la Métropole.

L'installation de ces bornes contribuera ainsi à éviter des intrusions régulières mais aussi à protéger le site en tant que lieu d'accueil de grands événements. Les deux sites où seront déployés ces bornes (à savoir l'entrée principale et l'entrée du complexe funéraire) seront surveillés par caméras vidéos au niveau du Centre de Surveillance Urbaine (CSU) et seront actionnables à distance par les opérateurs lorsque nécessaire. Des mesures d'accompagnements sont également prévues dans ce programme pour améliorer sa protection (notamment : élargissement de fossés, reconstitution de clôture, fermeture d'un accès pompier inutilisé au Zénith, reconfiguration de l'accès rue des Marels, etc.)

Etablie sur le fondement des dispositions de l'article L2422-12 du code de la commande publique qui permet, lorsque la réalisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent

Délibération n°V2019-325

simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage à ces derniers de désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération.

La présente convention a pour objet de :

- désigner la Métropole comme maître d'ouvrage unique pour l'exécution des travaux ;
- définir les conditions de prise en charge financière de ces travaux.
-

L'ensemble de ces travaux (fourniture et pose des bornes, modification des équipements, déplacement de l'éclairage public, installation de la vidéosurveillance, reprise des enrobés au droit du carrefour, etc.) est réalisé par Montpellier Méditerranée Métropole.

Les travaux sont estimés à 862 133 € TTC. La Métropole prendra en charge 468 444,17 € HT, soit 562 133 € TTC et la ville prendra en charge 250 000 € HT soit 300 000 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'inscrire les crédits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 8 octobre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention
- Plans

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Démocratie participative, Vie associative et Maisons pour tous

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Alex LARUE, Audrey LLEDO

Mise à disposition des salles des Maisons pour tous à titre gratuit

Monsieur le Premier Adjoint, Max LEVITA, rapporte :

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Le Conseil municipal du 29 Septembre 2015 a validé le projet des Maisons pour tous qui implique aussi l'occupation du domaine public des salles dans les Maisons pour tous par ces associations.

Il est proposé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

En effet, le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance. Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous et à la vie du quartier.

Pour cette saison 2019/2020, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 92 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 27495 €.

Les associations concernées sont :

MPT CHOPIN : SINGA : 165€, Coup de théâtre 34 : 165€, Atout théâtre : 165€, Association Tutélaire de Gestion : 140€, CHU de Montpellier Hôpital de jour des hauts de Massane : 140€, Montpellier Esport Club : 245€, Fédération des aveugles de France : 190€

MPT COLUCCI : CIE PSOAS : 165€, Croix rouge Française DL De Montpellier : 300€, Des amis pour le faire : 305€, Devenet : 110€, De fil en oreille : 165€, Epe 34 : 245€, La Lèche League France : 245€, Les petits débrouillards : 140€, Montpellier Métropole méditerranée Taekwondo : 2300€, Mosaïques des hommes et des jardins : 140€

MPT CURIE : Centre de Recherche et d'Enseignement de l'Histoire de l'Art Moderne : 165€, Association tutélaire de gestion : 110€, Comité de l'Hérault d'Éducation pour la Santé CODES 34 : 110€, Riroli : 165€, Le Clos de la fontaine : 795€, Les mains & signes : 165€, Des mains pour le faire : 165€, Noun : 110€, My groove : 110€, Blues de vache : 655€, Association steel : 165€, Cie le Moovenement : 245€.

MPT ESCOUTAIRE : A Domicile Hérault 34 ADH 34 : 300€, Association pour l'Emploi et le Développement des Entreprises - Boutique de Gestion : 165€, Centre Culturel Esperanto de Montpellier : 245€, Cité Citoyenne : 455€, Colibris : 245€, Des mains pour le faire : 245€, Féminine Jasmin d'Orient : 430€, La bourreïo del Clapas : 190€, La Maison du Judo : 245€, Les Petits Débrouillards Occitanie : 165€, Les P'tits Loups de Saint Martin : 300€, Les louveteaux de l'impro : 245€, Les enfants du désordre : 165€, Montpellier Méditerranée Métropole Taekwondo : 430€, Montpellier club Handisport : 245€, Oui dire 34 : 245€, Patch à Tout Cœur : 245€, RécréaSon : 165€, Relations culturelles Franco-Slaves : 245€, Service d'Orientation et de Médiation pour l'Insertion Sociale : 245€, ThéàViDa : 140€, VIA VOLTAIRE : 140€

MPT MERCOURI : APAJ : 565€, Gammes Alisée : 575€, CAMAP : 245€, Papot croix : 300€, Eurogrèce : 455€, Club Pyramide Philea 34 : 245€, Compagnie Imagine : 110€, Danzarte : 140€, Flamenco Puro : 220€, Lilas Rose : 55€, Pirouette : 110€, Pran Plim LA L'écriture créative : 110€, Sapotek : 110€, Theavida : 110€.

MPT PAGNOL : Atout TAROT : 220€, BGE Montpellier : 165€, Cercle philatélique Numismatique Cartophile de Montpellier : 165€, Croix Rouge : 245€, Tiens bon la barre : 165€, Pour toutes : 245€, DREAM : 165€, Montpellier Méditerranée Métropole Taekwondo : 245€

MPT PARKS : Verpopa : 110€, Femmes Actives : 245€, Les passagers du mouvement : 165€

MPT RICOME : CIDFF : 880€, Somis : 455€, Association Montpellier Universitaire Culturelle et Sportive : 300€, Croix Rouge : 490€, APAJ : 220€, BCA : 245€, BGE Montpellier : 140€

MPT SARRAZIN : centre des arts du cirque Balthazar : 245€, Via voltaire : 165€, BGE Montpellier : 165€, Strataj'm 34 sud : 245€, Centre APAJ : 165€, Association Tutélaire de Gestion : 165€, Yogasphère : 110€, Devenet : 455€, Nephtys : 455€, Les petits bouchons : 455€, Gammes alisé : 110€, Anjali : 455€, Les

Délibération n°V2019-326

sentiers de l'écriture : 245€, Ateneo Popular Andalou : 110€, A Corps de l'Etre : 455€, Sintonia : 245€, Languedoc Qi Gong : 110€, Flamenco Puro - Cie Miraciolo : 110€, Les Moussaillons : 110€, Cie L'escargot : 245€, Syllabe : 165€, Les Ateliers Bien-être : 245€,

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 18 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 10280€.

Les associations concernées sont :

MPT CAMUS : Etoile HISSENGI : 55€, Association des Villes Françaises : 110€, Comité de quartier Tastavin Lemasson Mas Drevon Marqueroise : 105€, Comité de quartier Tastavin Lemasson Mas Drevon Marqueroise : 55€, COFSEC : 385€

MPT CHOPIN : Atout théâtre : 1100€, Cie imagine : 550€, Douzart : 1100€, Epilepsie France : 550€, La Leche League (LLL) - Montpellier centre & Languedoc : 550€, Les collecteurs : 550€, Microclima : 1100€, Musiques actuelles : 550€, Rire : 550€, Zazouira : 1100€

MPT COLUCCI : Montpellier Méditerranée Métropole Taekwondo : 1100€

MPT PAGNOL : Cercle Philatélique Cartophile de Montpellier : 220€, Les Randonneurs Montpelliérains : 220€

MPT VILLON : Good News gospel 34: 330€

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 19 décembre 2018.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- D'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- D'approuver la signature des conventions avec ces associations selon le cadre défini dans le projet d'orientation des Maisons pour tous voté lors du Conseil municipal du 29 septembre 2015.
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Luc ALBERNHE, Mme Sabria BOUALLAGA, Mme Chantal LEVY-RAMEAU, Mme Caroline NAVARRE, M. Philippe SAUREL, M. Rabii YOUSSEF.

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 8 octobre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- tableau annuel
- tableau ponctuel

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Réussite éducative

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFLS, Djamel BOUMAAZ, Alex LARUE, Audrey LLEDO

Programme de Réussite Educative Transfert de gestion et de coordination du dispositif de la Caisse des Ecoles publiques au CCAS

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Conformément à la loi n°2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale et à la délibération du Conseil Municipal du 20 décembre 2005, la Ville de Montpellier a mis en place en 2006 le Programme de Réussite Educative (PRE).

Ce programme vise à donner leur chance aux enfants et aux adolescents ne bénéficiant pas d'un environnement social, familial et culturel favorable à leur réussite.

Les publics ciblés sont les enfants et les adolescents âgés de 2 à 16 ans habitant en zone urbaine sensible (ZUS). En 2018, 705 enfants et adolescents ont pu bénéficier d'un suivi individuel ou semi-collectif dans les domaines scolaires, de la santé, de la culture et du sport.

Pour la mise en œuvre du PRE et conformément à la loi qui prévoit qu'une structure juridique dotée d'une comptabilité publique doit être porteuse du dispositif, la Ville de Montpellier a fait le choix de la Caisse des écoles publiques pour constituer le support de gestion financière et de coordination des équipes de réussite éducative.

Cependant, du fait des perspectives de développement du dispositif partagées avec les partenaires

Délibération n°V2019-327

institutionnels (services de la Préfecture et de l'Education Nationale), il apparaît plus approprié de confier la gestion et la coordination du PRE au CCAS de la Ville de Montpellier. Ce principe a été acté par les services de l'Etat, premier financeur du dispositif.

En effet, le rattachement du PRE au CCAS de la Ville de Montpellier permettra d'inscrire le suivi des enfants et des adolescents dans une approche plus globale du contexte familial, en mobilisant les ressources et compétences professionnelles des services du CCAS et des services rattachés à la Direction Solidarité et Vivre Ensemble (Cohésion sociale, Contrat de Ville et Maisons pour tous).

La coordination du PRE avec les Maisons pour tous sera tout particulièrement encouragée dans le cadre des agréments « centre social » délivrés par les services de la CAF et ce, par :

- Le développement de l'accès des enfants et des familles suivies dans le cadre du PRE aux offres culturelles et sportives proposées par les Maisons pour tous ;
- La mobilisation d'un(e) animateur(trice) des Maisons pour tous comme relais facilitant l'accès des enfants et des familles suivis dans le cadre du PRE aux offres de loisirs culturelles et sportives proposées par les Maisons pour tous.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le transfert de gestion et de coordination du PRE au CCAS de la Ville de Montpellier à compter du 1^{er} janvier 2020 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 10 voix

M. Guy BARRAL, M. Daniel BOULET, M. Jean-Luc COUSQUER, Mme Michèle DRAY-FITOUSSI, M. Vincent HALUSKA, Mme Sonia KERANGUEVEN, Mme Nicole LIZA, M. Patrick RIVAS, Mme Samira SALOMON, Mme Séverine SCUDIER.

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 8 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Réussite éducative

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Alex LARUE, Audrey LLEDO

Participation de la Ville de Montpellier au 1er sommet de l'UNICEF " Ville amie des enfants" à Cologne (Allemagne)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le 06 Septembre 2017, M. Philippe SAUREL, Maire de Montpellier, Président de Montpellier Méditerranée Métropole et M. Jean-Marie DRU, Président de l'UNICEF France, ont signé la convention « Ville amie des enfants »

Ce partenariat qui reconnaît la place accordée aux plus jeunes au sein des politiques publiques de la Ville, crée une dynamique autour des Droits de l'Enfant entre les équipes de l'UNICEF, de la Ville, de la Métropole et bien d'autres acteurs dans les domaines aussi variés que l'Education, l'Enfance, la Jeunesse, la Restauration Scolaire, la Culture.

Il se traduit par un partenariat spécifique avec l'UNICEF sur divers sujets :

- la scolarisation des enfants roms ;
- la participation au colloque « Parole(s) des enfants et droits des enfants aux XX^e et XXI^e siècles », avec la présentation du programme « Communication gestuelle associée à la parole » qui facilite l'acquisition du langage dans les établissements d'accueils des jeunes enfants.

Et aussi de nombreuses actions culturelles en direction de la Petite enfance :

- « Les tout petits au Musée » : découverte des œuvres du Musée Fabre aux moins de 3 ans ;
- une exposition à l'Hôtel de ville des œuvres réalisés par les enfants en crèche lors de la Journée Internationale des Droits de l'Enfant ou encore la participation aux actions UNIDAY.

Le Conseil municipal des Enfants participe également à plusieurs actions de l'UNICEF, notamment la « consultation des 6/18 ans » qui chaque année permet de mesurer la perception que les plus jeunes ont de leurs droits dans notre pays.

Du 15 au 18 octobre prochain, l'UNICEF organise à Cologne, en Allemagne, le 1^{er} Sommet des Villes Amies des Enfants.

En tant que membre du réseau, la Ville de Montpellier est conviée à participer à cette manifestation qui donnera lieu à des cérémonies protocolaires ainsi que des ateliers et tables rondes autour de sujets spécifiques : villes inclusives, villes participatives, villes sécurisées et saines, gouvernance amie des enfants...

Pour ce premier grand rendez-vous international, il est proposé la participation d'un élu et d'un technicien de la Ville de Montpellier. Le coût prévisionnel de la mission est estimé au maximum à 3 000 €. La Ville prend en charge les prestations de transport, hôtel et repas, la prise en charge des frais inhérents à la mission se faisant sur la base des frais réels.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la participation d'un élu et d'un technicien de la ville de Montpellier au 1^{er} sommet des Villes Amies des Enfants organisé par l'UNICEF à Cologne du 15 au 18 octobre 2019 ;
- d'approuver la prise en charge financière estimée au maximum à 3 000 € sur la base des frais réels ;
- dire que les dépenses afférentes à la mission sont inscrites au budget 2019 de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Sonia KERANGUEVEN.

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 8 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
vendredi 27 septembre 2019**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Réussite éducative

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Alex LARUE, Audrey LLEDO

**Mise à disposition de locaux scolaires pour l'année scolaire 2019-2020 en faveur
d'associations- Autorisation de signer les conventions d'occupation- Approbation
de subventions en nature - Annule et remplace la délibération V2019-273 du 18
juillet 2019**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Suite à des erreurs matérielles constatées dans la délibération V2019-273 du 18 juillet 2019 notamment au regard des montants attribués, il convient d'annuler celle-ci, et de la remplacer selon les éléments indiqués ci-après.

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, il est proposé de poursuivre l'action de la Ville de Montpellier auprès des associations en procédant à la signature de conventions spécifiques pour l'occupation des locaux scolaires.

L'article L212-15 du Code de l'éducation prévoit que la Ville peut, sous sa responsabilité, utiliser les locaux et les équipements scolaires afin d'y organiser des activités à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif pendant les heures ou les périodes au cours desquelles ils ne sont pas utilisés pour les besoins de la formation initiale et continue. Les activités doivent être compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Ces locaux peuvent également être utilisés hors temps scolaire par des associations. Dans ce cas, la Ville signe avec l'occupant une convention prévoyant les conditions d'utilisation des locaux, après avis du conseil d'école.

Cette convention précise les règles de sécurité que doit respecter la personne responsable pour la Mise en Sécurité (PPMS) de l'école.

Cette convention précise les règles de sécurité que doit respecter la personne responsable en lieu et place du Maire.

Par ailleurs, les locaux scolaires faisant partie du domaine public de la Commune, leur occupation ou utilisation relève des dispositions du Code Général de la Propriété des personnes Publiques (articles L2125-1 et suivants) et doit donner lieu au paiement d'une redevance sauf à justifier de l'intérêt général des activités exercées par l'association.

Les activités proposées par les associations dans le domaine sportif ou culturel étant reconnues d'intérêt général, la commune peut donc accorder des occupations à titre gratuit. Cependant, il convient de valoriser cette aide en nature qui devra être ainsi portée dans le compte administratif de la Ville et les comptes de chaque association.

Un coût réel prenant en compte les charges de personnel, les divers abonnements, les fluides, l'entretien et maintenance a été estimé à 5 € par salle occupée et par heure d'utilisation comme suit :

| Associations | Adresse du siège | école mise à disposition | Montant de la subvention en nature |
|---|--|--------------------------|------------------------------------|
| Compagnie Tempo Théâtre | 49 rue de la Figairasse 34070 Montpellier | Winston Churchill | 1 880,00 € |
| ARECREE Association Récréative de l'école d'Estanove | 424 rue du Lavandin 34070 Montpellier | Winston Churchill | 407,50 € |
| HERAULT SPORT | Maison Départementale des Sports Nelson Mandéla Zac Pierres Vives 66 esplanade de l'Egalité BP 7250 34086 Montpellier | Denis Diderot | 590,00 € |
| OBBY | 82 allée de Corfou Résidence Le Moulin APT 821 34000 Montpellier | Jean Jaurès | 530,00 € |
| | | Jean Macé | 530,00 € |
| | | Jean Moulin | 1 325,00 € |
| | | Paul Painlevé | 530,00 € |
| | | Blaise Pascal | 530,00 € |
| | | Périclès | 1 325,00 € |
| | | Jean Zay | 1 325,00 € |
| Gammes-Alisé | 85 rue Alphonse Juin 34000 Montpellier | Jean Zay | 502,50 € |

| | | | |
|---|---|---------------------------------|-------------|
| Chorale Les Voix'Zines | 8 rue Saint Cléophas 34070 Montpellier | Marceline Desbordes Valmore | 340,00 € |
| La maison du judo | 93 rue du Faubourg Boutonnet 34090 Montpellier | Eugène Pottier/Jean Sibelius | 2 140,00 € |
| Montpellier Dojo Traditionnel | 8 rue Aléxis Alquié 34000 Montpellier | Jean Zay | 700,00 € |
| Chœur Universitaire de Montpellier | 136 rue Del Miéjour 34070 Montpellier | Jean Moulin | 900,00 € |
| AEHPI Association pour l'Epanouissement des Hauts Potentiels L. R. | 5 rue du Pavillon 34000 Montpellier | Paul Langevin | 14 245,00 € |
| Montpellier Ten'Danse et Twirling Baton | 11 rue Prudhon 34090 Montpellier | André Malraux | 180,00 € |
| Corps en Devenir | 949 avenue Louis Ravas 34080 Montpellier | Victor Duruy | 350,00 € |
| UFOLEP34 | Maison des Sports Nelson Mandela Zac Pierresvives 66 esplanade de l'Egalité 34086 Montpellier cedex 4 | Louis Armstrong | 465,00 € |
| | | Guiseppe Garibaldi | 465,00 € |
| | | Simon Bolivar | 465,00 € |
| AJPPN | 400 rue Pierre Cardenal 34080 Montpellier | Akira Kurosawa | 1 200,00 € |
| Carthage | 53 avenue de Fontcaude - 34990 Juvignac | Julie Daubié | 1 020,00 € |
| AMS SIAM Energy | 158 rue Raoul Follereau - 34090 Montpellier | Sigmund Freud | 1 875,00 € |
| | | | 33 820,00 € |

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de mise à disposition type jointe en annexe ;
- d'approuver les subventions en nature mentionnées sur le tableau attributif, qui seront portées au compte administratif de la Ville, pour un total de 33 820 euros ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 8 octobre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CONVENTION OCCUPATION LOCAUX SCOLAIRES

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Réussite éducative

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO

Subvention de la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie (DRAC Occitanie) dans le cadre du Plan Local d'Education Artistique et Culturelle (PLEAC) - Offres Culturelles 2019 - Dépôt de la demande

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de réussite éducative et du Plan Local d'Education Artistique et Culturelle (PLEAC), la Ville de Montpellier s'engage à promouvoir la mise en place d'activités éducatives culturelles dans le temps scolaire en partenariat avec la Direction Académique des Services de l'Education Nationale (DASEN) et la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie (DRAC Occitanie).

Cette démarche concertée dans le domaine de l'éducation artistique et de la culture scientifique vise à garantir la qualité des intervenants et la pertinence de leurs apports, en articulation avec le programme scolaire et les priorités éducatives, ainsi qu'une juste répartition des actions sur les écoles et les quartiers.

Pour 2019, la DRAC Occitanie propose à la Ville de Montpellier l'attribution d'une subvention représentant sa contribution à l'ensemble des actions culturelles proposées par les écoles de la Ville de Montpellier. Il est ainsi proposé que la Ville de Montpellier dépose une demande de subvention auprès de la DRAC pour un montant de 25 000 €.

La Ville de Montpellier s'engage à reverser aux associations porteuses des projets des écoles, en plus de sa propre participation, la part attribuée par la DRAC Occitanie.

Délibération n°V2019-330

Pour aider les écoles à mener à bien leurs projets, les subventions Offres Culturelles ont été votées sur le budget 2019 de la Ville pour un montant global prévisionnel de 63 700 € (dont 32 700 € Ville, 6 000 € DASEN, 25 000 € DRAC).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser le dépôt d'une demande de subvention auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie, au titre du Plan Local d'Education Artistique et Culturelle (PLEAC), sur l'exercice 2019, pour un montant de 25 000€ ;
- D'inscrire cette recette sur le chapitre 932 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 8 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Réussite éducative

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clère HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO

Réussite Educative - Modification d'attribution d'une subvention - Exercice 2019

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération V2018-486 du Conseil municipal du 19 décembre 2018, la Ville de Montpellier a accordé une subvention de fonctionnement de 8 200 € sur l'exercice 2019 à l'Association des Cévennes Insertion, Loisirs et Education (ACLE) dans le cadre des subventions Réussite Educative.

L'association n'ayant plus d'existence juridique au moment de solliciter le versement de la somme prévisionnelle, il convient d'annuler cette subvention et de modifier comme suit l'attribution :

| CODE | NOM DE LA STRUCTURE | TYPE | MONTANT |
|------|--|----------------|---------|
| 3932 | Association des Cévennes insertion, Loisirs et Education - ACLE | Fonctionnement | 0 € |

En conséquence il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'annulation de la subvention telle qu'indiquée ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à l'affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 8 octobre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, **Philippe SAUREL**.

Nombre de membres en exercice : 65

Réussite éducative

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO

Evolution du nombre de classes et des postes d'enseignants dans les écoles publiques à la rentrée 2019

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Monsieur l'Inspecteur d'Académie, Directeur académique des services départementaux de l'éducation nationale de l'Hérault, a informé la Ville de Montpellier des mesures prises pour l'année scolaire 2019-2020 quant aux ouvertures et fermetures de classes, compte-tenu des effectifs scolaires et après avis du Comité Technique Spécial Départemental (C.T.S.D) et consultation du Conseil Départemental de l'Education Nationale (C.D.E.N) réunis le 14 février 2019 puis le 25 juin 2019.

Le Conseil municipal doit donc se prononcer sur les ouvertures et fermetures proposées, détaillées ci-après, afin que la Ville prévoit en conséquence toutes les dispositions nécessaires pour assurer, avec le personnel adapté, l'accueil des élèves.

LES OUVERTURES DE CLASSES

20 ouvertures de postes en primaire :

Ecole Jeanne MOREAU (nouvelle école) : ouvertures de 3 postes (1 maternelle et 2 élémentaires).
Ecole Benoite GROULT (nouvelle école) : ouverture de 10 postes (3 maternelles et 7 élémentaires).
Ecole Germaine RICHIER : ouverture de 3 postes (1 maternelle et 2 élémentaires).
Ecole Marguerite YOURCENAR : ouverture de 3 postes en élémentaires (2 fléchés allemand).
Ecole CHENGDU : ouverture d'1 poste.

6 ouvertures de postes en élémentaire :

Ecole élémentaire Akira KUROSAWA : ouverture de 2 postes.

Ecole élémentaire Charles BAUDELAIRE : ouverture de 2 postes (fléchés anglais).

Ecole élémentaire Jean MACE : confirmation ouverture 1 poste provisoire (Rentrée sept 2018).

Ecole élémentaire VOLTAIRE : ouverture d'1 poste.

2 ouvertures de postes en maternelle:

Ecole maternelle Louis FIGUIER : 1 poste.

Ecole maternelle Pauline KERGMARD : 1 poste.

LES OUVERTURES DE CLASSES DEDOUBLEES**5 postes en primaire :**

Ecole Olympe DE GOUGES : ouverture de 2 classes dédoublées.

Ecole Marie PAPE CARPANTIER : ouverture d'1 classe dédoublée.

Ecole Victor SCHÆLCHER : ouverture de 2 classes dédoublées.

8 postes en élémentaire :

Ecole élémentaire Louis ARMSTRONG : ouverture d'1 classe dédoublée.

Ecole élémentaire Simon BOLIVAR : ouverture de 2 classes dédoublées.

Ecole élémentaire Alain SAVARY : ouverture de 2 classes dédoublées.

Ecole élémentaire DIDEROT : ouverture de 2 classes dédoublées.

Ecole Antoine BALARD : confirmation d'1 poste dédoublé obtenu en sept 2018.

LES FERMETURES DE CLASSES :**6 fermetures en primaires :**

Ecole François MITTERRAND : fermeture d'1 poste en maternelle.

Ecole Olympe De GOUGES : fermeture d'1 poste en maternelle.

Ecole Victor SCHOELCHER : fermeture d'1 poste en maternelle.

Ecole Marguerite YOURCENAR : fermeture de 3 postes maternelle.

16 fermetures en élémentaire :

Ecole François RABELAIS : fermeture de 11 postes.

Ecole Marie CURIE : fermeture d'1 poste.

Ecole GALILEE : fermeture de 2 postes dont 1 classe dédoublée.

Ecole Franklin Delano ROOSEVELT : fermeture d'1 classe dédoublée.

Ecole Léo MALET : fermeture d'1 classe dédoublée.

1 fermeture en maternelle :

Ecole Alphonse DAUDET : fermeture d'1 poste.

Au titre du personnel dédié aux écoles, la Ville a prévu la création de postes d'ATSEM (Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles) en fonction des ouvertures de classes en école maternelle ainsi que la création de postes d'agent technique permanent et d'animateur en fonction des ouvertures de classes en école élémentaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'émettre un avis favorable aux ouvertures de classes ;
- D'émettre un avis défavorable aux fermetures de classes ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Délibération n°V2019-332

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 8 octobre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Réussite éducative

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO

Modification de l'attribution de classes de découvertes 2018

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par la délibération V2018-067 du 3 avril 2018 du Conseil Municipal, la Ville de Montpellier a accordé une subvention de 6 525 € à l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole sur l'exercice 2018 dans le cadre des classes de découvertes.

La subvention a été versée sur l'exercice 2018 mais le projet ci-dessous n'a pas été réalisé.
Il convient alors de récupérer cette somme par l'émission d'un titre de recette sur l'exercice 2019.

| CODE | NOM DE LA STRUCTURE | TYPE | TITRE DU PROJET | MONTANT |
|------|---|--------|---|---------|
| 551 | Association Départementale de l'office Central de la Coopération à l'Ecole | PROJET | Classe de découverte neige et verte - Armstrong - exercice 2018 | 6 525 € |

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'annulation de la subvention d'un montant de 6 525 euros.
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 8 octobre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
vendredi 27 septembre 2019**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Réussite éducative

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO

**Attribution de subventions dans le cadre des classes de découverte rousses -
Exercice 2019**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de réussite éducative, la Ville de Montpellier a choisi, depuis plusieurs années, de soutenir les écoles dans de nombreux domaines et notamment, en accordant une aide financière à l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole (OCCE 34) et d'autres partenaires pour permettre ainsi le départ des enfants en classes de découverte.

Pour la période du 2 septembre au 20 décembre 2019, 16 écoles différentes bénéficieront des effets pédagogiques des classes de découverte.

Compte tenu de l'intérêt éducatif de ce projet, il est proposé au Conseil municipal d'attribuer une subvention de 46 793 € selon la répartition suivante :

| CODE | STRUCTURE | TYPE | TITRE DU PROJET | MONTANT ACCORDE |
|-------------|---|-------------|--|------------------------|
| 551 | Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole | Projet | Armstrong - Classe de découverte rousses - Sport/Nature | 2 400,00 € |
| 551 | Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole | Projet | Beethoven - Classe de découverte rousses - Découverte | 3 000,00 € |
| 551 | Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole | Projet | Beethoven - Classe de découverte rousses - Environnement/Ecologie | 3 225,00 € |
| 551 | Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole | Projet | Bernhardt - Classe de découverte rousses - Équitation | 1 080,00 € |
| 551 | Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole | Projet | Boulangier - Classe de découverte rousses - Équitation | 2 400,00 € |
| 551 | Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole | Projet | Carpantier - Classe de découverte rousses - Mer Littoral Bateau/Nature environnement | 468,00 € |
| 551 | Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole | Projet | Carpantier - Classe de découverte rousses - Équitation | 1 248,00 € |

| | | | | |
|-----|---|--------|--|-------------------|
| 551 | Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole | Projet | Churchill - Classe de découverte rousses - Mer Littoral Bateau/Nature environnement | 6 800,00 € |
| 551 | Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole | Projet | Condorcet - Classe de découverte rousses - Neige | 1 500,00 € |
| 551 | Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole | Projet | Dickens - Classe de découverte rousses - Equitation | 1 920,00 € |
| 551 | Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole | Projet | Jaurès - Classe de découverte rousses - Sport/Citoyenneté/ Patrimoine/Sciences/ Terroir | 1 944,00 € |
| 551 | Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole | Projet | Mermoz - Classe de découverte rousses - Équitation | 1 296,00 € |
| 551 | Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole | Projet | Moulin - Classe de découverte rousses - Activités sportives | 5 980,00 € |
| 551 | Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole | Projet | Painlevé - Classe de découverte rousses - Mer Littoral Bateau/Nature | 828,00 € |

| | | | | |
|--|---|--------|--|--------------------|
| 551 | Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole | Projet | Schoelcher - Classe de découverte rousses - Équitation | 2 304,00 € |
| 551 | Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole | Projet | Sévigné - Classe de découverte rousses - Sport/Nature | 6 440,00 € |
| 551 | Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole | Projet | Térèse - Classe de découverte rousses - Équitation | 2 700,00 € |
| SOUS TOTAL POUR L'ORGANISME OCCE 34 | | | | 45 533,00 € |
| 6031 | Coopérative scolaire Ecole Victor HUGO | Projet | Bert / Hugo - Classe de découverte rousses - Activité sportive | 1 260,00 € |
| TOTAL DES CLASSES DE DECOUVERTES ROUSSES - 2019 | | | | 46 793,00 € |

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 65748, chapitre 932.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2019 sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 46 793 € ;
- d'approuver les lettres d'engagement et les conventions annexées à la présente délibération;
- d'autoriser Monsieur Le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Stéphanie JANNIN.

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 8 octobre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d engagement vierge
- Modèle convention spécifique OCCE 34 CD ROUSSES 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Jeunesse et Sports

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO

Protocole transactionnel relatif au marché public de prestation de service n° V8B003DS concernant le ' Jumping International de Montpellier Occitanie Edition 2018 '

Monsieur le Premier Adjoint, Max LEVITA, rapporte :

La Ville de Montpellier, fidèle à sa politique d'excellence sportive, contribue à l'organisation de manifestations sportives de haut niveau qui sont le reflet et le vecteur du dynamisme de son territoire.

Dans ce cadre, elle a souhaité acquérir des prestations de communication (*naming* sur deux épreuves, publicité, visibilité en bord de carrière), et de panneautique LED pour chaque journée de compétition, dans le cadre d'une démarche de promotion du sport en général et de l'équitation en particulier, pour les rencontres du Jumping International Montpellier Occitanie organisées à Montpellier du 24 octobre au 28 octobre 2018.

Dans ce contexte, la Ville a contractualisé avec Montpellier Events, seul prestataire habilité, dans le cadre d'un marché public de prestations de services, n° V8B003DS, conformément à l'article 30 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

Les délais et conditions d'exécution du marché trop longs doivent faire l'objet d'un protocole transactionnel afin que la Ville de Montpellier puisse s'acquitter des prestations réalisées par Montpellier Events.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de passer un protocole transactionnel, joint en annexe, entre la Ville de Montpellier et Montpellier Events, ayant pour objet de mandater les prestations exécutées pour un montant de 75 710,02 € HT, soit 90 000 € TTC ;
- d'autoriser l'administration municipale à effectuer le mandatement des sommes sur le budget 2019 de la Ville, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer ce protocole transactionnel, ainsi que tout document s'y rapportant.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Michèle DRAY-FITOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Philippe SAUREL, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 8 octobre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Protocole transactionnel - version corrigée.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Jeunesse et Sports

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUSS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO

Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SPORTS - Exercice 2019

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableau ci-dessous :

| Code | Structure | Type | Titre du projet | Montant |
|--------------|---------------------------------------|----------------|---|----------------|
| 4748 | CHEMIN DES CIMES SPORT ET AVENTURE | Fonctionnement | | 2 400 € |
| 4748 | CHEMIN DES CIMES SPORT ET AVENTURE | Projet | TOURNOI INTERNATIONAL MONTPELLIER MEDITERRANEE | 2 400 € |
| 6519 | MONTPELLIER PETIT BARD ATHLETISME | Fonctionnement | | 1 000 € |
| TOTAL | | | | 5 800 € |

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 933.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant total de 5 800 €;
- D'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 8 octobre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Relations aux publics et Affaires militaires

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO

Recensement de la Population 2020 - Création de postes d'Agents Recenseurs et rémunération de ces postes

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le recensement permet de produire de nombreuses informations sociologiques et statistiques sur la population et les logements et ainsi de mieux comprendre l'évolution de notre commune, mais également de fixer le chiffre légal de population à partir duquel sont calculées, entre autres, les dotations allouées à la commune par l'Etat.

Le nouveau chiffre légal de population au 1^{er} janvier 2016, publié le 1^{er} janvier 2019, est de 286 098 habitants. Dorénavant, la population légale de la Ville est calculée et connue chaque année.

L'enquête de recensement est préparée et réalisée par la Ville en partenariat avec l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE) qui organise et contrôle la collecte.

Les opérations de collecte annuelle des données de recensement débuteront le jeudi 16 janvier 2020 et se termineront courant mars 2020, au retour définitif des informations collectées auprès de l'INSEE.

Le nombre de logements à recenser en 2020 étant estimé à environ 13 000, il est prévu de créer au tableau des effectifs 70 postes d'agents recenseurs.

Les éléments constituant la rémunération des agents recenseurs :

1- La rémunération de la formation :

Ce n'est qu'à l'issue de la formation de deux demi-journées que les agents recenseurs pourront prétendre exercer leurs fonctions et être désignés en cette qualité par arrêté municipal. Il est proposé de rémunérer chaque demi-journée 30 €.

2- La rémunération de la tournée de reconnaissance :

Cette tournée consiste à repérer, confirmer ou rectifier le nombre de logements à chaque adresse à recenser.

Compte tenu de l'importance de ce travail de repérage des logements durant une semaine, il est proposé de rémunérer la tournée de reconnaissance au tarif de 60 €. Dans le cas où le travail de l'agent recenseur serait partiellement réalisé, la tournée de reconnaissance serait rémunérée à hauteur de 30 €. Si ce travail n'est pas réalisé, il est proposé qu'il ne soit pas rémunéré et que l'agent soit remplacé.

3- La rémunération de la collecte :

- Le tarif de base des documents collectés par l'agent recenseur dans les termes de la délibération du 27/11/03 :

- Feuille de Logement : 0,24 €
- Bulletin Individuel : 0,40 €

- La prime de résultat :

Elle s'ajoute au tarif de base dans le cas où l'agent recenseur a effectué un travail satisfaisant. Il est proposé cette année d'augmenter sensiblement le montant de la feuille de logement (0,45 € par rapport à l'an dernier) afin de prendre en compte le nombre élevé de passages dans chaque logement nécessaire avant de rencontrer les habitants et de les persuader de répondre au recensement. Il est proposé également d'augmenter de 0,01 € le montant de la prime concernant le bulletin individuel, comme il est de coutume chaque année depuis la mise en place du recensement annuel de la population.

- Feuille de Logement : 1,44 €
- Bulletin Individuel : 1,42 €

4- L'instauration d'une prime compensatoire :

Cette prime vise à compenser le taux d'occupation par logement plus faible dans certains quartiers. Cette situation implique un nombre de passages plus élevé par l'agent recenseur pour recenser les habitants, ainsi qu'une rémunération plus faible puisque fonction du nombre d'habitants par logement.

Il est proposé que le montant de cette prime compensatoire soit de 100 €. Cette prime ne serait versée que si l'agent recenseur va au terme de sa mission et aux agents affectés à des quartiers au taux d'occupation moyen par logement inférieur à la moyenne de la ville.

5- L'instauration d'une indemnité de transports :

Lors de la campagne de recensement, l'agent recenseur est amené à se déplacer par ses propres moyens sur son secteur pouvant parfois être très vaste. Aussi, il est proposé d'instituer une indemnité de transports visant à compenser en partie les frais de déplacement et stationnement des agents à hauteur de 60 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider la création au tableau des effectifs du personnel communal de 70 postes d'agents recenseurs pendant la période correspondant aux opérations de recensement ;
- d'approuver les éléments constitutifs de la rémunération susvisée ;
- d'affecter les crédits correspondant à ces charges au budget de la Ville, tous chapitres ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 8 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, **Philippe SAUREL**.

Nombre de membres en exercice : 65

Cadre de vie

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO

Convention d'autorisation d'implantation et de raccordement électrique d'installations sur le réseau d'éclairage public métropolitain entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Autorisation de signature

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le décret n°2014-1605 en date du 23 décembre 2014, portant création de la Métropole à partir du 1er janvier 2015 a emporté le transfert intégral et définitif de la compétence voirie des 31 communes membres à la Métropole, ainsi que la compétence éclairage public affecté aux voies transférées.

A contrario, les radars pédagogiques, les illuminations de Noël, les caméras de vidéosurveillance, les mises en lumière de monuments..., demeurent de la compétence communale dès lors qu'ils ne concourent pas à l'exploitation de la voirie.

Il est ainsi proposé une convention ayant pour objet de définir les conditions dans lesquelles les communes membres sont autorisées à implanter ce type d'équipements sur les voies et accessoires transférés à la Métropole, à les raccorder au réseau d'éclairage public selon un calendrier défini et à les gérer.

La liste des équipements métropolitains concernés est soumise à l'approbation de la Métropole, et toute nouvelle implantation doit faire l'objet d'une autorisation préalable du responsable du Pôle Territorial concerné.

Délibération n°V2019-338

La convention précise également les conditions techniques et financières pour le raccordement de ces installations électriques au réseau d'éclairage public. Ainsi, la présente autorisation est délivrée gratuitement, le coût de la consommation d'énergie électrique générée par ces équipements est supporté par Montpellier Méditerranée Métropole.

La Ville de Montpellier prendra en charge intégralement en charge les frais liés au raccordement des installations au réseau d'éclairage public, y compris les équipements ou installations spécifiques nécessités pour l'adaptation du réseau d'éclairage public et la pose des équipements.

La convention prend effet à compter de sa signature, pour une durée de 3 ans renouvelable par tacite reconduction pour la même durée.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le projet de convention d'autorisation d'implantation et de raccordement électriques d'installations sur le réseau d'éclairage public métropolitain, entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 8 octobre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention implantation et raccordement à l'EP.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Affaires sociales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO

Signature de l'avenant n°2 au contrat de collaboration de recherche entre la Ville de Montpellier et L'Université Paul Valéry Montpellier III pour l'animation d'un groupe de recherche-action portant sur les discriminations

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La lutte contre les discriminations, qui contrarient l'idéal républicain d'égalité et minent la cohésion sociale, est une priorité de l'action de l'équipe municipale.

La Ville de Montpellier intervient dans ce champ en apportant son soutien financier par des subventions, et en développant des partenariats actifs avec les associations. Des actions de sensibilisation destinées au personnel municipal et au grand public sont également proposées chaque année. Un chef de projet est affecté sur cette thématique à hauteur de 50% d'un ETP de catégorie A dans les effectifs municipaux

Depuis 2015, trois engagements intensifient l'implication de la Ville et de la Métropole de Montpellier:

-L'intégration d'un plan territorial de lutte contre les discriminations (PTLCD) au contrat de ville,

-L'adhésion de la Ville de Montpellier à la Coalition européenne des villes contre le racisme (ECCAR) depuis le 10/05/16, qui entraîne l'adoption d'un plan d'action que la Ville s'est engagée à mettre en œuvre et qui prévoit l'évaluation du racisme et des discriminations sur le territoire de la collectivité ;

-La signature par la Ville de Montpellier de la Charte « Egalité contre le racisme » porté par le Défenseur des Droits (2016).

Ces engagements ont conduit en 2017 à commander un premier état des lieux des discriminations sur le territoire et à créer en 2018 le groupe de recherche-action au service de la lutte contre les discriminations, afin de pallier progressivement le manque de données et de mettre en place des politiques publiques ciblées.

La première année de collaboration (2018-2019) a permis d'analyser les causes et les conséquences des discriminations suivantes, et de proposer des actions de remédiation :

Recherche 1 : Difficultés rencontrées par les familles monoparentales et amplifiées par les discriminations : accès à la formation, à l'emploi, au logement, aux modes de garde ;

Recherche 2 : Aspects discriminatoires de la dématérialisation du service public : identification des populations les plus pénalisées, des mécanismes les plus difficiles d'accès et des leviers d'actions susceptibles de compenser les effets discriminants ;

La deuxième année (2019-2020) sera orientée sur :

Recherche 3 : Le handicap et l'isolement social : dans les Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV), de nombreuses personnes en situation de handicap connaissent un fort isolement social. Cette recherche permettrait d'estimer leur nombre, mais aussi d'identifier les logiques à l'œuvre dans le processus d'isolement et de mettre en œuvre des actions pour l'éviter.

Recherche 4 : Les conditions de recrutement des jeunes diplômés des QPV, l'accès à l'emploi des jeunes diplômés habitant un QPV.

Les coûts de cette deuxième année de fonctionnement (groupe de recherche et actions de sensibilisation), estimés à 30 700 €, seront imputés au budget de la Direction de la Cohésion Sociale/lutte contre les discriminations de la Ville de Montpellier.

Il est à noter que cette deuxième année de fonctionnement du groupe de recherche action bénéficie en 2019 d'une subvention de la dotation de Politique de la Ville (DPV) 2019 pour un montant de 24 560€ car elle répond pleinement aux enjeux prioritaires et aux objectifs du contrat de ville inscrits dans sa programmation.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver l'avenant au contrat de collaboration de recherche annexé à la présente délibération, portant sur la deuxième année de fonctionnement du groupe de recherche-action sur les discriminations avec l'Université Paul Valéry Montpellier III ;

- De dire que dans le cadre de cette collaboration la Ville de Montpellier s'engage à verser à l'Université Paul Valéry Montpellier III la somme globale et forfaitaire de 25 317,60 € ;

- De dire que les crédits de 30700 € sont inscrits aux budgets 2019 et 2020 de la Ville de Montpellier, chapitre 934 ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Guy BARRAL, M. Daniel BOULET.

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 8 octobre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- avenant n°2

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Affaires sociales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO

Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SOCIAL - Exercice 2019

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

o Dans le cadre de la thématique HANDICAP:

| Code | Structure | Type | Titre | Montant |
|------|----------------------|--------|-------------------------|---------|
| 5012 | COMPAGNIE MINIBUS | Projet | ESCAPE GAME HANDICOM | 2 300 € |

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 934

o Dans le cadre de la thématique **LUTTE CONTRE L'EXCLUSION** :

| Code | Structure | Type | Montant |
|------|------------------|----------------|---------|
| 1914 | LA PORTE OUVERTE | Fonctionnement | 2 000 € |

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 934

o Dans le cadre de la thématique **LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS** :

| Code | Structure | Type | Montant |
|------|---|----------------|---------|
| 514 | LIGUE DES DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN | Fonctionnement | 1 400 € |

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 934

o Dans le cadre de la thématique **COHESION SOCIALE**:

| Code | Structure | Type | Titre | Montant |
|--------------|--|--------|--|-----------------|
| 1755 | CENTRE APAJ (CENTRE D'ACCOMPAGNEMENT DE PARCOURS ADULTES ET JEUNES) | Projet | MEDIATION SOCIALE ET ACCES AU DROIT - QUARTIER MARELS ET MONTAUBEROU | 8 000 € |
| 6773 | GROUPEMENT DES EDUCATEURS SANS FRONTIERES | Projet | SOUTIEN A L'ENSEIGNEMENT DU FRANÇAIS LANGUE D'INTEGRATION | 2 000 € |
| TOTAL | | | | 10 000 € |

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 934

o Dans le cadre de la thématique **CONTRAT DE VILLE COHESION SOCIALE**:

| Code | Structure | Type | Titre | Montant |
|------|-------------------|--------|-----------------------------------|---------|
| 4388 | LE PASSE MURAILLE | Projet | CHANTIERS D'IMPLICATION CITOYENNE | 2 000 € |

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 934

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant total de 17 700 €;
- D'approuver la lettre d'engagement type, la convention type et la convention spécifique annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 8 octobre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention projet
- Lettre d'engagement
- Convention spécifique Compagnie Minibus

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Enfance

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO

Lieux d'Accueil Enfants Parents (LAEP) Pause Goûter Convention de location Ville de Montpellier / Association Pause Goûter

Monsieur le Premier Adjoint, Max LEVITA, rapporte :

Dans le cadre sa politique petite enfance, la Ville de Montpellier contribue activement à la mise en œuvre d'actions de soutien à la parentalité au bénéfice des familles montpellieraines. Ainsi, l'accompagnement et le développement des Lieux d'Accueil Enfants Parents (LAEP) ont été identifiés comme une action prioritaire du Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) 2015-2018, mais également du prochain sur la période 2019-2022.

Un LAEP est un espace qui accueille de jeunes enfants âgés de moins de six ans accompagnés de leur(s) parent(s) ou d'un adulte référent, de manière libre et sans inscription. Ses principaux objectifs sont de participer à l'éveil et à la socialisation de l'enfant, d'apporter un appui aux parents dans l'exercice de leur rôle, par un échange avec d'autres parents et/ou avec des professionnels, ou encore de prévenir et de rompre l'isolement géographique, intergénérationnel ou culturel de certaines familles. Il constitue donc un espace propice au soutien à la parentalité et, en ce sens, il est particulièrement ciblé par la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) et le Conseil Départemental en raison de son efficience.

Sur son territoire, la Ville participe au fonctionnement de neuf LAEP associatifs, parmi lesquels, le LAEP « Pause Goûter » qui perçoit une prestation de service forfaitaire annuelle d'un montant de 6 600 € dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse.

Délibération n°V2019-341

Le LAEP « Pause Goûter », géré par l'association du même nom, a occupé pendant plus de 15 ans des locaux situés au 2452, avenue du Père Soulas qu'elle a dû libérer au 1^{er} septembre 2018. Depuis, l'association n'a cessé de rechercher de nouveaux locaux et, pour ce faire, de solliciter l'aide de la Ville et des partenaires. C'est pourquoi, dans l'attente d'une solution de relogement pérenne et afin de ne pas rompre l'activité, la Ville a hébergé le LAEP au sein du Relais d'Assistants Maternels Saint Clément.

Dans le courant de l'année 2019, un local mis à disposition de la Ville par ACM s'est libéré. Ce local, situé en plein coeur du quartier Celleneuve, dispose d'une superficie de 94 m² en rez-de-chaussée d'un immeuble d'habitation. Il correspond donc en tous points aux attentes et aux besoins de l'association et permettrait ainsi de pérenniser l'activité du LAEP. Pour toutes ces raisons, la commission d'attribution des locaux associatifs du 14 mai 2019 a donc approuvé la mise à disposition de ce local à l'association « Pause Goûter » à compter du 1^{er} octobre 2019.

Il est donc proposé, en annexe, une convention de location pour une durée de 3 mois à compter du 1^{er} octobre 2019, renouvelable pour une durée d'un an. La valeur du loyer annuel correspond à 5 670 €. Toutefois, le preneur exerçant une activité à but non lucratif qui concourt à la satisfaction d'un intérêt public, la redevance est minorée et limitée à 35 € annuels. Cette redevance minorée est constitutive d'une subvention en nature annuelle de 5 635 €, qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et sur celui de l'occupant.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De passer avec l'association « Pause Goûter » une convention de location pour une durée de 3 mois, renouvelable pour une durée d'un an concernant les locaux situés 55, cours Libéral Bruant à Montpellier ;
- D'approuver la redevance annuelle minorée à 35 € et de porter la subvention annuelle en nature d'un montant de 5 635 € au compte administratif de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention de location jointe en annexe et tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Rémi ASSIE, Mme Sophia AYACHE, M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Chantal LEVY-RAMEAU, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 8 octobre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :
- Convention de location

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Enfance

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASILVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO

Avenant à la convention de partenariat Ville/Caisses d'Allocations Familiales pour le fonctionnement des Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier compte actuellement 30 Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant (EAJE) qui regroupent près de 600 agents spécialisés dans la Petite Enfance et permettent d'accueillir environ 4000 enfants quotidiennement.

Les EAJE sont subventionnés par la Prestation de Service Unique (PSU) de la Caisse d'Allocations Familiales dans le cadre d'un partenariat formalisé par une convention d'objectifs et de financements. Il est proposé un avenant à cette convention qui vise à :

- prendre en compte deux nouvelles aides au fonctionnement créées en 2019 pour soutenir les gestionnaires qui accueillent dans leurs établissements des enfants porteurs de handicap et en situation de pauvreté : les bonus «mixité sociale» et «inclusion handicap» ;
- déployer auprès de l'ensemble des gestionnaires, le fichier localisé des enfants usagers des établissements d'accueil du jeune enfant, dénommé « Filoué », rendu obligatoire dès 2020 ;
- fixer conventionnellement le taux de ressortissants du régime général pour la prestation de service unique, dans un souci de simplification et d'harmonisation avec les autres prestations de service à l'acte. Calculé par équipement, il correspond au taux le plus important des droits des 3 derniers exercices civils et à leur moyenne en cas de gestion de plusieurs EAJE sur une même commune.

Délibération n°V2019-342

Le présent avenant a donc pour objet d'actualiser la convention PSU du 01/01/2018 ainsi que les conditions particulières PSU de janvier 2017 et les conditions générales de janvier 2017 pour l'ensemble des EAJE suivants :

- Crèche Adélaïde Cambon, 120 place Georges Frêche 34000 Montpellier ;
- Crèche Agropolis, 30 Rue Jean François 34090 Montpellier ;
- Multi-accueil André Chamson, 105 Rue Gustave Eiffel 34070 Montpellier ;
- Crèche Antigone, 10 Rue Jeanne d'Arc 34000 Montpellier ;
- Crèche Blanche Neige, 14 place Cardinal verdier 34070 Montpellier ;
- Jardin d'Enfants Les Boutons d'or, 42 avenue Saint Lazare 34000 Montpellier ;
- Multi-accueil Chats Bottés, 24 rue Jeanne de Charin 34080 Montpellier ;
- Crèche Cléonice Pouzin, 64 rue Lunaret 34070 Montpellier ;
- Multi-accueil Les Copains d'Abord, Place Jacques Brel 34080 Montpellier ;
- Multi-accueil Les Coquelicots, 42 avenue Saint Lazare 34000 Montpellier ;
- Multi-accueil La Coupole, 45 place Zeus 34000 Montpellier ;
- Crèche Françoise Dolto, 5 rue Père Cyprien Rome 34070 Montpellier ;
- Crèche Edelweiss, 21 rue Général Riu 34000 Montpellier ;
- Crèche Familiale Les Elfes, 280 boulevard Pénélope 34000 Montpellier ;
- Multi-accueil Europa Assas, 79 rue Eugène Labiche 34000 Montpellier ;
- Crèche La Galinéta, rue des Avants Monts 34080 Montpellier ;
- Crèche Louise Guiraud, 35 Avenue de Tipasa 34080 Montpellier ;
- Multi-accueil La Maison des Enfants, 1 rue Embouque d'Or 34000 Montpellier ;
- Multi-accueil Mary Poppins, 82 Place Cardianl Verdier 34070 Montpellier ;
- Multi-accueil Mowgli, 280 boulevard Pénélope 34000 Montpellier ;
- Multi-accueil L'Oustal Dou Caganis, 1 rue des Razeteurs 34070 Montpellier ;
- Crèche Le Petit Prince de Boutonnet, 20 rue Emile Littré 342090 Montpellier ;
- Crèche La Petite Sirène, 115 avenue de Fès 34080 Montpellier ;
- Crèche familiale Les Petits Loups, 280 boulevard Pénélope 34000 Montpellier ;
- Multi-accueil Pinocchio-Ile aux Trésors, 16 rue Ferdinand Fabre 34000 Montpellier ;
- Multi-accueil Pitchot Nanet, 1 bis rue des Tourterelles 34090 Montpellier ;
- Crèche Robin des Bois, 280 bouelvard Pénélope 34000 Montpellier ;
- Crèche Les Sept Nains, 2 impasse Petite Corraterie 34000 Montpellier ;
- Crèche Thérèse Sentis, 655 avenue Maréchal Leclerc 34070 Montpellier ;
- Multi-accueil Villeneuve d'Angoulême, 328 Fernandel 34070 Montpellier.

Le présent avenant prendra effet à compter du 01/01/2019 jusqu'au 31/12/2021.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'avenant à la convention d'objectifs et de financement « prestation de service unique », joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant à signer tous documents ou actes relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL 

Publiée le : 8 octobre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- AVENANT A LA CONVENTION D OBJECTIF ET DE FINANCEMENT.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Environnement,
Développement durable,
Biodiversité, Climat**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUSS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO

Démarche collaborative entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le Centre d'Écologie Fonctionnelle Évolutive - Autorisation de signature

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Face au changement climatique, à la raréfaction des ressources, à la dégradation de la qualité de vie et à l'exclusion sociale, l'urgence d'agir et d'engager plus avant la transition écologique, énergétique et économique pour faire évoluer notre modèle de société, s'impose.

La loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte (TECV) du 17 août 2015 et les plans d'actions qui l'accompagnent, positionnent clairement les territoires de proximité comme un maillon essentiel de réussite de la transition énergétique et écologique en en devenant des vecteurs d'innovations et de puissants acteurs des politiques publiques dans ce domaine. En effet, l'échelle du territoire de proximité permet de prendre en considération simultanément et de façon concrète les dimensions économiques, sociales et écologiques de la société. Il constitue à ce titre le cadre de la transition.

Le passage d'une société émettrice de gaz à effets de serre, consommatrice de foncières naturels et agricoles, en énergies fossiles et en ressources qui altèrent la biodiversité, à une société plus sobre et efficace repose sur l'innovation sociale et sociétale. Réussir ce passage nécessite de mobiliser l'ensemble des acteurs du territoire : citoyens, chercheurs, entreprises, élus, pour parvenir dans tous les domaines de la vie (travail, loisirs, domicile etc...) à moins et mieux consommer, à mieux mobiliser les potentiels locaux de production, d'organisation et d'expertise, à mieux vivre en harmonie avec leur territoire. Réussir ce passage invite les décideurs locaux à engager une conduite du changement sur le long terme en impliquant tous les acteurs.

Afin de préserver la biodiversité présente sur son territoire, la Ville de Montpellier est engagée dans une gestion écologique de ses espaces verts et naturels. Dès 1995, une gestion différenciée a été appliquée pour la gestion des espaces verts, permettant d'ajuster au mieux leur entretien à leur usage. Depuis, Montpellier a fait évoluer la gestion de ses espaces vers une gestion écologique appliquée à l'ensemble de son patrimoine qui s'articule autour de 4 grands axes : économiser l'eau, soutenir la Biodiversité locale, réduire les pollutions et protéger les sols, former et sensibiliser.

La Ville de Montpellier qui gère les espaces verts et les espaces naturels de la commune ainsi que le Parc zoologique du Lunaret est engagée dans une action quotidienne de proximité auprès des populations. Elle met en œuvre des actions concrètes auprès des populations pour améliorer l'environnement et la biodiversité en ville.

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier souhaitent renforcer le pilotage stratégique de la transition écologique en associant le monde de la recherche, très actif sur le territoire montpellierain, qui pourrait être plus spécifiquement consulté sur les questions d'évolutions climatiques locales et de biodiversité notamment.

Dans ce cadre les deux collectivités se sont rapprochées de l'unité mixte de recherche CEFÉ, le Centre d'Ecologie Fonctionnelle et Evolutive, dont les activités portent notamment sur l'impact des activités humaines sur la dynamique et le fonctionnement de la biodiversité. Ce rapprochement doit permettre aux chercheurs de l'unité d'alimenter des réflexions partagées avec la Métropole et la Ville, et d'apporter des connaissances scientifiques sur la biodiversité nécessaires à l'élaboration d'un plan climat ambitieux ; de participer à l'évaluation de l'état des connaissances scientifiques, techniques et socio-économiques sur le lien entre biodiversité et changement climatiques, leur interaction et les stratégies d'évitement susceptibles d'être déployées localement.

Le CEFÉ est une Unité Mixte de Recherche sous tutelle du CNRS, Université de Montpellier (UM), Université Paul Valéry Montpellier 3 (UPVM), Ecole Pratique des Hautes Etudes (EPHE), Institut de la Recherche sur le Développement (IRD), est un des plus importants laboratoires de recherche en Ecologie en France. Ce laboratoire développe ses activités sur les grandes préoccupations des sociétés : la biodiversité, les changements à l'échelle planétaire et le développement durable. Une grande partie des recherches porte sur les écosystèmes méditerranéens et tropicaux. L'objectif est l'établissement de scénarios d'évolution des systèmes écologiques et de stratégie pour leur conservation, leur restauration ou leur réhabilitation.

Le CEFÉ a été un des instigateurs de la structuration des recherches sur la biodiversité dans le cadre d'un Laboratoire d'Excellence, le CeMEB, Centre Méditerranéen Environnement et Biodiversité de Montpellier. Ses recherches contribuent largement à la première place de l'Université de Montpellier dans le classement de Shanghai en 2018 et 2019 pour la recherche dans la discipline « Ecologie ». Ce classement est établi d'après un échantillon de plus de 4000 universités dans le monde.

Les recherches au CEFÉ sont portées par quatre départements scientifiques (Ecologie Evolutive ; Biodiversité et Conservation ; Ecologie Fonctionnelle ; Interactions, Ecologie et Sociétés). Les activités inter-départements sont organisées en groupes transversaux, dont celui sur l'écologie urbaine qui propose de rassembler les membres du CEFÉ intéressés ou considérant la ville comme leur objet d'étude selon des disciplines diverses et non exclusives : écologie fonctionnelle, écologie des communautés, sciences de l'évolution, écologie du paysage, ethnologie...

Le CEFÉ étudie en particulier l'environnement urbain pour évaluer l'adaptation et l'évolution des espèces en réponses aux modifications de leur environnement, ou des questions en écologie des paysages, écologie des communautés et écologie fonctionnelle.

Les travaux engagés à ce jour par des chercheurs du CEFÉ avec la métropole et la ville de Montpellier s'inscrivent sous quatre types de problématiques :

1 – Mieux comprendre et caractériser la biodiversité en ville.

2 – Mieux comprendre le fonctionnement des populations et des communautés animales ou végétales en utilisant le milieu urbain comme une expérience grandeur nature, et notamment les invasions biologiques.

4 - Mieux comprendre l'écologie fonctionnelle du système urbain-périurbain (ex interaction pollution de l'air et production de composé volatiles par la végétation).

3 – Mieux comprendre les interactions entre extension et aménagement urbain et la biodiversité.

Par exemple, des études sur l'avifaune urbaine et sur la biologie évolutive des plantes sont poursuivies depuis les années 2000. Elles concernent plus que jamais les politiques publiques développées par Montpellier Méditerranée métropole et la Ville de Montpellier : climat, agroécologie, urbanisme et paysage.

A cela il faut ajouter au fil des années l'implication importante de plus d'une dizaine de chercheurs et d'étudiants dans des actions de vulgarisation ou diffusion de la culture scientifique à Montpellier (Fête de la Biodiversité, Petit Théâtre de la Biodiversité, Fête de la Science).

Ce bilan très positif incite la Métropole, la Ville de Montpellier et le CEFÉ à stabiliser les relations qu'ils entretiennent en définissant un cadre de travail conjoint.

Aussi, le CEFÉ, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole conviennent d'organiser les échanges préalables à la conclusion d'un protocole d'accord partenarial qui doit permettre aux élus, aux équipes techniques des deux collectivités, et aux chercheurs de conduire un processus de co-production partenarial dans la durée. Ceci doit permettre d'accompagner et d'amplifier les actions développées en matière de transition écologique portées par Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, leurs opérateurs et l'ensemble des acteurs du territoire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la démarche collaborative et partenariale entre le Centre d'Ecologie Fonctionnelle Evolutive, Montpellier Méditerranée Métropole, et la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à conduire ces échanges préalables à la conclusion d'un protocole d'accord partenarial ;
- D'autoriser Monsieur le Maire de Montpellier ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Délibération n°V2019-343

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Guy BARRAL, M. Daniel BOULET, Mme Mylène CHARDES, Mme Chantal MARION.

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 8 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, **Philippe SAUREL**.

Nombre de membres en exercice : 65

Affaires économiques, Commerce et Artisanat

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASILVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO

Convention d'occupation du domaine public - Bar Restaurant du Théâtre Jean Vilar du 01/10/2019 au 30/09/2021

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du Conseil Municipal du 22 juillet 2013, la Ville a désigné la SCIC à responsabilité limitée *Mon Cuisinier*, titulaire de la convention d'occupation du Bar-Restaurant du Théâtre Jean Vilar. La convention étant arrivée à échéance, il a été décidé de lancer au mois de juillet 2019 une procédure d'appel à candidatures.

A la clôture de l'appel à candidatures, le 19 août 2019, un dossier a été déposé : celui de Madame RAULT Gaëlle, professionnelle du domaine de la restauration, gérante d'un café-restaurant Rue de l'Université.

L'analyse des candidatures a été réalisée selon les critères suivants :

- 1) Dossier personnel
 - Expérience professionnelle dans le domaine commercial et la restauration,
 - Motivation du candidat
- 2) Dossier commercial :
 - Gamme de produits et tarifs
 - Cohérence du projet par rapport au lieu d'occupation

3) Dossier financier

- Viabilité économique du projet
- Montant des investissements prévus et durée d'amortissement

A l'issue de l'analyse des offres, il ressort que l'offre présentée par Madame RAULT, professionnelle dans le domaine commercial et de la restauration, est satisfaisante pour plusieurs motifs. Madame RAULT est une professionnelle de la restauration, avec une forte expérience, notamment dans le domaine du spectacle. La gamme de produits proposés semble en mesure de s'adapter aux différents publics du Théâtre, tout en tenant compte du critère environnemental.

La convention porte sur une durée de 2 ans, du fait de travaux de réaménagement des locaux, et le montant de la redevance est fixé à 1 289,58 € par an.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'attribuer l'occupation du Bar-Restaurant du Théâtre Jean Vilar à Madame Gaëlle RAULT pour une durée de 2 ans,
- D'approuver le projet de convention ci-joint,
- D'autoriser Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 8 octobre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention théâtre Jean Vilar 2019-2021.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Affaires économiques, Commerce et Artisanat

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASLYVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Michaël DELAFOSSE, Audrey LLEDO

Convention d'occupation du domaine public - Bus Touristiques à Montpellier du 01/10/2019 au 30/09/2025

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du Conseil Municipal du 22 juillet 2013, la Ville a désigné Monsieur Jean Pierre LAFALLA, titulaire de la convention d'occupation du bus touristique de Montpellier. La convention étant arrivée à échéance, il a été décidé de lancer au mois de juillet 2019 une procédure d'appel à candidatures.

A la clôture de l'appel à candidatures, le 19 août 2019, un dossier a été déposé : celui de Monsieur Jean-Pierre LAFALLA, titulaire actuellement d'une convention d'occupation du domaine public pour l'exploitation du bus touristique de Montpellier.

L'analyse des candidatures a été réalisée selon les critères suivants :

1) Dossier personnel

- Expérience professionnelle dans le domaine commercial et le transport de personnes,
- Motivation du candidat

2) Dossier commercial :

- Gamme de produits et tarifs
- Cohérence du projet par rapport au lieu d'occupation

3) Dossier financier

- Viabilité économique du projet
- Montant des investissements prévus et durée d'amortissement

A l'issue de l'analyse des offres, il ressort que l'offre présentée par Monsieur LAFALLA, professionnel dans le domaine commercial et du transport de personnes est satisfaisante pour plusieurs motifs. Monsieur LAFALLA est un professionnel reconnu et expérimenté dans son domaine d'activité avec notamment la gestion du bus touristique depuis 2013. Engagé sur la thématique des énergies propres, il prévoit un investissement financier important avec l'achat d'un deuxième bus cabriolet à propulsion électrique d'ici fin 2021. Enfin, son projet est viable sur le plan financier.

La convention porte sur une durée de 6 ans et le montant de la redevance est fixé à 5% du chiffre d'affaires hors taxe, sous forme d'acomptes mensuels d'un montant de 250 € chacun.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'attribuer l'occupation du bus touristique à Monsieur Jean Pierre LAFALLA pour une durée de 6 ans,
- D'approuver le projet de convention ci-joint,
- D'autoriser Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 8 octobre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Bus Touristique 2019-2025.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Affaires économiques, Commerce et Artisanat

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Michaël DELAFOSSE, Audrey LLEDO

Convention d'occupation du domaine public - Kiosque alimentaire n°3, allée Paul Boulet, du 20/11/2019 au 19/11/2025

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du Conseil Municipal du 25 mars 2013, la Ville de Montpellier a désigné Monsieur Ludovic CHOPINEAUX, titulaire de la convention d'occupation du kiosque alimentaire n°3, Allée Paul Boulet. La convention étant arrivée à échéance, il a été décidé de lancer au mois de juillet 2019 une procédure d'appel à candidatures.

A la clôture de l'appel à candidatures, le 19 août 2019, trois dossiers ont été déposés par Monsieur REPPÉLIN Olivier et Monsieur SZUMSKI Tomasz ; Monsieur CHOPINEAUX Ludovic, titulaire actuel d'une convention d'occupation du domaine public pour l'exploitation du kiosque alimentaire n°3 ; ainsi que Monsieur SAKAL Anis.

L'analyse des candidatures a été réalisée selon les critères suivants :

1) Dossier personnel

- Expérience professionnelle dans le domaine commercial et la restauration,
- Motivation du candidat

2) Dossier commercial :

- Gamme de produits et tarifs

- Cohérence du projet par rapport au lieu d'occupation

3) Dossier financier

- Viabilité économique du projet
- Montant des investissements prévus et durée d'amortissement

A l'issue de l'analyse des offres, il ressort que l'offre présentée par Monsieur CHOPINEAUX, professionnel dans le domaine commercial et de la restauration, est la plus satisfaisante au regard des trois critères suscités que les deux autres candidats.

La convention porte sur une durée de 6 ans et le montant de la redevance est fixé à 3 701,56 € HT par mois, assujettie au taux de TVA en vigueur.

Compte tenu de l'état dégradé du kiosque, nécessitant des travaux à réaliser par le propriétaire, une exonération pourra être accordée à hauteur de 6 mois de redevance, sous réserve de la production des factures acquittées et constatation des travaux effectués, par la Ville de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'attribuer l'occupation du kiosque alimentaire n°3 à Monsieur Ludovic CHOPINEAUX pour une durée de 6 ans,
- D'approuver le projet de convention ci-joint,
- D'autoriser Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 8 octobre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention kiosque 3 - 2019-2025.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Affaires économiques, Commerce et Artisanat

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Michaël DELAFOSSE, Audrey LLEDO

MONTPELLIER GRAND COEUR

Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités

Attribution de subventions

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Selon l'article L. 2121-29 du code général des collectivités, la Ville de Montpellier attribue des subventions pour inciter les entreprises (commerce, artisanat ou autre) à requalifier la devanture de leurs locaux d'activités du cœur marchand. Les restaurations, réalisées dans le respect et la valorisation du patrimoine dans lequel elles s'insèrent, participent au renforcement de l'attractivité économique de Montpellier.

Cette action a été instaurée par les délibérations du 29 mai 2012 (n°2012/284), du 17 juin 2013 (n°2013/237) et renforcée par la délibération du 07 mai 2015 (n°2015/151) élargissant le périmètre, modifiant les taux de subventionnement ainsi que le règlement attributif.

Par délibération du 20 juillet 2017 (n°V2017/207), elle a été prolongée de 4 ans, à savoir 50% de subventionnement de juin 2017 à juin 2019, puis 25 % jusqu'en juin 2021. Les autres éléments du dispositif restent inchangés.

La subvention de la Ville de Montpellier s'élève à 50 % du montant hors taxe des travaux et des honoraires de maîtrise d'œuvre (dans la limite des plafonds en vigueur), et hors subventions spécifiques pour les travaux d'intérêt architectural (TIA) et/ou pour les personnes à mobilité réduite (PMR).

Délibération n°V2019-347

Le règlement permet l'attribution d'un acompte de 50 % de la subvention en cas de phasage des travaux, le solde étant versé après finalisation de l'ensemble de ceux-ci et vérification de leur conformité avec l'autorisation délivrée.

Ainsi, les subventions suivantes sont attribuables :

Enseigne « MOBIL EXPERT 34 », vente réparation de téléphonie

Gérante : Mme Virginie POTIER

41 rue du Faubourg du Courreau

Subvention travaux = 3 600 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 250 €

Montant à verser : 3 850,00 €

Enseigne « LA GEOSPHERE », librairie

Gérante : Mme Magali BRIEUSSEL

20 rue Jacques Cœur

Subvention travaux = 1 233,46 €

1 233,46 €

Enseigne « Cabinet de psychothérapie », médical

Gérante : Mme Christine MASDURAUD

30ter cours Gambetta / 9 rue du Général Maureilhan

Subvention travaux = 6 000 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 1 000 €

Montant à verser :

7 000,00 €

Enseigne « Cabinet d'avocats »

Gérante : Mme Karen MENAHEM (SCI LEGI UP)

11 rue de la Méditerranée

Subvention travaux = 3 595 €

Montant à verser : 3 595,00 €

Enseigne « FM Laverie », laverie libre-service

Gérant : M. Mohammed MLAK

21 rue du Faubourg du Courreau

Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés

Subvention travaux = 4 513 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 750 €

Prime travaux de mise en accessibilité P.M.R. = 500 €

Montant à verser : 2 881,25 €

Enseigne « COQUELINE », boutique prêt-à-porter

Gérante : Mme Nicole SALLES

6/8 rue de la croix d'Or

Subvention travaux complémentaires = 1 916,67 €

Montant à verser : 1 916,67 €

Conformément au règlement attributif des subventions en vigueur au moment du dépôt de ces dossiers, les versements de ces subventions seront réalisés après visite de conformité des travaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement de ces subventions pour un montant total de 20 476,38 € correspondant à la requalification des devantures des locaux commerciaux listés ci-dessus ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de la Ville, chapitre 905 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 8 octobre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Affaires économiques, Commerce et Artisanat

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Michaël DELAFOSSE, Audrey LLEDO

Attributions de subventions au titre de l'appel à projets "Animations de fin d'année dans le cadre de l'opération de dynamisation et animation du centre-ville" - Exercice 2019

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Depuis le 17 novembre 2018, le mouvement national des « gilets jaunes » organise chaque fin de semaine des rassemblements dans les villes françaises.

Le centre-ville de Montpellier est touché tous les samedis par des manifestations qui occasionnent de lourds dégâts et empêchent les professionnels de pouvoir travailler dans de bonnes conditions.

La clientèle anticipe ces heurts et déserte les commerces du centre-ville chaque samedi. Les enquêtes menées par la CCI de l'Hérault auprès des commerçants font état d'une perte de chiffre d'affaires de 30 à 40 % en moyenne, par rapport à un samedi classique.

Aujourd'hui, il est indispensable de proposer des actions afin de relancer l'activité et de dynamiser l'attractivité du centre-ville de Montpellier.

Par délibération V2019-251 du 18 juillet 2019, la Ville a validé un programme de mesures en faveur des commerçants dans le cadre de la redynamisation du centre-ville. Ce plan prévoit la création d'un fonds exceptionnel de soutien aux opérations d'animation menées par les associations de commerçants du centre-ville pour les fêtes de fin d'année.

Ainsi, pour aider les associations à mener à bien leurs projets de dynamisation et d'animation du centre-ville, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

| Association | Subvention accordée |
|--|---------------------|
| ASSOCIATION DES ATELIERS SAINT-ROCH | 4 000 € |
| QUARTIER DE L'ANCIEN COURRIER – ASSOCIATION DES COMMERÇANTS, ARTISANS ET PROFESSIONS LIBÉRALES DU QUARTIER DE L'ANCIEN COURRIER DE MONTPELLIER | 7 000 € |
| ASSOCIATION DE LA RUE DU BRAS DE FER | 5 000 € |
| AU CŒUR DE SAINT ROCH, ASSOCIATION DES ARTISANS ET COMMERÇANTS DU QUARTIER SAINT ROCH | 13 000 € |
| PARI DU JEU DE PAUME | 20 000 € |
| ASSOCIATION DU QUARTIER DE L'AIGUILLERIE - ASSOCIATION DES COMMERÇANTS, ARTISANS, PROFESSIONS LIBÉRALES ET RESIDENTS DU QUARTIER DE L'AIGUILLERIE | 19 000 € |
| QUARTIER FOCH PREFECTURE – ASSOCIATION DES COMMERÇANTS, DES ARTISANS, DES SYMPATHISANTS ET DES PROFESSIONS LIBÉRALES DU QUARTIER FOCH PREFECTURE | 30 000 € |
| QUARTIER EN GONDEAU – ASSOCIATION DES COMMERÇANTS, DES ARTISANS, DES PROFESSIONS LIBÉRALES, DES MÉTIERS D'ARTS ET RESIDENTS DU QUARTIER EN GONDEAU DE MONTPELLIER | 5 000 € |
| ASSOCIATION DE COMMERÇANTS - ASSOCIATION DES COMMERÇANTS, ARTISANS, PROFESSIONS LIBÉRALES, SYMPATHISANTS DU QUARTIER GRAND RUE, ETUVES, PLACE SAINT COME, PLACE MOLIERE, ARGENTIERE, LOGE, COMEDIE A MONTPELLIER | 15 000 € |
| ASSOCIATION DE LA RUE DE L'ARGENTERIE | 5 000 € |
| ASSOCIATION DES COMMERÇANTS DE LA RUE DU COURREAU | 8 000 € |
| « SAINT GUILHEM - CENTRE VILLE » ASSOCIATION DES COMMERÇANTS ARTISANS, PROFESSIONS LIBÉRALES ET RESIDENTS DU QUARTIER ST GUILHEM DE MONTPELLIER | 9 000 € |
| TOTAL | 140 000 € |

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 936

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant total de 140 000 €;
- D'approuver la convention type annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Christophe COUR, Mme Véronique DEMON, Mme Véronique PEREZ.

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 8 octobre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention type

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Espaces verts, Parc de
Lunaret et Commissions de
Sécurité et d'Accessibilité**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Michaël DELAFOSSE, Audrey LLEDO

Convention constitutive d'un groupement de commandes pour les prestations d'aménagement et d'entretien des espaces verts entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de Signature

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre des transferts de compétences à la Métropole et dans un souci d'objectif de continuité des prestations liées aux espaces verts sur le territoire de Montpellier, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole vont être amenées à faire appel à des prestataires pour des fournitures et des prestations d'aménagement et d'entretien des espaces verts.

Afin d'optimiser la qualité des services et des dépenses publiques, il paraît opportun que les deux collectivités groupent leurs commandes en associant leurs besoins pour la gestion de certaines prestations et fournitures sur les espaces verts, notamment celles liées :

- au nettoyage sur les espaces verts et le parc zoologique,
- aux prestations d'aménagement et d'entretien des espaces verts,
- à l'entretien du patrimoine arboré,
- à l'expertise du patrimoine arboré,
- à la fourniture des arbres et des arbustes,
- aux inventaires et diagnostics environnementaux,

- au fleurissement,
- aux fournitures horticoles,
- à l'installation et maintenance de l'arrosage,
- à la serrurerie,
- à la maçonnerie,
- à la signalétique.

Tel est l'objet de la convention constitutive de groupement de commandes annexée à la présente délibération. La Ville de Montpellier, en sa qualité de coordonnateur, se charge de l'ensemble de la procédure de passation.

L'exécution financière ne pouvant relever des missions du coordonnateur, les membres du groupement procéderont, chacun en ce qui les concerne et à hauteur de leurs besoins propres, à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des sommes dues au titulaire du marché. Néanmoins, chaque membre du groupement conserve la faculté de ne pas participer à la procédure de passation d'un marché ou accord-cadre, ou de se retirer du groupement.

Considérant l'évaluation des besoins de chaque membre du groupement, il est donc proposé de créer un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Méditerranée Métropole en vue de la conclusion de marchés ou accords-cadres.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser le principe de la constitution d'un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les crédits seront inscrits au budget de la Ville de Montpellier, tous chapitres ;
- D'autoriser Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 8 octobre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :
- Projet de convention GC

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Espaces verts, Parc de
Lunaret et Commissions de
Sécurité et d'Accessibilité**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Michaël DELAFOSSE, Audrey LLEDO

Contrat d'exposition entre Thierry VEZON et la Ville de Montpellier **Exposition "Un conte en hiver"**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre d'un partenariat, la Ville de Montpellier souhaite organiser une exposition mettant à l'honneur Thierry VEZON, photographe nature depuis 2004, intitulée « Un conte en hiver ».

Thierry VEZON est lauréat de nombreux prix dans les grands festivals de photographie nature. Ses clichés plongent le public dans la douceur et le calme hivernal et le font voyager au travers de ces clichés captant l'ambiance des paysages. Du Sud de la France au Japon en passant par l'Italie, l'Islande et les glaciers du Spitzberg, Thierry VEZON fait la part belle aux animaux sauvages de ces grands espaces froids.

Cette exposition se déroulera du 04 décembre 2019 au 01^{er} mars 2020 au sein du parc de Lunaret, au travers de photos inédites.

A ce titre, Thierry VEZON, titulaire des droits d'auteur, fournit gratuitement à la Ville les fichiers nécessaires à l'organisation de cette exposition. En contrepartie, la Ville de Montpellier s'engage à promouvoir l'exposition. Thierry VEZON propose de céder temporairement les droits de représentation publique, d'exposition, de reproduction et de communication publique au profit de la Ville de Montpellier afin d'organiser cette exposition.

Il autorise également la Ville de Montpellier à présenter publiquement le contenu de des fichiers dans le cadre de la présente exposition.

Délibération n°V2019-350

Ces dispositions ainsi que l'ensemble des engagements réciproques des parties sont décrits dans un contrat d'exposition annexé à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le contrat d'exposition avec Thierry VEZON ;
- D'autoriser l'imputation des dépenses correspondantes sur le budget Ville de Montpellier-chapitre 933 (fonctionnement) et/ou chapitre 903 (investissement) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer ledit contrat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 8 octobre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- contrat d'exposition

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, **Philippe SAUREL**.

Nombre de membres en exercice : 65

**Espaces verts, Parc de
Lunaret et Commissions de
Sécurité et d'Accessibilité**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Michaël DELAFOSSE, Audrey LLEDO

Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique **ECOLOGIE URBAINE - Exercice 2019**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous.

| Code | Structure | Type | Montant |
|------|---------------------|----------------|---------|
| 1457 | MOSSON COULEE VERTE | Fonctionnement | 2 155 € |

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 937.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la lettre d'engagement;
- De prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant total de 2 155 €;
- D'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération ;

Délibération n°V2019-351

- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 8 octobre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement type

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Culture

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Michaël DELAFOSSE, Audrey LLEDO

Cinéma Municipal Nestor Burma

Dispositif Ecole et Cinéma, Collège au cinéma, Lycéens et apprentis au cinéma Conventions entre la Ville de Montpellier et l'association Les Chiens Andalous ainsi que l'association Festival cinéma d'Alès - Itinérances

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dispositif « Ecole et cinéma », outil d'éducation artistique au cinéma, existe au niveau national depuis plus de 20 ans. Il est soutenu à la fois par le Centre National du Cinéma et de l'Image Animée sous l'autorité du Ministère de la Culture et de la Direction générale de l'Enseignement Scolaire du Ministère de l'Education Nationale.

Depuis l'origine, l'association « Les Chiens Andalous » est coordinatrice de ce dispositif en collaboration étroite avec le Centre de Ressources Education à la culture numérique (CRECN). Il concerne près de 15 000 élèves au sein de l'Hérault, dont près de 7 500 sur le territoire municipal.

Le cinéma municipal Nestor Burma a rejoint ce dispositif dès sa réouverture en février 2011 et a permis de développer fortement l'accueil des élèves du primaire de l'ouest montpelliérain, passant de 57 entrées en 2009-2010 à 3 542 entrées en 2018-2019.

Le dispositif « Collège au cinéma » est implanté dans le département de l'Hérault depuis l'année scolaire 2000-2001. Il propose aux collégiens de découvrir des œuvres cinématographiques lors de projections organisées spécialement à leur attention et de se constituer ainsi les bases d'une culture cinématographique, grâce au travail pédagogique d'accompagnement conduit par les enseignants, les partenaires culturels ainsi que des professionnels. Les séances ont lieu au moins une fois par trimestre. L'association « Les Chiens

Délibération n°V2019-352

Andalous » est également coordinatrice de ce dispositif, toujours en collaboration étroite avec le CRECN ; il concerne un peu plus de 2 000 élèves au sein du département, dont plus de 700 sur le territoire municipal. Le cinéma municipal Nestor Burma a rejoint ce dispositif pour l'année scolaire 2011-2012 ; on comptait 156 entrées en 2013-2014 et 514 en 2018-2019.

Le dispositif « Lycéens et apprentis au cinéma » existe dans la région depuis l'année scolaire 2005-2006. Il a pour objectif de faire évoluer le regard porté par les lycéens sur des cinématographies méconnues, voire rejetées, de développer chez eux une approche critique de l'image et de leur donner la capacité de cerner les enjeux d'un film.

La coordination de ce dispositif est désormais assurée par l'association « Festival cinéma d'Alès – *Itinérances* ».

Le cinéma Nestor Burma a rejoint le dispositif pour l'année scolaire 2011-2012 ; on comptait 72 entrées en 2013-2014 et 247 en 2018-2019.

Ces trois dispositifs d'éducation à l'image ont la particularité de faire travailler ensemble les salles de cinéma, les établissements scolaires, les enseignants, l'Inspection Académique, la DRAC ainsi que les services municipaux.

Le cinéma Nestor Burma souhaite renouveler leur accueil pour l'année scolaire 2019-2020. Les conventions et le cahier des charges prévoient un tarif de 2.50 € par élève et un principe de gratuité pour les enseignants et accompagnateurs.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les conventions et le cahier des charges joints en annexe ;
- d'entériner le tarif de 2.50 € par élève pour la participation aux séances ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 8 octobre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention école
- convention collège
- cahier des charges lycéens
- acceptation cahier des charges

Accusé de réception — Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Culture

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Michaël DELAFOSSE, Audrey LLEDO

Théâtre Jean Vilar : convention de co-accueil du spectacle Imago-Go avec l'association Montpellier Danse

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la saison 2019-2020 du théâtre Jean Vilar, la Ville propose de co-accueillir, avec l'association Montpellier Danse, la création Imago-go de la chorégraphe Marta Izquierdo Munoz. Une représentation de ce spectacle sera ainsi donnée au théâtre Jean Vilar le 6 février 2020.

Le théâtre Jean Vilar sera chargé de l'accueil du spectacle en ses murs et en assurera la mise en œuvre technique.

L'association Montpellier Danse aura à sa charge l'acquisition des droits de représentation du spectacle, les frais artistiques et annexes et les frais d'accueil.

Dans le cadre de cette convention de co-accueil, il est ainsi proposé que les partenaires mettent en commun l'ensemble des dépenses et des recettes, constatent le résultat et se partagent les frais de l'organisation de la représentation, soit un montant estimé de 3 852 € pour chacun des partenaires (dépenses prévisionnelles estimées à 10 703 €, desquelles sont déduites les recettes estimées à 3 000 €, soit un montant à partager de 7703€). Ce montant sera ajusté en fonction du résultat constaté après la représentation.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la convention de co-accueil du spectacle Imago-go avec l'association Montpellier Danse et son budget prévisionnel, joints en annexe ;
- De dire que la dépense correspondante sera inscrite au budget 2020 de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Guy BARRAL, Mme Maud BODKIN, Mme Sabria BOUALLAGA, Mme Titina DASYLVA, Mme Isabelle MARSALA, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 8 octobre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention et budget prévisionnel
- annexe 2 lexique

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Culture

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Michaël DELAFOSSE, Audrey LLEDO

Adhésion à l'association Laboratoire des Médiations en Art Contemporain (LMAC)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans sa volonté de placer tous les publics au centre de sa politique culturelle, la Ville de Montpellier affirme une politique dynamique et novatrice en termes de diffusion et de transmission des savoirs liés à l'Art.

Afin d'entretenir cette démarche et de l'enrichir pour la développer et répondre aux demandes et besoins d'un public diversifié, en transformation incessante, il est proposé à la Ville de Montpellier d'adhérer à l'association Laboratoire des Médiations en Art Contemporain (LMAC).

L'association LMAC est un réseau de formation, d'expérimentations, de recherche et d'échanges autour de la médiation en Art Contemporain. Elle rassemble une cinquantaine de professionnels et de structures culturelles.

Cette association, qui a vu le jour en 2002 en région Midi-Pyrénées, a élargi ses activités en 2015 à l'ensemble du territoire de la région Occitanie. Fort de 15 ans d'expérience, ce réseau d'expertise est devenu essentiel afin de développer des liens collaboratifs. C'est pourquoi le musée Fabre a accueilli une session de l'association les 15 et 16 avril derniers avec des temps d'échange sur les pratiques de médiation culturelles, une présentation de la Panacée, des discussions et groupes de travail sur les outils de médiation et les actions menées par le LMAC ainsi que leur évaluation.

Délibération n°V2019-354

L'adhésion de la Ville de Montpellier au réseau LMAC permettra de faire participer les agents en charge de la médiation culturelle dédiée aux publics, et de l'action culturelle, aux réunions, groupes de travail, temps d'échange et visites professionnelles organisées par l'association dans un but de perfectionnement et d'optimisation des pratiques de diversification et de facilitation des projets.

Le montant annuel de l'adhésion à l'association s'élève à **100 euros net**.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'adhésion de la Ville de Montpellier à l'association LMAC ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 8 octobre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Prévention Santé et Droits des femmes

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Michaël DELAFOSSE, Audrey LLEDO

Appel à projet ' Arrêt Cardiaque et Premiers secours ' de la fondation CNP Assurances

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Depuis 2014, la Ville de Montpellier reçoit les 3 cœurs du label « Ma Commune a du Cœur », lancé par la fondation AJILA. Ce label, qui valorise les bonnes pratiques locales en matière de prévention des accidents cardiaques, a récompensé le travail de la Ville dans la formation du grand public et l'installation de 56 Défibrillateurs Automatisés Externes (DAE) sur son territoire.

C'est dans ce contexte que la Ville de Montpellier a répondu à l'appel à projet en avril 2019 de la Fondation CNP Assurances, dédié aux collectivités territoriales qui s'engagent pour implanter des défibrillateurs cardiaques et former la population à leur utilisation.

Le Conseil d'Administration de la Fondation CNP Assurances, lors de sa délibération du 11 juillet 2019, a décidé d'attribuer à la Ville un soutien financier d'un montant global de 700 € pour l'installation d'un défibrillateur.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de partenariat, précisant l'attribution d'une dotation de 700 € par la Fondation CNP Assurances à la Ville ;

Délibération n°V2019-355

- d'autoriser la Ville à faire recette de cette dotation ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 8 octobre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Montpellier Juillet 2019.doc

Accusé de réception — Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Prévention Santé et Droits des femmes

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Michaël DELAFOSSE, Audrey LLEDO

Attributions de subventions dans le cadre des thématiques DROIT DES FEMMES ET SANTE - Exercice 2019

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous :

Dans le cadre de la thématique SANTE :

| Code | Structure | Type | Titre du projet | Montant |
|------|--|--------|---|----------|
| 1330 | COMITE DE L'HERAULT D'EDUCATION POUR LA SANTE CHES CODES | Projet | SENSIBILISATION ET ESPACE DE REFLEXION EN SANTE MENTALE AUPRES DES PROFESSIONNELS DU TERRITOIRE | 1 500 € |
| 5627 | ASSOCIATION TOM | Projet | 3ème OPERATION "MONTPELLIER SAUVE DES VIES" | 10 000 € |

| | | | | |
|--------------|----------------------------|--------|---|-----------------|
| 6694 | RESEAU LE POIDS DU PARTAGE | Projet | TABLE RONDE PARCOURS DE SOINS DE CHIRURGIE BARIATRIQUE NUTRITION ET ACTIVITES PHYSIQUES PERIOPERATOIRES | 500 € |
| 7054 | ADO D'AILES | Projet | ACCOMPAGNEMENT PHYSIQUE ET PSYCHOLOGIQUE DES ADO ET DES FAMILLES | 500 € |
| TOTAL | | | | 12 500 € |

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 934

Dans le cadre de la thématique DROITS DES FEMMES :

| Code | Structure | Type | Titre du projet | Montant |
|--------------|--------------------------|--------|--|----------------|
| 4163 | VIA VOLTAIRE | Projet | COANIMATION D' ACTIONS DE FORMATION ET DE SENSIBILISATIO N SUR LES VIOLENCES CONJUGALES A L'ADRESSE DES AGENTS DE LA VILLE DE MONTPELLIER | 600 € |
| 4807 | ASSOCIATION TIN HINAN | Projet | VINGTIEME ANNIVERSAIRE DE L'ASSOCIATION | 1 000 € |
| TOTAL | | | | 1 600 € |

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 934

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant total de 14 100 €;
- D'approuver la lettre d'engagement et la convention types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 8 octobre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement
- Convention projet

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Relations internationales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Michaël DELAFOSSE, Audrey LLEDO

Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et WAT ! Festival - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole souhaitent renouveler leur soutien à la 3ème édition du festival WAT ! (What A Trip).

Ce partenariat, qui s'articulera autour d'un soutien en logistique et organisation (organisation de deux conférences de presse et aide à la communication de l'événement), répond aux objectifs définis en terme d'attractivité, notamment celui de renforcer le rayonnement du territoire montpelliérain et métropolitain au niveau national, mais également à l'international.

Le WAT ! est un festival de voyage, né à Montpellier en 2017, qui permet à toute la communauté des voyageurs de France de se rencontrer et se retrouver lors d'un événement unique et fédérateur. Pendant 3 jours (du 26 au 29 septembre 2019), le festival WAT ! rassemblera projections-rencontres, expositions gratuites dans l'Ecusson, concerts, conférences, ateliers et village du voyage.

Autour de Sophie Jovillard, présidente du jury et présentatrice de l'émission Echappées Belles sur France 5, un collège de 6 professionnels issus du monde du voyage et de l'aventure sera chargé de départager 12 films en compétition officielle.

Délibération n°V2019-357

Ce festival, qui rassemble de nouveaux talents et de nouvelles passions trouve un écho au-delà des frontières naturelles du territoire de la Ville et de la Métropole. Dans l'air du temps et en cohérence avec le tout digital et les mobilités internationales, le WAT !, véritable événement fédérateur et capteur de notoriété au niveau national et international, trouve donc toute sa légitimité à naître sur le territoire de Montpellier, à y grandir et à y être accompagné par la Ville et la Métropole.

C'est à ce titre que la Ville de Montpellier souhaite promouvoir l'organisation de ce festival par un soutien logistique, en organisation et en communication valorisé à hauteur de 57 585,20 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes de la convention de partenariat avec le festival WAT ! ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 8 octobre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention de partenariat

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Relations internationales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Michaël DELAFOSSE, Audrey LLEDO

Mandats spéciaux, présentation de missions opérationnelles de Monsieur le Maire et des élus délégués dans le cadre de l'action internationale de la Ville

Monsieur le Premier Adjoint, Max LEVITA, rapporte :

La Ville de Montpellier développe et met en oeuvre des activités internationales, à travers ses jumelages et l'adhésion à des réseaux de coopération décentralisée.

L'action internationale vise par ce biais à mettre en oeuvre des projets au bénéfice de la Ville de Montpellier, de ses citoyens et des acteurs locaux.

Mission à New York du 20 au 23 Septembre 2019 :

La Ville de Montpellier a été reconnue pour son action dans la lutte contre le changement climatique. La déclaration d'urgence climatique votée unanimement en Conseil municipal du 18 juillet 2019 s'accompagne en effet de la création d'un Fonds d'Urgence Climatique pour financer la transition écologique et d'une feuille de route intitulée *Manifeste de Montpellier pour une ville écologique et humaniste*. Le samedi 21 et le dimanche 22 septembre, M. Maire de Montpellier est invité à témoigner de la politique de la Ville de Montpellier en matière climatique au siège des Nations-Unies.

Annulation de la mission à Londres du 8 au 9 Septembre 2019 :

Suite à l'adhésion au label International des « Villes sans Sida » votée au Conseil municipal du 6 février 2019, délibération n° V2019-041, Monsieur le Maire devait se rendre à Londres du 8 au 9 septembre afin de participer au congrès international « Fast Track Cities 2019 ». Il s'agissait du premier rassemblement de plus de 250 villes qui accélèrent les réponses au VIH, à la tuberculose et à l'hépatite virale.

Délibération n°V2019-358

De plus, M. le Maire devait rencontrer en amont de l'ouverture du congrès, des membres de la *Global Commission on Drug Policy*. Cette commission est composée de personnalités des Amériques et d'Europe dont quatorze anciens chefs d'État ou de gouvernement, ainsi que d'autres dirigeants des sphères politiques, économiques et culturelles.

Cependant, un retard de plus de deux heures de la compagnie aérienne au moment du vol aller a contraint la Ville de Montpellier à annuler ce déplacement. En effet, ce délai supplémentaire ne permettait pas de respecter le programme prévu. Les dépenses prévues pour ce déplacement sont donc annulées, à l'exception des frais d'annulation à régler au prestataire titulaire du marché d'organisation de voyages.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'accorder à M. le Maire, un mandat spécial pour le déplacement à New York du 20 au 23 septembre 2019 ;
- D'approuver le déplacement d'administratifs qualifiés à New York ;
- De prendre acte de l'annulation du déplacement à Londres en raison du retard de la compagnie aérienne ;
- D'autoriser M. le Maire à prendre tous les actes relatifs à ces activités de nature internationale ;
- De prélever les dépenses inhérentes à ces déplacements et aux frais d'annulation, sur la base des frais réels, estimées à 28 390 euros sur le budget 2019, de la Ville de Montpellier, chapitre 936.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 8 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Relations internationales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Michaël DELAFOSSE, Audrey LLEDO

Mise à disposition de salles à titre gratuit à la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela et à l'Espace Martin Luther King

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Trois lieux gérés par la Direction Attractivité, Tourisme et Relations Internationales de la Ville sont destinés à promouvoir auprès des citoyens les cultures étrangères. En facilitant les activités du tissu associatif local, ces équipements dédiés à l'international participent à la vie culturelle de la cité :

- La Maison des Relations Internationales Nelson Mandela, lieu de prestige construit au siècle dernier, est une vitrine idéale de la politique internationale de la Ville qui permet notamment à la Direction Attractivité, Tourisme et Relations Internationales d'organiser en partenariat avec les associations et les acteurs locaux des manifestations dédiées à l'international pour le grand public,
- L'Espace Martin Luther King, quant à lui, est un lieu dédié à la solidarité internationale qui héberge à la fois des associations locataires mais aussi met à disposition des salles aux associations à caractère international ou de solidarité internationale de manière ponctuelle ou régulière,
- Le premier étage de l'Espace Jacques Premier d'Aragon, qui de la même manière, héberge des associations à caractère international.

La Ville de Montpellier soutient et encourage, depuis de nombreuses années, les associations contribuant au développement d'échanges culturels, de solidarité internationale en développant des projets en lien avec les jumelages existants. Ceci de façon directe par le versement de subventions, ou indirectement par la mise à disposition de locaux municipaux (conventions de mise à disposition, prêt de salles) à la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela, à l'Espace Martin Luther King et au premier étage de l'Espace

Jacques Premier d'Aragon.

La délibération du 19 décembre 2018 concernant les tarifs 2019 prévoit d'accorder la gratuité pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire ainsi que pour les structures locales des organisations syndicales représentatives de la collectivité et pour les partenaires de la Maison des Relations Internationales (représentations diplomatiques étrangères, associations locataires de la Maison des Relations Internationales, de l'Espace Martin Luther King et de l'Espace Jacques Premier d'Aragon).

Il est donc proposé au Conseil municipal d'accorder également la gratuité de salles pour les associations partenaires permettant la programmation d'animation au sein de la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela et de l'Espace Martin Luther King en fonction d'un calendrier complété durant l'année 2019, de manière ponctuelle, pour 4 structures pour un montant total de subvention en nature valorisable de 3 708 euros.

Délibération n°V2019-359

| NOM DE L'ASSOCIATION | DATE | OBJET DE LA RESERVATION | LIEU | VALORISATION / AVANTAGE EN NATURE |
|--|---------------------|---|---|-----------------------------------|
| Association Entreprendre Méditerranéo | 4/06/2019 | Célébration de la Fête nationale Italienne | Salle de réception de la Maison des Relations Internationales (MRI) | 912 € |
| Association des Sénégalais de l'Hérault | 29/06/2019 | Exposition dans le cadre du 30 ^{ème} anniversaire de l'association sur le parcours de l'association au cœur de Montpellier | Grande salle espace Martin Luther King | 314 € |
| Faculté de Droit et de Science Politique | 05/09/2019 | Accueil des 90 étudiants étrangers participant aux programmes d'échange (Erasmus plus, Erasmus Mundus) | Salle de réception de la MRI | 912 € |
| Association Festival International du Voyage et de l'Aventure de Montpellier | 18/09/2019 | Conférence de Presse | Salle de réception de la MRI | 912 € |
| | Du 23 au 30/09/2019 | Exposition | Salle de réception de la MRI (tarif à la semaine) | 658 € |
| TOTAL | | | | 3 708 € |

Ces occupations à titre gratuit constituent toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre dans le compte des bénéficiaires, ainsi que dans le compte administratif de la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le tableau ci-dessus décrivant les structures bénéficiaires de mise à disposition de salles municipales à titre gratuit ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Daniel BOULET, Mme Nicole LIZA.

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 8 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Michaël DELAFOSSE, Audrey LLEDO

Adoption du rapport de la commission d'évaluation des transferts de charges (CLETC) du 4 juillet 2019

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Conformément à l'article 86 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 qui organise la procédure d'évaluation des transferts de charges entre les communes et les EPCI à fiscalité propre, codifiée au Code Général des Impôts (article 1609 nonies C), la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a mis en place par délibération n° 4693 en date du 24 juin 2002, modifiée par délibération n° 12297 du 19 juin 2014, la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (CLETC).

La transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1^{er} janvier 2015, a impliqué des transferts de compétences. Depuis, d'autres transferts de compétences ou d'équipements ont eu lieu et ont donné lieu à des transferts de charges et des modifications des montants d'attributions de compensations.

L'évaluation de ces transferts a été examinée lors de la séance de la CLETC du 4 juillet 2019. Au cours de cette réunion, le Président de la commission a présenté le projet de rapport d'évaluation des charges transférées, qui a été débattu et approuvé par la commission.

En application de l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, ce rapport de CLETC est désormais soumis à l'approbation des Communes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- approuver le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges, annexé à la présente délibération.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 8 octobre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport CLETC 04/07/2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Michaël DELAFOSSE, Audrey LLEDO

Attributions de compensation 2019 définitives suite à la CLETC du 4 juillet 2019

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1^{er} janvier 2015, par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a impliqué des transferts de compétences de la part des communes membres, dont fait partie la Ville de Montpellier. Depuis, d'autres transferts de compétences ou d'équipements ont eu lieu et ont donné lieu à des transferts de charges et des modifications des montants d'attributions de compensations.

La fixation de l'attribution de compensation a pour objectif d'assurer la neutralité budgétaire de ces transferts de compétences, en trouvant un juste équilibre entre la préservation des équilibres financiers des communes et la capacité à agir de la Métropole

Dans ce contexte, le calcul des attributions de compensation constitue un élément important du passage en Métropole. Il conditionne les relations financières qui lient Montpellier Méditerranée Métropole à ses communes membres et détermine le niveau des moyens dont la Métropole disposera pour exercer les compétences transférées. A cet égard, les méthodes d'évaluations ont été établies dans le cadre d'une concertation approfondie entre la Métropole et les communes.

Conformément à l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, le montant prévisionnel des attributions de compensation a été notifié aux communes le 31 janvier 2019.

Délibération n°V2019-361

En complément de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (CLETC) qui s'est réunie le 8 février 2019, les membres de la CLETC se sont à nouveau réunis le 4 juillet dernier afin de rendre leurs conclusions sur l'évaluation nouvelle des charges nettes transférées à intégrer tant dans les attributions de compensation de fonctionnement que d'investissement. Ces évaluations ont porté sur des modifications d'AC voirie évaluées en 2015 en investissement, des correctifs d'emprunts transférés liés à la voirie-espace public, des transferts de charges pour la Ville de Montpellier et le transfert du Parc Multiglisé Gérard Bruyère pour la Commune Baillargues. La CLETC a émis un avis favorable sur ces modifications.

Ainsi et conformément au rapport de CLETC joint au présent rapport pour information, il est proposé d'établir l'AC fonctionnement définitive 2019 selon le tableau ci-dessous :

| Communes | Attribution de Compensation fonctionnement définitive 2019 | Attribution de Compensation fonctionnement définitive 2019 |
|---------------------------|---|---|
| | versée par la Commune à la Métropole | versée par la Métropole à la Commune |
| Baillargues | 468 460,52 | |
| Beaulieu | 153 853,50 | |
| Castelnau-le-Lez | 1 298 375,83 | |
| Castries | 222 997,40 | |
| Clapiers | 443 250,57 | |
| Cournonsec | 83 404,59 | |
| Cournonterral | 522 280,21 | |
| Fabrègues | | 179 545,81 |
| Grabels | 321 969,24 | |
| Jacou | 740 579,75 | |
| Juignac | 976 258,08 | |
| Lattes | | 288 464,96 |
| Lavérune | | 612 948,72 |
| Le Crès | 698 749,13 | |
| Montaud | 55 210,68 | |
| Montferrier-sur-Lez | 634 169,82 | |
| Montpellier | 34 079 220,29* | |
| Murviel-lès-Montpellier | 112 476,13 | |
| Pérols | 1 579 188,18 | |
| Pignan | 257 356,21 | |
| Prades-le-Lez | 714 289,05 | |
| Restinclières | 159 959,93 | |
| Saint-Brès | 194 839,17 | |
| Saint-Drézéry | 166 595,24 | |
| Saint-Geniès-des-Mourgues | 190 263,43 | |
| Saint-Georges-d'Orques | 299 787,35 | |
| Saint-Jean-de-Védas | 889 663,24 | |
| Saussan | 168 187,65 | |
| Sussargues | 164 019,53 | |
| Vendargues | | 1 427 980,58 |
| Villeneuve-lès-Maguelone | 427 134,71 | |
| TOTAL | 46 022 539,43 | 2 508 940,07 |

* **Fonds d'Aide aux Jeunes** : pour l'exercice 2019 le montant que la Ville de Montpellier devra verser à Montpellier Méditerranée Métropole devra être **majoré de 127K€** pour régulariser l'exercice 2018. Ainsi, le montant de l'AC 2019 versée par la Ville de Montpellier s'élèvera à **34 206 220,29€** (34 079 220,29€ + 127 000€).

Il est également proposé d'établir l'AC investissement définitive 2019 selon le tableau ci-dessous :

| Communes | Attribution de Compensation investissement définitive 2019 | Attribution de Compensation investissement définitive 2019 |
|---------------------------|--|--|
| | versée par la Commune à la Métropole | versée par la Métropole à la Commune |
| Baillargues | 94 905,00 | |
| Beaulieu | 22 780,00 | |
| Castelnau-le-Lez | 1 091 284,85 | |
| Castries | 92 053,00 | |
| Clapiers | 210 778,53 | |
| Cournonsec | 25 013,00 | |
| Cournonterral | 60 586,00 | |
| Fabrègues | 13 150,00 | |
| Grabels | 500 889,33 | |
| Jacou | 45 141,00 | |
| Juvignac | 1 122 379,30 | |
| Lattes | 1 222 340,80 | |
| Lavérune | 8 544,00 | |
| Le Crès | 428 086,17 | |
| Montaud | 60 583,40 | |
| Montferrier-sur-Lez | 37 506,00 | |
| Montpellier | 10 501 744,17 | |
| Murviel-lès-Montpellier | 74 754,36 | |
| Péroles | 356 625,00 | |
| Pignan | 236 604,89 | |
| Prades-le-Lez | 26 269,00 | |
| Restinclières | 51 637,84 | |
| Saint-Brès | 2 046,00 | |
| Saint-Drézéry | 39 378,00 | |
| Saint-Geniès-des-Mourgues | 24 175,00 | |
| Saint-Georges-d'Orques | 42 292,00 | |
| Saint-Jean-de-Védas | 257 051,00 | |
| Saussan | 26 263,00 | |
| Sussargues | 76 893,91 | |
| Vendargues | 12 391,00 | |
| Villeneuve-lès-Maguelone | 64 961,86 | |
| TOTAL | 16 829 107,41 | 0,00 |

Pour mémoire, en application de la loi n°2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016, « le montant de l'AC et les conditions de sa révision peuvent être fixés librement par délibérations concordantes du conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers, et des conseils municipaux des communes membres intéressées en tenant compte du rapport de CLETC ».

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver le montant de l'attribution de compensation définitive 2019 pour la Ville de Montpellier, tant en fonctionnement qu'en investissement, conformément aux tableaux sus visés,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 8 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Rémi ASSIE, Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Michaël DELAFOSSE, Clare HART, Audrey LLEDO, Rabii YOUSSEF

Taxe foncière sur les propriétés bâties - Institution d'un abattement pour les commerces dont la surface principale est inférieure à 400m² non intégrés à un ensemble commercial

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La diversité et la vitalité des commerces de proximité et le dynamisme de la vie des quartiers sont des enjeux importants pour la Ville de Montpellier. De nombreuses mesures ont été adoptées afin de soutenir la revitalisation commerciale et dynamiser l'attractivité de la commune. En outre, les manifestations liées au mouvement national des « gilets jaunes » au cours de l'année qui vient de s'écouler ont perturbé l'activité commerciale et entraîné des baisses de fréquentation et de chiffre d'affaires parfois substantielles.

L'article 1388 quinquies C du Code Général des Impôts permet aux collectivités territoriales d'adopter un abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les magasins et boutiques dont la surface principale est inférieure à 400 m² et qui ne sont pas intégrés à un ensemble commercial.

Afin de soutenir les actions de revitalisation et de dynamisation des commerces de détail de la commune, il est proposé d'instituer cet abattement à hauteur de 6%.

Pour bénéficier de cet abattement, les magasins et boutiques au sens de l'article 1498 du Code Général des Impôts dont la surface principale est strictement inférieure à 400 m² et qui ne sont pas intégrés à un ensemble commercial doivent respecter le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 à 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'instaurer un abattement de 6 % sur la base d'imposition de la taxe foncière sur les propriétés bâties des magasins et boutiques au sens de l'article 1498 du code général des impôts dont la surface principale est inférieure à 400 mètres carrés et qui ne sont pas intégrés à un ensemble commercial ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

M. Christophe COUR, Mme Véronique DEMON, M. Mustapha MAJDOUL, Mme Véronique PEREZ, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 8 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Rémi ASSIE, Valérie BARTHAS-ORSAL, Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Michaël DELAFOSSE, Audrey LLEDO, Rabii YOUSSEUS

Méthode et durées d'amortissement des immobilisations du Budget Principal de la Ville de Montpellier

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Conformément à l'article 1^{er} du décret n°96-523 du 13 juin 1996 (article R 221-10 du code des communes) pris pour l'application de l'article L 2321-2 du C.G.C.T., qui précise que « *sont tenues d'amortir les communes dont la population est égale ou supérieure à 3 500 habitants* », la Ville de Montpellier a procédé à la mise à jour de ses durées d'amortissement par délibération du 17 juillet 2018.

Suite à la parution d'un nouveau plan de comptes M57 applicable au 1^{er} janvier 2019, il apparaît nécessaire de mettre à jour la délibération du 17 juillet 2018 en rajoutant les nouveaux articles issus de cette nomenclature.

Les autres dispositions restent inchangées.

Ainsi, la Ville de Montpellier amortira ses biens selon les modalités suivantes :

1) L'amortissement linéaire :

L'ensemble des immobilisations corporelles et incorporelles seront amortissables selon la méthode de l'amortissement linéaire.

Il est précisé, d'une part, que l'amortissement est calculé à partir du début de l'exercice suivant la date de mise en service et d'autre part, que tout plan d'amortissement commencé doit être poursuivi jusqu'à son terme, sauf fin d'utilisation du bien (cession, affectation réforme ...). Enfin le plan d'amortissement ne pourra être modifié qu'en cas de changement significatif dans les conditions d'utilisation du bien (cette

modification faisant l'objet d'une délibération).

2) Le seuil d'amortissement en dessous duquel les biens sont amortis en un an est fixé à 2 000€.

Est retenu le seuil de 2000 euros TTC en valeur unitaire pour les biens qui feront l'objet d'un amortissement dérogatoire sur un an.

A l'issue de cette période, la Ville aura également la possibilité de procéder à la sortie comptable des biens de faible valeur sans pour autant que ces derniers soient physiquement réformés, cédés...

3) Les biens amortis et les durées d'amortissement.

Est rappelé que la technique de l'amortissement s'applique obligatoirement à l'ensemble des biens incorporels et corporels (entrant dans le champ d'application de l'amortissement) acquis à compter du 1^{er} janvier 1996.

Sont retenues, pour chaque catégorie d'immobilisation amortissable, les durées figurant sur le tableau ci-après :

| Article | Libellé | Durée |
|---------|---|-------|
| 202 | Frais d'études, d'élaboration, de modifications et de révisions des documents d'urbanisme | 5 |
| 203 | Frais d'études, de recherche et de développement et frais d'insertion | 5 |
| 204 | Biens mobiliers, matériel et études | 5 |
| 204 | Bâtiments et installations | 30 |
| 204 | Projets d'infrastructures d'intérêt national | 40 |
| 204 | Voirie | 30 |
| 204 | Monuments historiques | 30 |
| 2045 | Subv. Equip versées aux tiers (fonds européens) | 5 |
| 2046 | Attributions de compensation d'investissement | 15 |
| 2051 | Logiciels | 5 |
| 208 | Autres immobilisations incorporelles | 5 |
| 2114 | Terrains de gisement | 15 |
| 2121 | Plantations d'arbres et d'arbustes | 20 |
| 2132 | Immeuble de rapport | 30 |
| 2153 | Réseaux divers | 20 |
| 2154 | Voies navigables | 30 |
| 21561 | Matériel roulant incendie | 7 |
| 21568 | Matériel et outillage incendie | 10 |
| 2157 | Matériel et outillage technique | 20 |
| 2158 | Installations et outillages techniques | 20 |
| 21714 | Terrains de gisement | 15 |
| 21721 | Plantations d'arbres et arbustes | 20 |
| 21753 | Réseaux divers | 20 |
| 21754 | Voies navigables | 30 |
| 21757 | Matériel et outillage techniques | 20 |
| 21758 | Autres installations, matériel et outillage techniques | 20 |
| 21782 | Matériel de transport | 7 |
| 21783 | Matériel informatique | 7 |
| 21784 | Matériel de bureau et mobilier | 7 |
| 21785 | Matériel de téléphonie | 7 |
| 21786 | Cheptel | 1 |

Délibération n°V2019-363

| | | |
|-------|---|----|
| 21788 | Autres | 7 |
| 2181 | Installations générales, agencements | 7 |
| 2182 | Matériel de transport | 7 |
| 2183 | Matériel informatique | 7 |
| 2184 | Matériel de bureau et mobilier | 7 |
| 2185 | Matériel de téléphonie | 7 |
| 2186 | Cheptel | 1 |
| 2188 | Autres matériels | 7 |
| 2214 | Terrains de gisement | 15 |
| 2221 | Plantations d'arbres et arbustes | 20 |
| 2253 | Réseaux divers | 20 |
| 2254 | Voies navigables | 30 |
| 2256 | Matériel et outillage d'incendie et de défense civile | 10 |
| 2258 | Autres installations, matériel et outillage techniques | 20 |
| 2281 | Installations générales, agencements et aménagements divers | 7 |
| 2282 | Matériel de transport | 7 |
| 2283 | Matériel informatique | 7 |
| 2284 | Matériel de bureau et mobilier | 7 |
| 2285 | Matériel de téléphonie | 7 |
| 2286 | Cheptel | 1 |
| 2288 | Autres | 7 |
| | Biens inférieurs à 2000 euros | 1 |

La présente délibération annule et remplace les délibérations précédents relatives aux méthodes et durées d'amortissement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'adopter la méthode et les durées d'amortissement proposées,
- D'adopter le principe de la mise en place de ces nouvelles modalités d'amortissement pour les amortissements passés à partir du 1^{er} janvier 2019,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 8 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Rémi ASSIE, Valérie BARTHAS-ORSAL, Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Michaël DELAFOSSE, Audrey LLEDO, Rabii YOUSSEUS

Attribution de subventions dans le cadre de la thématique FINANCES - Exercice 2019

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

| Code | Structure | Type | Montant |
|-------|---|----------------|-----------|
| 756 | AMICALE DES RETRAITES MUNICIPAUX | Fonctionnement | 3 500 € |
| 2866 | COMITE DES OEUVRES SOCIALES ET CULTURELLES PERSONNEL MUNICIPAL / COSC | Fonctionnement | 130 000 € |
| TOTAL | | | 133 500 € |

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 930

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserves de signature de la lettre d'engagement ou de la convention le cas échéant;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant total de 133 500 €;
- D'approuver la lettre d'engagement et la convention types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

Mme Sophia AYACHE, M. Gérard CASTRE, Mme Titina DASYLVA, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Nicole LIZA, Mme Annie YAGUE.

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 8 octobre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention fonctionnement

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Michaël DELAFOSSE, Audrey LLEDO, Rabii YOUSSEUS

Mise à disposition de locaux associatifs Approbation des loyers minorés Autorisation de signer les conventions

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, la Ville de Montpellier souhaite poursuivre son action auprès des acteurs associatifs de la Ville en signant deux conventions de location avec les associations mentionnées dans le tableau ci-dessous, à compter du 1^{er} octobre 2019 jusqu'au 31 décembre 2020.

Au vu de l'intérêt communal attaché à chacune de ces structures, une redevance minorée leur sera proposée. Lesdites redevances minorées constituant des subventions en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous, dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes des associations :

| Association | Adresse des locaux | Valeur locative annuelle | Redevance annuelle | Aide annuelle en nature |
|--|--|--------------------------|--------------------|-------------------------|
| Association de la Fondation Etudiante pour la Ville (AFEV) | 418 rue Louis Michel Bâtiment 17 34000 MONTPELLIER | 8 580 € | 35 € | 8 545 € |

Délibération n°V2019-365

| | | | | |
|--|---|-------|------|-------|
| Amicale Languedoc Roussillon des Insuffisances Respiratoires | 239 rue des Papyrus Rés. Las Rebes, bât 5 34090 MONTPELLIER | 360 € | 35 € | 325 € |
|--|---|-------|------|-------|

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les deux conventions de location jointes en annexe ;
- D'approuver les loyers minorés proposés aux deux associations ci-dessus et de porter au compte administratif de la Ville le montant de ces subventions en nature, soit un total de 8 870 € ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 8 octobre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention AFEV
- Convention ALRIR

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Michaël DELAFOSSE, Audrey LLEDO, Rabii YOUSSEUS

Contrat de location Montpellier Méditerranée Métropole / Ville de Montpellier 19 rue Lallemand - Renouvellement Autorisation de signature

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire des bâtiments situés au 19 rue Lallemand, comprenant un immeuble de deux étages dédiés au département d'Arts Dramatiques du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier et un immeuble d'un étage affecté à des activités en lien avec la vie du quartier.

La Ville de Montpellier est locataire des locaux situés au sein de l'immeuble d'un étage depuis le 1^{er} octobre 2003, dans lesquels est logée une association de quartier, « Les Amoureux de Candolle ».

La précédente convention de location étant arrivée à échéance, il est proposé de la renouveler à compter de cette date pour une durée d'un an à compter de sa signature, renouvelable trois fois par reconduction expresse, moyennant un loyer annuel de 8 621 euros hors charges, indexé proportionnellement à l'indice du coût de la construction.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, afin d'y accueillir une association de quartier pour qu'elle y exerce son activité moyennant un loyer annuel hors

- charges de 8 621 euros ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 930 ;
 - d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer cette convention et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 8 octobre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Conv Lallemand 3M 2019.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Michaël DELAFOSSE, Audrey LLEDO, Rabii YOUSSEUS

Conventions ACM / Ville 211 rue Hébert / 55 cours Libéral Bruant Autorisations de signature

Monsieur le Premier Adjoint, Max LEVITA, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de soutien au tissu associatif, la Ville de Montpellier met des locaux à disposition des associations Montpelliéraines.

L'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole – ACM, propose ainsi de louer à la Ville de Montpellier des locaux situés au 211 rue Hébert (UG 23036) moyennant un loyer annuel de 3 614,40 € HT, charges en sus, que la Ville mettra à disposition d'une association.

Par ailleurs, ACM avait mis à disposition de la Ville de Montpellier des locaux situés 55 cours Libéral Bruant par contrat de location du 2 juin 2012, à titre gratuit, aux fins d'y accueillir une salle de psychomotricité rattachée à l'école Pape Carpentier.

La Ville de Montpellier ayant réalisé courant 2019, des travaux d'extension au sein de l'école Pape Carpentier, ces locaux ont été libérés.

La Ville a informé ACM de sa décision de substituer à l'école, une association intervenant également dans le domaine de l'enfance, à compter du 1^{er} septembre 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la signature de la convention de location concernant le local 211 rue Hébert jointe en annexe ;
- de prendre acte de l'utilisation des locaux 55 cours Libéral Bruant par une association intervenant dans le domaine de l'enfance,
- de dire que les dépenses seront imputées sur le budget de la Ville, chapitre 930, CRB V 14200 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Rémi ASSIE, Mme Sophia AYACHE, M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Chantal LEVY-RAMEAU, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 8 octobre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Contrat AcM-Ville 211 rue Hébert

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
vendredi 27 septembre 2019**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Michaël DELAFOSSE, Audrey LLEDO

**Aqueduc Saint Clément
Convention d'autorisation d'entretien des parcelles appartenant à la Ville de
Montpellier sur le territoire de Saint Clément de Rivière afin de réaliser un
cheminement piétonnier
Autorisation de signer la convention**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'aqueduc Saint Clément a été conçu pour conduire les eaux des sources de Saint Clément de Rivière vers Montpellier. Quatorze kilomètres de canalisations sillonnent le tracé de cet ouvrage de Saint Clément de Rivière à Montpellier.

Sur toute sa longueur, l'aqueduc appartient à la Ville de Montpellier et comporte une servitude de passage de 1,50 m de part et d'autre de l'ouvrage.

La Ville de Saint Clément de Rivière propose d'intervenir sur les parcelles situées sur son territoire appartenant à la Ville de Montpellier, afin d'y réaliser un cheminement piétonnier.

Il convient donc d'autoriser la signature d'une convention ayant pour objet de définir les conditions dans lesquelles ces parcelles seront mises à disposition de la commune de Saint Clément de Rivière.

En conséquence il est proposé au Conseil municipal :

- de passer avec la commune de Saint Clément de Rivière une convention de mise à disposition des parcelles situées sur son territoire appartenant à la Ville de Montpellier et suivant le parcours de l'ouvrage afin de réaliser un cheminement piétonnier ;
- de dire que cette mise à disposition est consentie à titre gracieux pour une période de 3 ans à compter de la date de signature de la convention jointe en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Maire son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 8 octobre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Michaël DELAFOSSE, Audrey LLEDO

Convention de prestations de services réciproques de la Commune de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole pour la gestion du parc automobile - Avenant n°1

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération n° V2018/459 approuvée en Conseil municipal du 28 novembre 2018, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont conclu, pour une durée maximum de trois ans, une convention de prestation de services réciproques, permettant aux deux Collectivités d'intervenir de façon efficiente dans la gestion réciproque de leurs parcs de véhicules respectifs, notamment sur le plan de la maintenance qui est en grande partie effectuée au sein des ateliers du Centre Technique de Garosud.

Cette convention prévoyait notamment, à l'article 6, point b.2, que la Ville de Montpellier supporte les charges de fonctionnement inhérentes à la maintenance de la totalité du parc de véhicules de Montpellier Méditerranée Métropole, avec une refacturation de la Ville vers Montpellier Méditerranée Métropole ; dans l'attente d'une mutualisation complète du parc auto, il est proposé de réduire le périmètre d'intervention de la Ville sur les véhicules de la Métropole issus du pôle PEPs, ceci afin de permettre aux deux entités d'harmoniser leur fonctionnement de façon optimale.

Les autres dispositions restent inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser la signature de l'avenant n° 1 à la convention, ainsi que tous documents afférents ;
- De dire que les crédits seront inscrits au budget de la Ville de Montpellier, tous chapitre ;
- D'autoriser Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 8 octobre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- "Projet avenant

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Michaël DELAFOSSE, Audrey LLEDO

Mise en œuvre d'un groupement de commande entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour la maintenance et les contrôles réglementaires des véhicules et engins

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Afin de rationaliser leurs achats et de réaliser des économies d'échelle, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont décidé de constituer un groupement de commandes pour l'entretien et les contrôles réglementaires de leurs véhicules et engins techniques.

Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur du groupement. La Métropole sera notamment chargée d'organiser, de convoquer et de gérer la Commission d'Appel d'Offres. Chaque membre du groupement s'assurant de l'exécution du marché pour ce qui le concerne.

La procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un appel d'offres ouvert pour la conclusion de deux accords cadre à bons de commandes, l'un pour l'entretien des véhicules et engins techniques de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier, l'autre pour les contrôles réglementaires des véhicules et engins techniques de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier, pour une période initiale d'exécution d'un an reconductible tacitement 3 fois une année.

Délibération n°V2019-370**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes, laquelle prévoit notamment que le coordonnateur sera chargé de la signature des marchés à intervenir au nom et pour le compte de l'ensemble des membres du groupement ;
- D'autoriser le prélèvement des dépenses correspondantes de la Ville de Montpellier sur les budgets de fonctionnement et investissement de la Ville, tous chapitres ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 8 octobre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention gpt Entretien de véhicules 2019.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Michaël DELAFOSSE, Audrey LLEDO

Approbation de l'acte constitutif du groupement de commandes pour l'achat de véhicules électriques, hybrides, hybrides rechargeables

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Hérault Energies déploie, depuis 2016, sur tout le territoire de l'Hérault, un réseau public pour la recharge des véhicules électriques et hybrides rechargeables.

Dans ce contexte, le syndicat organise régulièrement et coordonne un groupement de commandes pour l'achat de véhicules électriques, hybrides, hybrides rechargeables.

Dans le cadre de la loi de Transition Énergétique qui impose 20% d'achat de véhicules à faible taux d'émission de CO₂, il est dans l'intérêt de la Ville de Montpellier d'adhérer à un groupement de commandes pour l'achat de véhicules électriques, hybrides, hybrides rechargeables pour ses besoins propres.

Le Syndicat Hérault Energies entend assurer le rôle de coordonnateur de ce groupement pour le compte de ses adhérents.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'acte constitutif, approuvé par le comité syndical d'Hérault Energies, du groupement de commandes pour l'achat de véhicules électriques, hybrides, hybrides rechargeables,
- D'autoriser le Président d'Hérault Energies, en sa qualité de coordonnateur, à signer et notifier les accords-cadres ou marchés dont la commune sera partie prenante,

Délibération n°V2019-371

- D'autoriser la participation financière de la Ville de Montpellier, établie conformément à l'article 6 de l'acte constitutif,
- De dire que les dépenses seront inscrites au budget de la Ville de la Montpellier, tous chapitres,
- D'autoriser Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

Mme Titina DASYLVA, Mme Stéphanie JANNIN, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Chantal LEVY-RAMEAU, Mme Patricia MIRALLES.

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 8 octobre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet acte constitutif

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, **Philippe SAUREL**.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALLIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Michaël DELAFOSSE, Audrey LLEDO

Convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la réalisation de l'installation d'une chaufferie bois-énergie au Groupe Scolaire Blaise Pascal

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier souhaite développer l'usage des énergies renouvelables sur son propre patrimoine.

Hérault Energies, le département de l'Hérault et l'ADEME ont signé en 2016 un contrat territorial d'objectifs de développement des énergies renouvelables thermiques baptisé "HERable".

La Ville de Montpellier sollicite Hérault Energies pour la rénovation de la chaufferie du Groupe Scolaire Blaise Pascal avec passage au bois énergie en 2020.

Hérault Energies, dans le cadre de ses compétences, assurera pour le compte de la Ville de Montpellier, la maîtrise d'ouvrage déléguée de la réalisation de l'opération.

Selon le plan prévisionnel, le montant total de l'opération est de 175 000 € HT, soit 210 000 € TTC ; le montant des subventions est de 106 080 € et le reste à payer pour la Ville de 103 920 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée et le plan de financement,
- De dire que les crédits seront inscrits au chapitre 902,
- D'autoriser Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier, ou son représentant, à signer la convention ainsi

que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

Mme Titina DASYLVA, Mme Stéphanie JANNIN, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Chantal LEVY-RAMEAU, Mme Patricia MIRALLES.

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 8 octobre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention HE-Montpellier

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Michaël DELAFOSSE, Audrey LLEDO

Organismes extérieurs - Désignation des représentants de la Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

A la suite de la création de nouveaux groupes scolaires, de l'élection de nouveaux adjoints et de modifications des délégations des élus municipaux, il est proposé au Conseil municipal d'actualiser la liste des représentants au sein d'un certain nombre d'instances internes et externes à la Ville.

- Ecole primaire Jeanne Moreau ;
- Ecole primaire Benoîte Groult ;
- Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) ;
- Centre Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) ;
- Commission municipale n°2 (Affaires générales) ;
- Lycée Georges Frêche ;

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider à l'unanimité de ne pas procéder à ces désignations par un vote à bulletin secret mais par un vote à main levée conformément aux dispositions de l'article L2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- de procéder à la désignation des représentants de la Ville au sein de ces instances et les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- d'autoriser Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire propose les candidatures suivantes :

- Ecole primaire Jeanne Moreau (nouveau groupe scolaire) : Guy BARRAL
- Ecole primaire Benoîte Groult (nouveau groupe scolaire) : Sonia KERANGUEVEN
- Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) (en remplacement de Rémi ASSIE) : Henri MAILLET
- Centre Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) (en remplacement de Rémi ASSIE) : Gérard CASTRE
- Commission municipale n°2 (Affaires générales) (en remplacement de Rémi ASSIE) : Robert COTTE
- Lycée Georges Frêche (en remplacement de Rémi ASSIE) : Robert COTTE

Ont été élus :

- Ecole primaire Jeanne Moreau (nouveau groupe scolaire) : Guy BARRAL
- Ecole primaire Benoîte Groult (nouveau groupe scolaire) : Sonia KERANGUEVEN
- Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) (en remplacement de Rémi ASSIE) : Henri MAILLET
- Centre Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) (en remplacement de Rémi ASSIE) : Gérard CASTRE
- Commission municipale n°2 (Affaires générales) (en remplacement de Rémi ASSIE) : Robert COTTE
- Lycée Georges Frêche (en remplacement de Rémi ASSIE) : Robert COTTE

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 8 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Michaël DELAFOSSE, Audrey LLEDO

Administration générale, affaires juridiques, contentieux- Protocole transactionnel avec la société Saônoise de mobiliers - Autorisation de signature

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par décision n°2016/366 du 18 novembre 2016, la Ville de Montpellier a conclu avec la société Delagrave SAS un marché n°6D007 en vue de l'achat de mobilier scolaire (lot 1 – achat de mobilier scolaire pour les classes de maternelles, lot 2 – achat de mobilier pour les classes élémentaires, lot 4 – achat de mobilier de restauration)

Ledit marché s'est vu prolongé par avenant jusqu'au 09 juin 2019.

Jusqu'à cette date la Ville de Montpellier a commandé auprès de la Delagrave SAS un certain nombre de mobiliers destinés à permettre l'ouverture des écoles Benoite Groult et Pape Carpentier à la rentrée 2019 en accueillant les enfants dans les meilleures conditions.

Les commandes opérées auprès de la société Delagrave SAS sur le marché n° 6D007 ont été exécutées par l'entreprise Saônoise de Mobiliers laquelle a procédé aux facturations correspondantes.

C'est à cette occasion que la Ville de Montpellier a été informée de la substitution de la société Saônoise de Mobiliers à la société Delagrave en application d'une convention conclue entre les deux sociétés le 16 juillet avec effet rétroactif au 03 mai 2019, convention validée par un jugement du tribunal de commerce de Meaux en date du 21 juin 2019 aux termes duquel s'est vu arrêté un plan de cession partielle des actifs relatifs au mobilier scolaire entre les deux sociétés.

La Ville de Montpellier n'ayant été informée que tardivement de cette substitution, aucun avenant de transfert du marché n°6D007 n'a pu être mis en place avant l'expiration dudit marché de telle sorte qu'aucune base contractuelle ne permet aujourd'hui le paiement direct de la Saônoise de Mobiliers pour des prestations dont la Ville a pourtant bénéficiée.

Il convient cependant aujourd'hui d'honorer les commandes passées auprès de la société Delagrave et exécutées par la société Saônoise de Mobiliers laquelle s'y est substituée.

Afin de permettre le paiement des factures de cette dernière et d'anticiper tout litige à naître relatif à cette situation il est donc proposé la conclusion d'un protocole transactionnel.

Ce protocole :

- Constate le service exécuté par la société Saônoise de Mobiliers en substitution de la société Delagrave sur la base du marché n° 6D007
- Arrête le montant des sommes dues à ce titre à la société Saônoise de Mobiliers, à savoir 313 070,95 € TTC
- Autorise le paiement desdites sommes à la société Saônoise de Mobilier

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes du protocole transactionnel à conclure avec la société Saônoise de Mobiliers tel que joint en annexe à la présente délibération.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou toute personne ayant délégation à cet effet à signer ledit protocole transactionnel.
- D'autoriser le paiement des sommes prévues sur ce protocole sur le budget de la Ville, nature : 21841 fonctions : 211 et 212.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 8 octobre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :
- Protocole transactionnel

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Michaël DELAFOSSE, Audrey LLEDO

Société Anonyme d'Économie Mixte Locale SOMIMON - Rapport annuel de l'administrateur 2018

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération n° V2019-241 du Conseil municipal de la Ville de Montpellier en date du 12 juin 2019, la Ville de Montpellier a désigné Maud BODKIN pour la représenter aux Assemblées Générales et Conseils d'Administration de la SOMIMON.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés Anonymes d'Economie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Madame BODKIN présente le compte rendu des activités de la société SOMIMON au cours de l'exercice 2018.

La SOMIMON réalise l'exploitation du Marché d'Intérêt National (MIN) de Montpellier dans le cadre d'une délégation de service public avec la Métropole. La zone de chalandise s'étend de Béziers à Montpellier jusqu'à Nîmes et Millau. La société assure ainsi la mise sur le marché et la distribution des produits alimentaires de grande consommation sur une zone en plein essor démographique.

Au 31 décembre 2018, le capital social de 240 000 € de la SAEML SOMIMON est inchangé. La Ville de Montpellier détient toujours 8% des parts.

Toutefois, par délibération en date du 17 décembre 2018, Montpellier Méditerranée Métropole s'est portée acquéreur de l'intégralité des 1 200 actions détenues par le Département de l'Hérault, dans le cadre de

Délibération n°V2019-375

l'application de la Loi NOTRé. Montpellier Méditerranée Métropole détient désormais 50% des parts (anciennement 42%). Les parts sociales des actionnaires privés restent inchangées à hauteur de 42%.

La répartition des sièges au Conseil d'Administration de la société a été ainsi modifiée en conséquence, avec le retrait du siège du Département et l'entrée en fonction de M. Pascal KRZYZANSKI comme nouveau représentant de Montpellier Méditerranée Métropole. La Métropole de Montpellier détient désormais 5 sièges sur 10, dont le poste de Présidence en la personne de Marie-Hélène SANTARELLI depuis le 28 décembre 2017. La Ville de Montpellier détient toujours un siège au Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration de la société s'est réuni le 16 février, le 24 mai, le 25 septembre et le 20 décembre 2018 ; l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires approuvant les comptes de l'exercice 2017 s'est tenue le 21 juin 2018 et celle approuvant les comptes 2018 s'est tenue le 29 juin 2019.

L'effectif de la société était de 17 agents au 31 décembre 2018, dont le Directeur Général Monsieur Olivier LAURO, en tant que personnel mis à disposition par la SCET.

En 2018, la société poursuit sa politique de développement de services en adoptant une stratégie fondée sur les nouveaux modes de consommation, la dynamique agro-écologique et la logistique urbaine de proximité, créatrices d'emplois sur le territoire.

La SOMIMON a constitué en 2018 un groupement d'employeurs permettant de mutualiser des emplois en mettant à disposition des salariés dans les entreprises adhérentes au projet, notamment les caristes, chauffeur livreur, secrétaires, préparateur de commandes, agent d'entretien, ingénieur agro-alimentaire, etc. Le groupement permettra de recruter des profils compétents, de répondre au turn-over et de fidéliser les emplois saisonniers. L'action de la SOMIMON contribue à valoriser les productions locales et créer/maintenir des emplois sur le territoire.

Le MIN développe son activité autour des filières suivantes : la filière agroalimentaire qui comprend la filière « fruits et légumes » (représentant une activité essentielle pour la société et confortant son attractivité à travers les enjeux développés en termes de proximité, qualité, fraîcheur et diversité des produits proposés) et la filière « autres produits alimentaires » (intégrant les viandes, volailles, condiments, produits secs..), puis l'activité horticole, et enfin l'activité de « plate-forme frigorifique » (résidant dans la mise à disposition de chambres dédiées, à température dirigée).

La SOMIMON dynamise le carreau des producteurs :

- en organisant un carreau mensuel des produits transformés en partenariat avec les Centres d'Initiatives pour valoriser l'Agriculture et le Milieu rural (CIVAM) et la Chambre d'Agriculture,
- en communiquant sur son catalogue produit « Cueilli ce matin, disponible cet après-midi ».

Le pôle de transformation continue de se développer avec plusieurs agrandissements et l'arrivée de nouveaux acteurs (ONODJE, découpe d'ananas).

Au niveau des concessionnaires implantés au sein du MIN, on dénombre pour 2018, 21 présents sur le site et 11 agrandissements. 13 nouveaux opérateurs se sont installés.

Des travaux ont été autorisés par la Métropole dans le cadre de l'avenant n°10 de la délégation de service public en date du 26 décembre 2017 pour 1 769 K€ sur la période 2017-2021. Ils concernent :

- la vente physique (carreau des producteurs, pôle alimentaire, pôle horticole),
- la vente avec livraison (bâtiment logistique, « drive » acheteurs, pôle horticole, ateliers de transformation, stockage matières premières, produits semi-finis et produits finis, mise aux normes)
- l'informatisation (gestion de la plate-forme logistique, contrôle d'accès, catalogue produits),
- les utilitaires (benne à ordures ménagères, engins de manutentions).

A fin 2018 les travaux ont été réalisés pour 447 K€ (pôle transformation et fermeture carreau producteur), permettant ainsi de renforcer l'attractivité du MIN avec l'enrichissement des synergies sur les métiers cœur d'activité.

En 2018, le MIN s'est inscrit dans la démarche initiée par la Métropole dans le cadre de sa politique agroalimentaire, au cours notamment d'un séminaire « Agroécologie et Alimentation Durable », réunissant l'ensemble des acteurs de l'agroécologie, (associations, incubateurs entreprises innovantes, gérants ...). Ce projet a permis de préciser les événements organisés par la Métropole et les actions engagées dans le cadre de l'année 2017-2018 de l'Agroécologie et de l'Alimentation Durable.

Le MIN a ainsi également participé à la plateforme web collaborative réalisée par la Métropole, mettant en exergue une cartographie des points de vente de produits locaux référencés ; cette plateforme a permis notamment la création du guide de référence "Bon & Local".

Les éléments financiers au 31 décembre 2018 s'inscrivent dans la politique d'accompagnement ambitieuse de la SOMIMON, avec le maintien d'une participation aux investissements des opérateurs; par ailleurs, la SOMIMON réalise la poursuite d'études en lien notamment avec le schéma directeur de la Métropole, la logistique urbaine et les économies d'énergie.

Le chiffre d'affaires hors taxes de l'exercice s'établit à 2 963 K€ en légère hausse par rapport à 2017 (soit + 26 K€, soit + 1 %), dont 1 362 K€ pour la filière agroalimentaire, en forte progression (+ 82 K€ soit + 6%) et 579 K€ pour la plateforme entreposage, en baisse de -8 K€ soit -1%, qui représente 20% du chiffre d'affaires.

La part de la filière agroalimentaire progresse avec 46% de parts, en phase avec le souhait de privilégier les entreprises agroalimentaires créatrices d'emplois.

Les produits totaux représentent 3 280 K€ (en hausse de +54 K€, 1,68%) pour un total de charges de 3 275 K€ (soit + 60 K€), le résultat net de l'exercice s'élève ainsi à 4 K€. Les capitaux propres de la société s'élèvent désormais à 1 099 K€.

Parmi les éléments notables et les perspectives de développement, il convient de noter que par délibération du 25 janvier 2018, Montpellier Méditerranée Métropole, en tant que pilote, a approuvé la conduite d'une étude portant sur le Schéma Directeur du MIN « vers un Pôle Alimentation Méditerranéenne Durable ». Cette étude cofinancée par la Métropole, la Caisse des Dépôts et Consignations et l'Etat au titre du FNADT s'achèvera fin 2019. Cette étude a pour objectif de définir les missions et l'organisation du MIN dans les années à venir afin de répondre aux enjeux de la politique agro écologique et alimentaire de la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SAEML SOMIMON pour l'exercice 2018,
- d'autoriser Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 6 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 8 octobre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- RAA SOMIMON 2018.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Michaël DELAFOSSE, Audrey LLEDO

Société d'Economie Mixte Locale - Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Rapport annuel de l'administrateur - Approbation

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par décision du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier en date du 29 avril 2014, la Ville de Montpellier, a désigné Monsieur Max LEVITA pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la SAEML Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM).

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés Anonymes d'Economie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Monsieur Max LEVITA présente le compte rendu des activités de la SERM au cours de l'exercice 2018.

Le capital social de la SERM reste inchangé au 31 décembre 2018. En revanche, Montpellier Méditerranée Métropole a acheté les parts sociales du département de l'Hérault soit 1,12% du capital social. Montpellier Méditerranée Métropole détient désormais 28,73% des actions. A ce titre elle récupère 1 siège et occupe désormais 4 sièges sur 13 au Conseil d'Administration de la société.

La société reste présidée par la Ville de Montpellier en la personne de Max LEVITA. La Ville de Montpellier détient en effet 41,38% du capital et occupe 5 sièges sur 13 au Conseil d'Administration de la société. A ses côtés, la commune de Palavas détient 0,48% et les actionnaires privés 29,41% des actions.

Le Conseil d'Administration s'est réuni trois fois en 2018 : les 27 mars, 31 mai, et 12 décembre. L'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes 2017 s'est tenue le 28 juin 2018, l'Assemblée Générale Mixte statuant sur les comptes 2018 s'est tenue le 28 juin 2019 et l'Assemblée Générale Extraordinaire modifiant l'objet social de la société s'est tenue le 28 mai 2019, et qui lui permettra

notamment d'exercer l'activité de promotion immobilière.

La SERM s'est principalement attachée à poursuivre ses activités d'aménagement, de rénovation urbaine, de restauration immobilière, de construction et d'exploitation et de gestion à caractère industriel et commercial dans le département de l'Hérault. Ces activités participent à l'organisation ou au développement de la vie économique et sociale.

Au 31 décembre 2018, l'effectif de la société est de 79,6 ETP, dont le Directeur Général, Monsieur Christophe Perez nommé le 18 septembre 2014.

En 2018, le résultat net global à la clôture de l'exercice (après IS et épargne salariale) atteint 1 270 K€ en hausse de 602 K€ soit 90%, pour un ensemble de capitaux propres de 31 531 K€ et un total bilan de 255 708 K€.

Le chiffre d'affaires total de l'exercice 2018 atteint 67 452 K€ contre 66 054 K€ en 2017, soit une hausse de +2%.

L'activité fonctionnement / aménagement de la SERM a engendré une perte nette de -74 K€, contre - 899 K€ en 2017, soit une amélioration de +825 K€ s'expliquant notamment par la hausse du chiffre d'affaires de 320 K€ par rapport à l'exercice précédent.

Au niveau du département Energie, dans le cadre duquel la SERM exerce toujours l'activité de RMCF (Réseau Montpelliérain de Chaleur et de froid) en DSP avec Montpellier Méditerranée Métropole, on note un bénéfice net de 1 343 K€, contre 1 568 K€ en 2017, soit une variation de -225 K€. La diminution s'explique principalement par la baisse de 50% des droits de raccordement qui s'établissent à 860 K€ en 2018.

Les dépenses d'investissement de l'exercice s'élèvent à 42,7 M€ contre 47,2 M€ en 2017, les acquisitions 2018 ayant été moindres. L'année 2018 a été marquée par la réalisation de travaux importants sur :

- Les opérations communales dont :
 - Roque Fraisse (sur la commune de Saint Jean de Vedas): 5 M€ (comprenant 3 M€ de travaux pour le groupe scolaire),
 - ZAC Cantausse (sur la commune de Saint Brès) : 2,7 M€,
- Les opérations à dominante logement comme Parc Marianne (3,5 M€), Nouveau Saint Roch (2,9 M€), Rive Gauche (2,5 M€) ou Ovalie (2,3 M€),
- Les opérations de Renouvellement Urbain : Petit Bard (1,1 M€) et Grand Cœur (0,7 M€),
- Les opérations à dominante économique comme Eureka (1,8 M€).

Le niveau d'activité réalisé sur les opérations d'aménagement en 2018 (quasi exclusivement des concessions) s'établit à 42,7 M€, soit une baisse de 4,6 M€ par rapport à 2017.

Les cessions privées (hors recettes locatives) 2018 s'élèvent à 34,3 M€ HT contre 35,7 M€ en 2017.

L'année 2018 se caractérise également par la poursuite du désendettement (passant de près de 86 M€ à 78,7 M€).

La SERM a notamment effectué divers travaux pour le compte d'autres entités les opérations suivantes :

- Des mandats d'études pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole (Usine de Méthanisation – Amétyst), et de la commune de Castelnau-le-Lez (EHPAD Les Muriers),
- Des concessions d'aménagement pour le compte de :
 - o Montpellier Méditerranée Métropole (ZAC Parc 2000 Extension, Concession Eureka, Lotissement Jean Mermoz, ZAC Parc Eureka, ZAC Quartier Eureka Extension, ZAC Odysséum, ZAC Garosud – Garosud Extension, ZAC Cannabe Cournonterral, Lotissement

Délibération n°V2019-376

- Charles Martel, Charles Martel Extension, ZAC Euromédecine II, ZAC et Lotissement Dassault, ZAC Dassault Extension, Restructuration du secteur Frigoulet),*
- o La Ville de Montpellier (*ZAC Port Marianne Rive Gauche, ZAC Port Marianne – Jacques Cœur, ZAC Port Marianne – Parc Marianne, ZAC Port Marianne – Consuls de Mer, ZAC Port Marianne – Richter, ZAC Port Marianne – Les Jardins de la Lironde, ZAC Malbosc, Opération Grand Cœur, ZAC Ovalie, ZAC Nouveau Saint Roch, ZAC des Grisettes, ZAC Blaise Pascal, PRU Cévennes Petit Bard*),
 - o La commune de Saint-Jean-de-Védas (*ZAC Roque Fraisse*),
 - o La commune de Prades-Le-Lez (*ZAC Prata Horizons*),
 - o La commune de Saint Brès (*ZAC Cantausssel*).
- De l'immobilier d'entreprises (*VEAS Parc 2000, Hôtel d'Entreprise du Millénaire, Atelier Relais du Millénaire, CAP Gamma-Biopôle Euromédecine, CAP Delta-Biopôle Euromédecine, CAP Sigma-Biopôle Euromédecine, VEAS Hannibal*),
 - Et des opérations en groupement (*CHU de Montpellier Nouvelle Centrale de Secours*).

La SERM détient aussi toujours en 2018 des participations à hauteur de 36,11% dans la SAS Energie Sud, 100% de la SAS Seaman (en liquidation depuis la fin d'attribution de la DSP Aquarium avec la Métropole), 1,67% de la SAEML Montpellier Events et 1,50% de la SAS Mutoxia. De plus, par le biais de sa filiale, la SAS Energie Sud, la SAEML SERM détient des participations dans la SAS Hélioam et la SAS Société Photovoltaïque Montpellier Méditerranée (SPMM).

Dans le cadre des perspectives d'avenir sur 2019, il convient de noter la création de la SAS Patrimoniale SERM.ID – L'immobilier Durable dont l'objet principal est d'acquérir des ensembles immobiliers à usager de bureaux, d'activités, de production, de stockage ou de commerces, neufs ou restructurés destinés à être donnés à bail et à titre subsidiaire, du logement. La SAS sera détenue par la SERM à 51%, La Caisse des Dépôts et Consignations à 20% et la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon à 29% (ou une de ses filiales). La présidente de la nouvelle société sera la SAEML SERM. Cette nouvelle société sera présidée par la SERM.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SAEML SERM pour l'exercice 2018 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 6 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 8 octobre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :
- SERM_RAA_2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Michaël DELAFOSSE, Audrey LLEDO

Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole SA3M - Rapport annuel de l'administrateur - Approbation

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération n° 2014/508 du Conseil en date du 06 novembre 2014, la Ville de Montpellier a désigné Monsieur Patrick RIVAS pour la représenter au Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de la Société Publique Locale (SPL) de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M).

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales relatives aux Sociétés d'Economie Mixte Locales, et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Monsieur Patrick RIVAS présente le compte rendu des activités concernant l'exercice 2018 de la SPL SA3M.

Le capital social de la SPL SA3M de 1 770 000 € reste inchangé au 31 décembre 2018. La Ville de Montpellier détient 22.60% des actions, aux côtés de Montpellier Méditerranée Métropole (50,79%), de la Région Occitanie (10,06%), des communes de Lattes (1,69%), de Castelnau-le-Lez (1,13%), des communes de Baillargues, Castries, Clapiers, Courmonterral, Grabels, Jacou, Juvignac, Le Cres, Pérols, Saint Jean de Védas, Saint Georges d'Orques, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone (0,85%), et des communes de Cournonsec, Lavérune, Prades-le-Lez et Sussargues (0,68%).

A ce titre, la Ville de Montpellier occupe 4 sièges sur 18 au Conseil d'Administration de la SPL SA3M. Le Conseil d'Administration s'est réuni trois fois en 2018: les 29 mars 2018, 29 mai 2018 et 12 décembre 2018.

Délibération n°V2019-377

L'Assemblée générale Ordinaire statuant sur les comptes 2017 s'est tenue le 26 juin 2018, l'assemblée générale Ordinaire statuant sur les comptes 2018 s'est tenue le 28 juin 2019.

Au 31 décembre 2018, l'effectif de la société est de 7,5 ETP, dont le Directeur Général, Monsieur Christophe Perez nommé le 18 septembre 2014.

La SPL SA3M s'est attachée à poursuivre ses activités d'aménagement pour le compte de ses actionnaires en 2018.

« La SPL SA3M a pour objet, exclusivement pour le compte des collectivités territoriales ou de leurs groupements actionnaires, et sur leur territoire géographique, d'apporter une offre globale de services de qualité en termes :

- d'aménagement,
- d'urbanisme et d'environnement,
- de développement économique, touristique et de loisirs.

Dans ces domaines, la SPL SA3M peut:

- assurer des missions d'information, de promotion et d'animation, de recherche et de formation,
- réaliser des opérations d'aménagement au sens de l'article L 300-1 du Code de l'urbanisme,
- réaliser des opérations de construction, de rénovation d'équipements de tout immeuble, local ou ouvrage,
- assurer l'exploitation et l'entretien d'ouvrages et équipements,
- étudier et réaliser des équipements publics.

Et, plus généralement, la SPL SA3M peut accomplir toutes les opérations financières, commerciales, industrielles, civiles, immobilières ou mobilières, présentant un intérêt général pour les actionnaires, qui peuvent se rattacher directement ou indirectement à l'objet social. »

Le résultat net 2018 (après IS et épargne salariale) s'élève à 756 K€, contre un résultat 2017 de 942 K€.

Ce résultat permet de consolider les capitaux propres de la SA3M, dont le capital social était déjà entièrement reconstitué à fin 2016. Les capitaux propres s'élèvent en 2018 à 3 972 K€.

Le chiffre d'affaires total de l'exercice 2018 atteint 33,65 M€ (contre 21,1 M€ en 2017), soit une progression de + 60 %. Au cours de l'année 2018, la société s'est vue confier 11 nouvelles opérations (mandats).

Le chiffre d'opérations, représentant les dépenses d'investissement de l'exercice, termine à 75,7 M€ TTC en 2018 (dont 23,5 M€ HT d'acquisitions) contre 39,2 M€ TTC en 2017.

L'année 2018 a en effet été marquée par un niveau important d'acquisitions, (même si certains reports ont été constatés sur Restanque, et Odysseum Est); les acquisitions ont été les suivantes :

- Pompignane (9,9 M€ contre 1,9 M€ au budget),
- ODE à la Mer (4 M€ contre 1,8 M€ prévus)
- Coteau (3 M€ premier acompte d'une acquisition globale de 12,2 M€)
- Nouveau Grand Cœur (2,6 M€)
- République (1,2M€), Cambacérès (1,2M€), Consuls (0,9M€) et EAI (0,5 M€).

Les principales dépenses ont été réalisées sur les opérations suivantes :

- En concessions :
 - o Groupe scolaire de l'EAI (3,9 M€)
 - o Cambacérès (3,2 M€)
 - o Opération Beausoleil au sein de la concession Nouveau Grand Cœur (3 M€),
 - o ODE à la Mer (2,7 M€)
 - o Aménagement de l'EAI (1,9 M€)
 - o Concession communale ZAC Castelet à Clapiers (1,2 M€)
- En mandats :
 - o Les Halles Laissac (4,6 M€),
 - o Le Conservatoire de Rayonnement Régional (3,2 M€)

Délibération n°V2019-377

L'activité aménagement de la SPL SA3M a engendré un excédent d'exploitation de l'ordre de 1,6 M€ avec une hausse de + 160 K€ par rapport à 2017.

Pour l'année 2019, les prévisions budgétaires prévoient un chiffre opérations de 117,9 M€ dont près de 52 % en concessions d'aménagement.

Trois mandats pèsent pour 25% du chiffre d'opérations :

- Demeter II,
- Conservatoire à Rayonnement Régional,
- Centre d'Art Contemporain MOCO

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SPL SA3M pour l'exercice 2018 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 6 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 8 octobre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- RAA 2018 SA3M

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clère HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Michaël DELAFOSSE, Audrey LLEDO

Société Anonyme d'Économie Mixte Locale TaM - Rapport Annuel de l'Administrateur - Approbation

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération n° 2016-32 du Conseil municipal en date du 28 janvier 2016, la Ville de Montpellier a désigné Madame Mylène CHARDES pour la représenter au Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de TaM.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés Anonymes d'Economie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Madame Mylène CHARDES, administratrice de TaM, présente le compte rendu des activités 2018 de la société TaM.

Aucune modification du capital social à 4 286 K€, n'est intervenue en 2018. La répartition du capital social, modifiée en 2016 dans le cadre du transfert de la compétence voirie et stationnement de la ville de Montpellier vers la Métropole, reste inchangé. La ville de Montpellier détient toujours 9,11% du capital de TaM et est représentée par une administratrice au Conseil d'Administration ; aux cotés de Montpellier Méditerranée Métropole (46,02%) et des actionnaires privés (44,88%).

Le Conseil d'Administration s'est réuni les 22 mai, 29 juin et 26 octobre 2018. L'Assemblée Générale Ordinaire approuvant les comptes de l'exercice 2017 s'est tenue le 29 juin 2018, celle approuvant les comptes 2018 s'est tenue le 24 juin 2019. L'Assemblée Générale Ordinaire du 29 juin 2018 a renouvelé pour 6 ans les mandats d'administrateur de la CCI et de la CELR et a désigné le cabinet AXIOME comme co-commissaire aux comptes (consolidation).

Délibération n°V2019-378

Une Assemblée Générale Extraordinaire s'est tenue le 29 juin 2018 pour une mise à jour des statuts (création d'un poste d'administrateur salarié et extension de l'objet social à l'activité CFA).

En 2018, la société TaM s'est attachée à poursuivre et développer ses activités telles que l'extension du réseau de transports en commun, la gestion des horodateurs sur voirie, le stationnement en ouvrages ainsi que les activités en mandats (pour la construction des lignes de tramway).

L'exercice 2018 est le 1^{er} exercice où le groupe a arrêté des comptes consolidés. L'année 2018 a été marquée par le démarrage de la DSP Stationnement sur voirie avec la mise en place de la dépenalisation du stationnement, ainsi que le démarrage en juillet 2018 de la nouvelle DSP Transport publics urbains.

L'effectif moyen de la SAEML TaM au 31 décembre 2018 s'établit à 1 099 et l'effectif moyen du groupe à 1 119.

La SAEML TaM exerce plusieurs activités en propre (gestion des transports urbains, des stationnements en ouvrages, de mandats, ainsi qu'un CFA depuis juin 2018) et possède deux SASU filiales : Saint Roch Stationnement (gestion du parking St Roch) créée en avril 2015 et TaM Voirie (gestion du stationnement sur voirie) créée en décembre 2017, nécessitant d'avoir recours aux comptes consolidés dès l'exercice 2018.

Toutes activités confondues, les comptes consolidés du groupe affichent un total des produits à 124,87 M€ (+14,5M€ par rapport à 2017). Le résultat net de l'exercice 2018 s'établit en bénéfice à hauteur de 1,42 M€ (+0.4M€ par rapport à 2017), il intègre le produit du Crédit d'Impôts Compétitivité Emploi (CICE) pour 1 825 K€ au titre de l'exercice 2018 et une charge d'intéressement du personnel pour 330 K€.

Les capitaux propres du groupe s'élèvent à 14 M€ et représentent 22% du total du bilan.

Activité Transport

TaM est mandataire du Groupement Momentané d'Entreprise constitué par TaM et Transdev Montpellier, titulaire de la Délégation de Service Public (DSP) des transports de la Métropole de Montpellier du 1^{er} janvier 2010 jusqu'au 30 juin 2018.

Une nouvelle DSP Transport, attribuée à TaM, a démarré le 1^{er} juillet 2018 pour une période de 6 ans. Au terme d'une période transitoire avec une sous-traitance de 6 mois, une subdélégation s'est mise en place notamment pour les services suburbains, le TAD et les services liés aux sorties éducatives. Cette subdélégation a été attribuée à la SAS T3M détenue à 95% par Transdev et 5% par TaM.

Le Chiffre d'Affaires HT de l'activité transport s'élève à 56.6 M€ et représente 81.3% du CA HT total 2018 de la société. L'activité transport dégage un résultat de 5 K€.

Les ventes de titres de l'année 2018 représentent 39 179 K€ et sont en augmentation par rapport à 2017 (+2.3%) malgré une légère baisse des validations -0.8%. L'évolution des recettes s'explique en partie par l'effet année pleine de l'augmentation tarifaire d'août 2017 et les non-validations d'abonnés.

La contribution de Montpellier Méditerranée Métropole (subvention forfaitaire d'exploitation + taxes au réel) s'est élevée à 42 486 K€ réparti de la manière suivante :

- 20 954 K€ au bénéfice du GME, dont 14 017 K€ pour TaM pour le 1^{er} semestre 2018 dans le cadre de l'ancienne DSP ;
- 21 532 K€ pour TaM (avec la partie suburbaine en l'absence de subdélégataire) pour le 2^{ème} semestre 2018 dans le cadre de la nouvelle DSP.

A cela s'ajoute les compensations sociales, scolaires et les indemnités des titres du SMTCH versées par la métropole à hauteur de 14 114 K€, dont :

- 7 923 K€ au bénéfice du GME pour le 1^{er} semestre 2018, dont 7 648 K€ pour TaM ;

- 6 191 K€ pour le 2eme semestre 2018 pour TaM.

Dans le cadre du nouveau contrat de DSP, une subvention de Gros Entretien Renouvellement est versée par la Métropole de Montpellier pour 80% du programme prévisionnel, soit 990 K€ pour le 2^d semestre 2018.

TaM a poursuivi son action de lutte contre la fraude, le nombre de journées de contrôle est en baisse de 18% par rapport à 2017, se traduisant par une baisse équivalente du volume des indemnités PV, 1,37 M€ -18%.

Mandats et Assistance à Maîtrise d'Ouvrage

TaM réalise les opérations Tramway dans le cadre de mandat de maitrise d'ouvrage.

Le chiffre d'affaires de l'activité mandats et maitrise d'ouvrage pour 2018 s'établit à 950 K€ et présente un résultat qui s'équilibre.

Les mandats en cours en 2018 ont permis à TaM de travailler sur les dernières opérations d'achèvement de la L3, sur les études de l'extension L1 vers la nouvelle gare TGV Sud de France et la reprise des études de la L5.

Stationnement (gestion des horodateurs et parkings)

En marché de prestations de services en régie de recettes, le **parking Vicarello** de la ville de Castelnau, a été réattribué par Montpellier Méditerranée Métropole à TaM (20/01/2017-31/12/2019). Le résultat de l'activité en régie de recettes s'équilibre pour 4 K€.

Concernant la gestion des parkings de centre-ville, TaM a été désignée en tant que délégataire pour la gestion en affermage du parking **Comédie** (2014-2023), **Antigone** (2014-2023), ainsi qu'en concession pour les parkings **Gambetta** (1987-2029) et **Europa** (1996-2035). TaM détient également la gestion du parking du **Corum** (2009-2019) avec la Métropole de Montpellier en tant que subdélégataire de la SAEML Montpellier Events. Ce dernier contrat a fait l'objet d'une prolongation de 12 mois jusqu'au 31 décembre 2019.

Le résultat des parkings centre-ville s'élève à 474 K€ en baisse de 48% (912 K€ pour 2017) suite à la réorganisation des services de TaM et principalement à la mise en place d'une nouvelle répartition des charges communes entre l'activité transport et le stationnement.

Le résultat de l'activité globale stationnement en ouvrages s'élève à 478 K€ (480 K€ en 2018).

Sous délégation de service public de la ville de Montpellier, la gestion du **stationnement sur voirie** a débuté en 2018 pour une période de 7 ans (01/01/2018-31/12/2024), par une filiale dédiée de TaM, la SAS TaM Voirie. Le résultat de la filiale à 100% de TaM s'élève à 361 K€. Un 1^{er} avenant est intervenu en novembre 2018 afin de valider le passage des FPS en cycle long ANTAI et d'intégrer les recettes FPS en recettes publiques désormais encaissées par le délégataire pour le compte de la collectivité.

TaM a également un contrat d'affermage pour le parking **Nouveau Saint-Roch** (2015-2030) exploité par sa filiale, la SAS Saint Roch Stationnement. Le résultat de la filiale à 100% de TaM s'élève à 6.7 K€ (23.7 K€ en 2017).

Les redevances liées aux contrats de délégation de service public versées par TaM sont stables ; elles s'élèvent à 1 647 K€ pour la métropole et à 251 K€ pour Montpellier Events (parking Corum).

Autres activités

Le résultat des activités en propre est composé des six parkings suivants :

- Clinique Millénaire (2011-2026),
- Clinique St Jean (2011-2021),

Délibération n°V2019-378

- CHU Lapeyronie (2014-2024),
- Nouvelle Clinique Saint Roch (2016-2031),
- Ecopole « Liner » (2015-2016 renouvelable 3 fois),
- Mer et Glace (2017-2019).

Auxquels s'ajoutent deux nouveaux contrats privés en 2018 :

- Centre Propara (2018-2027),
- Clinique Clémentville (2018-2032).

Les recettes commerciales progressent de 139 K€ pour atteindre 1 597 K€ ; le résultat est bénéficiaire à 104 K€ en 2018 contre 445 K€ en 2017, en raison de la nouvelle répartition des charges de la structure stationnement calculé sur la base d'un pourcentage du chiffre d'affaires.

Pour rappel, le contrat du parking Gaumont (2017-2026) est associé aux comptes de la DSP Transport, puisque localisé au P+Tram Circée.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le rapport annuel de l'administrateur de la société TaM pour l'exercice 2018 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 8 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 8 octobre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- RAA TaM 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Michaël DELAFOSSE, Audrey LLEDO

Société Anonyme d'Économie Mixte Locale MONTPELLIER EVENTS - Rapport Annuel de l'Administrateur - Approbation

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération n°2016-35 du Conseil municipal date du 28 janvier 2016, la Ville de Montpellier a désigné Madame Chantal LEVY-RAMEAU pour la représenter aux Conseils d'Administration et aux Assemblées Générales de la Société Anonyme d'Économie Mixte Locale MONTPELLIER EVENTS.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés Anonyme d'Économie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Madame Chantal LEVY-RAMEAU, administratrice de MONTPELLIER EVENTS, présente le compte rendu des activités de la SAEML MONTPELLIER EVENTS au cours de l'exercice 2018.

Au 31 décembre 2018, le capital de la société s'élève à hauteur de 15 833 230 €. Il a fait l'objet d'une réduction de capital de 21 035 577 € en décembre 2018 après constatation des capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social. La Ville de Montpellier reste actionnaire à hauteur de 9,29% du capital aux côtés de Montpellier Méditerranée Métropole (35,54%), de la Région Occitanie (37,65%) du Département de l'Hérault (1,15%) et des actionnaires privés (16,37%).

La Ville de Montpellier détient 2 sièges sur 18 au Conseil d'Administration, représenté par Madame Chantal LEVY-RAMEAU et Monsieur Pascal KRZYZANSKI.

La SAEML MONTPELLIER EVENTS a poursuivi son exploitation en 2018 dans quatre équipements suivants : le Corum-Palais des Congrès-Opéra et le Zénith Sud appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole ; le Parc des expositions et la Sud de France Aréna appartenant à la Région Occitanie et dans le

Délibération n°V2019-379

cadre de deux délégations de service public distinctes. L'année 2018 marque la dernière année d'exploitation pour les équipements appartenant à la Région Occitanie. En effet à compter du 1^{er} janvier 2019, à la suite de la résiliation anticipée de la délégation de service public avec la Région Occitanie, le Parc des Expositions et la Sud de France Aréna sont gérés en délégation de service public par la SPL Occitanie Events.

La conclusion d'un protocole de résiliation du contrat de délégation de service public du Parc des Expositions et de la Sud de France Aréna entre la SAEML Montpellier Events et la Région Occitanie avec prise d'effet au 31 décembre 2018, avait significativement impacté les comptes 2017. L'exercice 2018 a vu l'exécution de ce protocole se poursuivre avec la signature d'un avenant précisant les modalités et les ajustements de cette résiliation.

Par ailleurs le contrat de délégation de service public concernant l'exploitation du Corum et du Zénith Sud a été prolongé d'un an.

Au cours de l'exercice 2018, le Conseil d'Administration s'est réuni à cinq reprises les 30 janvier, 16 mai, 9 octobre, 14 novembre et 24 novembre 2018. L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires s'est réunie le 29 juin 2018 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2017. L'Assemblée Générale Extraordinaire s'est réunie le 26 octobre pour statuer sur la poursuite de l'activité conformément à l'article L.225-248 du Code de commerce, ainsi que le 21 décembre 2018 pour adopter la réduction de capital social motivée par des pertes et modifier les statuts.

Le mandat d'administrateur de la Caisse des Dépôts et Consignations représenté par Olivier CAMAU, le mandat d'administrateur de la CCI représenté par André DELJARRY et le mandat de censeur du groupe APPART'CITY représenté par François SABATINO ont été renouvelés pour 6 ans.

L'effectif de la société est de 115 salariés au 31 décembre 2018 dont une personne en CDD, un apprenti et un mandataire social.

Au 1^{er} janvier 2019, les personnels affectés à la DSP Parc Expo /Sud de France Aréna ont été transférés à la SPL Occitanie Events. L'effectif de la société à ce jour est de 58 personnes.

Les quatre sites d'exploitation affichent un nombre total de 428 manifestations en légère progression +3,1% (56.5% Corum ; 16.6% Parc Expo ; 14.5% Zénith Sud ; 12.4% Sud de France Aréna) alors que le nombre de journées participants a diminué de 3,6% pour atteindre 1 288 879 contre 1 337 228 en 2017.

Une analyse par marché donne les comparatifs suivants :

- Le marché des salons organisés par Montpellier Events est en baisse -22% de journées participants malgré la bonne tenue de la 70^{ème} Foire Internationale et 3 manifestations supplémentaires, dû notamment à l'annulation du salon Hydrogaïa.
- Le marché du MICE regroupe les congrès (+23% du nombre de participants malgré une baisse de -15% de manifestations) ; le corporate (-9% du nombre de participants et -13% de manifestations) ; les salons accueillis (-31% de participants malgré +8% de manifestations) et le sport (hausse du nombre de participants dû à la bonne fréquentation de l'Open Sud de France et des rencontres de handball).
- Le marché des spectacles affiche une hausse de fréquentation de 2% et 18% de plus de manifestations (107 / 91 en 2017).
- Les manifestations liées aux associations culturelles (OONMO, festival Radio France et Montpellier Danse) sont en hausse de 8% avec +20% de fréquentation.

Pour l'activité des quatre sites, le chiffre d'affaires est stable et s'établit à 26 443 K€ HT (26 700 K€ en 2017). Cette variation n'est pas homogène et varie suivant les sites : le Corum affiche une hausse significative de 10,2% porté par le marché des congrès et des conventions (très médiocre en 2017) ; le Zénith Sud progresse légèrement (+1,3%) ; le Parc des Expositions voit son chiffre d'affaires diminuer de -8,5%,

Délibération n°V2019-379

subissant une année sans Sitevi, ni Hydrogaïa ; la Sud de France Aréna, en baisse de 10% subit également l'absence du salon Sitevi.

Le total des produits d'exploitation, en baisse de 0,7% s'élève à 27 415 K€ pour un total de charges à 28 618 K€, en hausse de 1%. Le résultat d'exploitation s'établit donc à -1 203 K€ contre -705 K€ en 2017.

Le résultat net enregistre une perte de 2 489 K€ (contre une perte de 9 275 K€ en 2017 impactée par le protocole de résiliation).

Les redevances versées dans les cadre des délégations de service public, s'élèvent à 2 208 K€ dont 1 577 K€ pour Montpellier Méditerranée Métropole et 631 K€ pour la Région Occitanie.

Les capitaux propres de la société ont diminué en passant de 15 762 K€ en 2017 à 13 272 K€ en 2018, pour un capital de 15 833 K€. Les capitaux propres apparaissent donc désormais à un niveau supérieur à la moitié du capital social, grâce à l'opération de réduction de capital justifiée par des pertes.

Pour les perspectives 2019, il est donc à noter la modification du périmètre de la société, uniquement concernée par les équipements de Montpellier Méditerranée Métropole. Par ailleurs un changement de dirigeant est annoncé pour le deuxième semestre 2019, avec l'arrivée de Sandra VERNIER et le départ de Cédric FIOLET qui a été nommé dirigeant de la SPL Occitanie Events depuis le 15 novembre 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le rapport annuel de l'administrateur de la société Montpellier Events pour l'exercice 2018 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 8 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 8 octobre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- RAA MONTPELLIER EVENTS

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Tifina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Michaël DELAFOSSE, Audrey LLEDO

Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Il est proposé les modifications suivantes au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier pour tenir compte des besoins de la collectivité :

I - Créations de postes permanents :

Filière administrative :

Adjoint administratif : création d'un poste

Attaché : création d'un poste

Filière Technique :

Adjoint technique principal de 2^{ème} classe : création d'un poste

Ingénieur : la création d'un poste qui pourra être pourvu par un agent non titulaire. Ce poste sera affecté à la Direction de l'architecture et de l'immobilier :

- Nature des fonctions : Responsable du service gestion active de la propriété et de la sécurité.
- Niveau de recrutement : diplôme d'ingénieur
- Niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n° 2016-203 du 26 février 2016 portant échelonnement indiciaire applicable aux ingénieurs territoriaux.

Délibération n°V2019-380

- Motif : compte tenu de la nécessité d'assurer l'instruction des dossiers d'Autorisation de Travaux, en lien avec les autorités compétentes (SDIS, DDTM) et de participer au suivi et au contrôle de l'exploitation des Etablissements Recevant du Public (ERP) existant sur le territoire de la ville, ce poste ne peut rester vacant.
- Fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions des alinéas 2, 3 et 4 de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Filière animation :

Adjoint d'animation : la création de quatre postes

Adjoint d'animation principal de 2^{ème} classe : la création de deux postes

Animateur: création de deux postes

Filière médico-sociale, sous filière sociale :

Agent spécialisé principal de 2^{ème} classe des écoles maternelles : la création d'un poste

Filière police municipale :

Gardien-brigadier : la création de quatre postes

II - Création de postes d'apprentis :

La Ville de Montpellier fait régulièrement appel à des centres de formation afin de pouvoir accueillir des apprentis au sein de ses services.

Ce dispositif permet d'envisager au terme de la formation de ces apprentis une intégration dans les effectifs municipaux, et contribue ainsi à la formation professionnelle de ces jeunes au sein du bassin d'emplois.

La collectivité souhaite renouveler cette expérience, en accueillant un apprenti de licence professionnelle administration et réseaux pour une durée d'un an au sein de la Direction des systèmes d'information.

Le choix de l'apprenti sera réalisé par la collectivité.

Le lieu de formation ainsi que le maître d'apprentissage seront choisis par la direction concernée.

Le maître d'apprentissage sera inscrit à la formation proposée par le CNFPT.

Il est à noter que le texte en vigueur en matière de nouvelle bonification indiciaire permet de reconnaître la responsabilité confiée à hauteur de 20 points d'indice s'ajoutant au traitement indiciaire des agents.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les modifications proposées au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser le recours à un contrat d'apprentissage pour la rentrée scolaire 2019-2020 dans les conditions exposées ;
- D'inscrire les dépenses au budget de personnel (salaire et charges des apprentis) et d'autoriser les dépenses de formation des apprentis au chapitre 920, ligne 868 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à ce dispositif, et notamment le contrat d'apprentissage ainsi que la convention conclue avec le centre de formation de l'apprenti.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 8 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Michaël DELAFOSSE, Audrey LLEDO

Mise à disposition d'un agent de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la nouvelle gouvernance du bloc communal, la Ville, le CCAS et la Métropole ont placé la coopération et le développement des synergies entre collectivités au cœur de leur projet politique.

Sur ce fondement et dans cet esprit de coopération, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont mutualisé plusieurs de leurs directions et créé des services communs.

Afin de faciliter les parcours professionnels et de favoriser les mouvements des agents mais aussi de répondre à des besoins de compétences pour assurer des missions spécifiques, il est proposé au Conseil municipal la mise à disposition d'un agent de catégorie C à temps complet relevant du cadre d'emplois des ATSEM de la Ville de Montpellier auprès du service commun du Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales rattaché à Montpellier Méditerranée Métropole.

L'agent concerné sera mis à disposition pour une durée trois mois et assurera les fonctions de gestionnaire administratif.

Les modalités relatives à la mise à disposition sont présentées en annexe ci-jointe.

Conformément à l'article 61-1 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984, la mise à disposition s'effectue à titre onéreux. Montpellier Méditerranée Métropole rembourse à la Ville de Montpellier la rémunération de l'agent mis à disposition, ainsi que les cotisations et contributions afférentes à hauteur de 25 %.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la mise à disposition d'un agent de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser le prélèvement de la dépense sur le budget de la Ville, chapitre budgétaire 930 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer les conventions de mise à disposition entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 8 octobre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet de convention de MAD

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Michaël DELAFOSSE, Audrey LLEDO

Autorisation de levée de la prescription quadriennale relative au versement de cotisations de la Retraite Additionnelle de la Fonction Publique (RAFP)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le régime de Retraite Additionnelle de la Fonction Publique en faveur des fonctionnaires est un régime obligatoire créé par l'article 76-1 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 et fixé par le décret n° 2004-569 du 18 juin 2004 et par un arrêté du 26 novembre 2004. Ce Régime permet le versement, en plus de la pension principale, d'une prestation additionnelle de retraite prenant en compte les primes et rémunérations accessoires versées aux fonctionnaires au cours de leur période d'activité.

Les modalités de régularisation des cotisations relatives à la RAFP sont précisées par lettre circulaire du 17 mai 2005 : « *il n'existe en principe aucune limite impartie aux employeurs pour procéder à un versement de cotisations rattachables à une rémunération accessoire correspondant à des services rendus au cours d'années antérieures.* ».

Cependant, aux termes de l'article 1^{er} de la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968, « *sont prescrites, au profit de l'État, des départements et des communes, sans préjudice des déchéances particulières édictées par la loi, et sous réserve des dispositions de la présente loi, toutes créances qui n'ont pas été payées dans un délai de quatre ans à partir du premier jour de l'année suivant celle au cours de laquelle les droits ont été acquis. Sont prescrites, dans le même délai et sous la même réserve, les créances sur les établissements publics dotés d'un comptable public.* »

Délibération n°V2019-382

Toutefois, l'article 6 de la loi précitée prévoit que les créanciers des communes, peuvent être relevés de tout ou partie de la prescription, « *à raison de circonstances particulières et notamment de la situation du créancier* », par délibérations motivées prises par le conseil municipal.

Madame Claudine BOUSSAHA, Professeur des Ecoles a effectué des vacations d'études surveillées et n'a pas cotisé auprès de la Retraite Additionnelle de la Fonction Publique sur la période de 2005 à 2012.

En l'espèce, les cotisations non versées sont prescrites en application de la règle posée à l'article 1^{er} de la loi n°68-1250 et la créance du régime de RAFP à l'égard de la commune est éteinte.

Afin de permettre la prise en compte dans le calcul de la retraite additionnelle de Madame Claudine BOUSSAHA de ses années d'activités effectuées de 2005 à 2012, il est proposé la levée de prescription quadriennale et le paiement auprès de la Caisse des dépôts et consignations des cotisations salariales et patronales pour un montant total de 1 562,64 € (mille cinq cent soixante-deux euros et soixante-quatre centimes).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la levée de prescription quadriennale entachant le paiement des cotisations salariales et patronales de Retraite Additionnelle au profit de Madame Claudine BOUSSAHA pour un montant total de 1 562,64 € (mille cinq cent soixante-deux euros et soixante-quatre centimes) ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à émettre le mandat de paiement correspondant ;
- de demander à Madame la trésorière municipale d'exécuter le paiement ;
- de prévoir l'inscription au budget du personnel des dépenses correspondantes
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 8 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Alex LARUE, Audrey LLEDO

Adoption du procès-verbal de la séance du 18 Juillet 2019

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Voir le procès-verbal en annexe

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 8 octobre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :
- PV CM Montpellier 18.07.19.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Liste des annexes transmises en Préfecture :
- PV CM Montpellier 18.07.19.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Convention d'occupation du Domaine Public
constitutive de droits réels Ville / CCAS
Locaux 8 rue Jacques Draparnaud
Autorisation de signer la convention**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances.

Considérant :

- que dans le cadre de sa politique de cohésion sociale, le Centre Communal d'Action Sociale cherche des locaux pour mettre en place des tiers-lieux destinés à favoriser l'inclusion sociale, professionnelle et numérique ;
- que la Ville souhaite mettre à disposition des locaux libres situés 8 rue Draparnaud à Montpellier appartenant à son domaine public et correspondant aux critères de recherche du Centre Communal d'Action sociale ;
- qu'il est proposé d'établir avec le Centre Communal d'Action Sociale une convention d'occupation du domaine public constitutive de droits réels à titre gracieux pour une durée de 10 ans à compter du 1^{er} juin 2019.

Décide en conséquence

- de conclure avec le Centre Communal d'action Sociale, une convention d'occupation temporaire du domaine public constitutive de droits réels (jointe en annexe) pour la mise à disposition de locaux situés 8 rue Jacques Draparnaud à Montpellier ;

Décision n° VD2019-138

- de dire que cette mise à disposition est consentie à titre gracieux pour une durée de dix ans à compter du 1er juin 2019 ;
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 05 JUL. 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 08 JUL. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction de la Communication**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Marché n° V9B0066CO Achats d'espace
publicitaire numérique pour la ZAT dans LA
TRIBUNE**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le code de la commande publique ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA.

Considérant :

- qu'il y a lieu de procéder à un MAPA afin de choisir un prestataire pour la parution de plusieurs espaces publicitaires numérique permettant la présentation détaillée de la manifestation « ZAT » ;
- qu'à la suite d'une procédure de marché sans publicité ni mise en concurrence, et conformément aux articles L 2122-1 et R 2122-3, la société LA TRIBUNE a présenté une offre économiquement avantageuse.

Décide en conséquence :

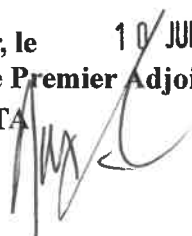
ARTICLE 1 : d'attribuer le marché V9B0066CO à l'entreprise LA TRIBUNE, pour un montant de 25 000 € HT.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Ville de Montpellier, chapitre 933.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 JUIL. 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 10 JUIL. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Convention d'occupation temporaire pour
travaux
Création d'un espace de transition
Parcelle cadastrée PM n° 11 - rue de Bionne à
Montpellier**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la délibération n° V2017/248 en date du 29 septembre 2017 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité d'Adjointe au Maire ;
- Vu la délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier en date du 1^{er} février 2018 visant autorisation de dépôt et d'octroi d'autorisation d'urbanisme au bénéfice de l'Etat ou tout tiers substitué sur la parcelle cadastrée PM n° 11, Rue de Bionne à Montpellier ;
- Vu l'arrêté municipal relatif aux délégations de fonctions de Madame Chantal MARION dans le domaine de l'urbanisme et notamment « la politique foncière : exercice du droit de préemption dans les conditions définies par le Code de l'urbanisme à l'exception de celui prévu par l'article L240-1, procédures d'expropriation, totalité des actes de cession, d'acquisition ou de mise à disposition immobilière, exercice du droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, fonds de commerce et baux commerciaux dans les conditions prévues par l'article L214-1 du Code de l'urbanisme».

Considérant :

- que dans le cadre de l'installation précaire des occupants du site de Parc 2000, en collaboration avec la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, l'Etat a la volonté de créer un espace de transition permettant aux populations d'accéder à des conditions d'hébergement décentes jusqu'à ce que soient trouvées des solutions de relogement définitives ;
- qu'en vue d'assurer cette mission, l'Etat mandate, pour toute la durée de la présente convention, un opérateur qui, à la date de sa signature, est l'association « 2ChosesLune » qui aura en charge la gestion globale du dispositif, sa sécurisation et l'accompagnement à visée d'insertion des usagers ;

Décision n° VD2019-262

- que la SAS Dom'Ici, propriétaire des modules et détenteur de l'autorisation d'urbanisme, met à disposition de l'association la structure technique lui permettant de réaliser l'hébergement des usagers, par conventionnement avec l'association 2choseslune ;
- que la Commune de Montpellier est aujourd'hui propriétaire d'une parcelle cadastrée section PM n° 11 d'une superficie cadastrale de 6 492 m², aménagée en 1999 pour accueillir des communautés de gens du voyage, dont l'accueil s'est terminé en 2015. Le terrain est aujourd'hui libre de toute occupation mais continue de bénéficier de certains aménagements réalisés initialement, notamment en termes de réseaux souterrains ;
- que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite prendre une part active dans ce projet au titre de sa compétence « Actions en faveur du logement des personnes défavorisées ». Dans ce cadre, il est proposé de signer une convention d'occupation temporaire pour travaux avec Montpellier Méditerranée Métropole, pour la réalisation des travaux d'aménagement de la parcelle, pour une durée de 6 mois en vue d'accueillir le village d'hébergement temporaire ;
- que concomitamment à la présente, une convention d'occupation temporaire multipartite sera signée entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, l'Etat, la SAS Dom'Ici et l'association 2chosesLune, pour une durée de 2 ans.

Décide en conséquence :

ARTICLE 1 : De conclure une convention d'occupation temporaire pour travaux de la parcelle cadastrée PM n°11 situé Rue de Bionne d'une superficie de 6492 m² avec Montpellier Méditerranée Métropole, dont le siège social est à MONTPELLIER Cedex 2 (34961) 50 place Zeus - CS 39556, identifiée au SIREN sous le n° 243 400 017, représentée par Noël SEGURA, Vice-Président délégué au « Logement », en vertu de l'arrêté de délégation n°MAR2019-0091 en date du 11 février 2019.

ARTICLE 2 : De dire que cette mise à disposition est consentie pour une durée de 6 mois à compter de la prise de possession réelle des lieux, moyennant 1 € symbolique (un euro).

ARTICLE 3 : D'imputer les recettes sur le budget de la Ville, section fonctionnement, chapitre 930.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 JUL. 2019
 Madame l'Adjointe au Maire
 Chantal MARION

Publiée le : 11 JUL. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Education
Service Ressources (Education)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Marché n° 6D0034
' Construction du groupe scolaire Germaine
Richier '
Lot 4
' Menuiseries extérieures - Occultations '
Résiliation

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice;
- Vu la décision n° VD/2017/0059 du 17 février 2017 « Marché n° 6D0034 : Construction du groupe scolaire Germaine Richier » ;
- Vu les mises en demeure des 30 mai 2018 et 15 novembre 2018 adressées à l'entreprise ALLIAGE ;
- Vu l'arrêté du 8 septembre 2009 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux et en particulier les articles 46.3 et 48 ;
- Vu l'arrêté portant délégation de signature à Madame Sonia Kerangueven, Adjointe au Maire, déléguée à la Réussite Educative.

Considérant :

- que par décision du 17 février 2017, la Ville de Montpellier a décidé de confier le lot 4, « Menuiseries extérieures – Occultations » du marché n° 6D0034 « Construction du groupe scolaire Germaine Richier », à l'entreprise ALLIAGE – Chemin de Sauvecanne-Impasse des Oliviers-13320 BOUC-BEL-AIR pour un montant de 599 912,00 € HT ;

- qu'il a été demandé à l'entreprise, par mise en demeure du 30 mai 2018 et du 15 novembre 2018, de respecter ses engagements contractuels ;
- que ces mises en demeure sont restées sans effet.

Décide en conséquence :

Article 1 : De résilier le lot n° 4 « Menuiseries extérieures – Occultations » du marché n° 6D0034 « Construction du groupe scolaire Germaine Richier » signé avec l'entreprise ALLIAGE.

Article 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à résilier le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision

Montpellier, le 04 JUL. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Sonia KERANGUEVEN



Publiée le : 08 JUL. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction de la Communication**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au Marché n° V9B0068CO pour
l'insertion d'espaces publicitaires dans LA
TRIBUNE pour promouvoir la ZAT**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le code de la commande publique ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA.

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à un MAPA afin de choisir un prestataire pour la promotion de la ZAT via des espaces médias digitaux (banner, bandeau...) ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L 2122-1 et R 2122-3 du code de la commande publique sous la forme d'un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence;

Décide en conséquence :

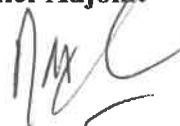
ARTICLE 1 : d'attribuer le marché Insertion d'espaces publicitaires pour promouvoir la ZAT à l'entreprise LA TRIBUNE pour un montant de 25 000 € HT.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Ville de Montpellier, chapitre 933.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 JUL. 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 10 JUL. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Paysage et Biodiversité
Service Gestion des Ressources

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Convention de mise à disposition du Parc Roblès
à l'Etablissement public de coopération culturelle
- Montpellier Contemporain
' MoCo - Musée '**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Henri de VERBIZIER, Adjoint au Maire délégué aux espaces verts.

Considérant :

- que le parc Roblès, situé au 13 rue de la République, d'une surface de 3 343 m². appartient à la Ville de Montpellier et qu'étant contigu à l'établissement public « Montpellier Contemporain », il représente un élément important pour l'attractivité et le projet muséographique ;
- que l'Etablissement Public de Coopération Culturelle « MoCo – Montpellier Contemporain » (MoCo) a sollicité une mise à disposition du Parc Roblès ;
- que cette mise à disposition intervient à titre gratuit sur le principe de l'utilisation du parc et donnera lieu à refacturation pour l'entretien des espaces verts assumé par la Ville de Montpellier, dans le cadre de la convention qui définit les modalités.

Décide en conséquence :

- d'approuver la convention de mise à disposition jointe en annexe ;

.../...

- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 04 JUIL. 2019
Monsieur l'Adjoint au Maire
Henri de VERBIZIER



Publiée le : 05 JUIL. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "requête n° 1902435-5
TA - Marc ALMECIJA"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué.

Considérant :

- La requête n°190243565- 5 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 15 mai 2019 par Monsieur Marc ALMECIJA tendant à obtenir l'annulation de la décision implicite de refus suite à une demande de supprimer un emblème religieux sur un monument funéraire public à Montpellier ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°190243565-5 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 15 mai 2019 par Monsieur Marc ALMECIJA.

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats PARME.


Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930.

.../...

Décision n° VD2019-293

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 01 AOUT 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 06 AOUT 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision d'ester en justice - Ressources Humaines
"requête n° 1902451-3 - TA - d'un agent Ville de
Montpellier"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller municipal Délégué.

Considérant :

- La requête n° 1902451-3 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 16 mai 2019 par Monsieur Roger GOMEZ contre l'annulation de la décision implicite rejetant sa demande préalable indemnitaire (+ de 10.000 euros) en réparation des préjudices subis sur son lieu de travail pour défaut de maintenance d'un appareil lève-malade ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n° 1902451-3 le 16 mai 2019 par Monsieur Roger GOMEZ ;

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ;

Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930 ;

.../...

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 08 AOUT 2019
Monsieur le Conseiller municipal
Abdi EL KANDOUSSI



Publiée le : 08 AOUT 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "requête n° 1902402-1
- TA - FRANCK LESAGE"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué.

Considérant :

- La requête n° 1902402-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 13 mai 2019 par Monsieur Franck LESAGE contre l'arrêté n° PC 3417218V0247 du Maire de Montpellier en date du 17 janvier 2019 valant permis de construire accordé à la société Crédit Agricole Immobilier ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts le près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1902402-1 le 13 mai 2019 par Monsieur Franck LESAGE ;

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats Vinsonneau-Paliès, Noy Gauer et Associés ;

Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930 ;

.../...

Décision n° VD2019-301

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 01 AOUT 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 06 AOUT 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "requête n° 1902477-1
TA - CATHERINE NGUYEN"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué.

Considérant :

- La requête n° 1902477-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 15 mai 2019 par Madame Catherine NGUYEN contre l'arrêté n° PC 3417218V0176 du Maire de Montpellier en date du 12 novembre 2018 valant permis de construire accordé à la SNC MARIGNAN RESIDENCE et à la société FDI;

- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts le près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1902477-1 le 15 mai 2019 par Madame Catherine NGUYEN ;

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats Vinsonneau-Paliès, Noy Gauer et Associés ;

Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930 ;

.../...

Décision n° VD2019-302

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 01 AOUT 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le :
Notifiée le : 06 AOUT 2019

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision d'ester en justice Ressources Humaines
"requête n° 1902674-3 TA - d'un agent de la Ville
de Montpellier"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller municipal Délégué.

Considérant :

- La requête n° 1902674-3 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 29 mai 2019 par Monsieur Didier GUZMAN tendant à obtenir l'annulation de la décision du 24 avril 2019 portant placement en disponibilité d'office pour raison de santé à compter du 5 janvier 2019 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1902674-3 le 29 mai 2019 par Monsieur Didier GUZMAN ;

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats Vinsonneau-Paliès, Noy Gauer et Associés ;

Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930 ;

.../...

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 08 AOUT 2019
Monsieur le Conseiller municipal
Abdi EL KANDOUSSI



Publiée le : 08 AOUT 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public
Service Gestion des Moyens Communs

**Extrait du registre des
 Décisions de la Mairie de
 Montpellier**

**Marché n° V9B0061UV - Médiation en vidéo
 mapping et jeux video ' Cœur de Ville en
 Lumières ' 2019**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code de la commande publique ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller municipal.

Considérant :

- Qu'il est nécessaire dans le cadre de la manifestation « Cœur de Ville en Lumières » de faire appel à des prestations d'accompagnement professionnel, sous la forme d'une supervision du projet artistique auprès des six écoles partenaires (de la conception à la réalisation des projections d'images architecturales animées et sonorisées, réalisées par les étudiants) ainsi que toute la réalisation et le suivi technique (depuis l'installation des tours ou moyens de projection et média serveurs, la régie, ainsi que le gardiennage des matériels) ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée d'environ 7 mois, de la notification jusqu'au 31 janvier 2020 au plus tard ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres des 5 lots étaient les suivants :

| | |
|---|------------|
| 1- Projet Pédagogique | 30% |
| 2- Valeur technique au regard du mémoire technique | 30% |

| | |
|---|------------|
| 3- Prix des prestations au regard du montant global et forfaitaire | 40% |
|---|------------|

1- Projet Pédagogique : 30 points

- Description du projet dans laquelle il faudra notamment préciser :
 - o Nombre de demi-journées d'intervention prévues dans les écoles
 - o Documents et supports pédagogiques mis à disposition

2 - Valeur Technique au regard du mémoire technique : 30 points

- 1-Qualité des moyens techniques mis-en œuvre (Tour de projection, vidéoprojecteurs et audio, etc.) : 10 pts
- 2-Qualité d'intégration esthétique des matériels dans le paysage urbain : 3 pts
- 3-Moyens humains affectés au projet : 6 pts
- 4-Planning de conception et de mise en œuvre : 5 pts
- 5-Moyens proposés pour la prise en compte des aléas climatiques : 2 pts
- 6-Moyens prévus pour la sécurité du public : 2 pts
- 7-Moyens mis en œuvre Compensation carbone : 2 pts

3- Prix des prestations au regard du montant global et forfaitaire : 40 points

- Conformément à l'article R2185-1 du Code de la Commande Publique, il est décidé de déclarer la procédure concernant le lot 4 sans suite pour des motifs d'intérêt général, le pouvoir adjudicateur ayant décidé de mettre un terme au projet.
- Qu'après analyse, l'entreprise ID SCENES, 53 rue Pasteur Jean Cadier, ZI Tournezy, BP 25504, 34071 Montpellier Cedex 3, présente une offre économiquement avantageuse pour les lots 1, 2, 3 et 5.

Décide en conséquence :

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché Médiation en vidéo mapping et jeux video « Cœur de Ville en Lumières » 2019 à l'entreprise ID SCENES, pour un montant de :

- 15 500,00 € HT pour le lot 1 « Cour de l'Agora »
- 15 500,00 € HT pour le lot 2 « Théâtre de l'Agora »
- 15 500,00 € HT pour le lot 3 « Cathédrale St Pierre »
- 25 000,00 € HT pour le lot 5 « Arc de Triomphe »

Pour l'ensemble de ces lots, le marché prend effet à compter de la notification jusqu'au 31 janvier 2020 au plus. Sa durée sera d'environ 7 mois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de la Ville de Montpellier, chapitre 936.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

.../...

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 AOUT 2019
Monsieur le Conseiller municipal
Abdi EL KANDOUSSI



Publiée le : 27 AOUT 2019
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Convention de location
Ville / SA3M
352 rue du Moulin des Sept Cans
Autorisation de signer la convention

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances.

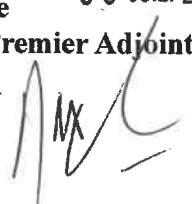
Considérant :

- que l'avenue Albert Dubout fait l'objet d'une réserve au plan local d'urbanisme (PLU) pour élargissement, opération C32 ;
- que dans le cadre de cette opération, la Ville a acquis le 24 octobre 2018, la propriété du 352 rue du Moulin des Sept Cans, parcelle EY 422 ;
- que cette parcelle est actuellement impactée par un projet d'un promoteur qui a déposé un permis de construire sur la parcelle privée mitoyenne EY 143 ;
- que cette parcelle comprend une maison mitoyenne de celle située sur la parcelle EY 143, également impactée par le projet global d'aménagement et qu'il est techniquement nécessaire de démolir les deux maisons en même temps ;
- que la SA3M, en qualité d'aménageur, s'est portée candidate pour procéder à la démolition de la maison, propriété de la Ville, pour une démolition commune, à ses frais exclusifs ;
- que suite à la démolition, la Ville cèdera au promoteur la partie de parcelle nécessaire à son projet, la SA3M réalisant quant à elle un espace public qui sera remis à la Ville puis à Montpellier Méditerranée Métropole.

Décide en conséquence :

- de conclure avec la SA3M une convention de location pour la parcelle EY 422, en vue de la démolition du bâti, pendant toute la durée de l'opération, la parcelle devant être restituée à la Ville libre de toute construction ;
- de dire que cette convention est consentie à titre gratuit, la démolition étant aux frais exclusifs de l'aménageur ;
- d'autoriser Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 03 JUL. 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 05 JUL. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative au marché n° V8D0051AJ de
prestations de Conseil Juridiques et
Représentations Juridiques

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire délégué aux Finances.

Considérant :

- qu'il est nécessaire que la commune soit représentée devant toutes les juridictions (civiles et administratives) dans le cadre de contentieux qu'elle initie ou qui sont introduits contre elle, et qu'elle puisse avoir recours à l'occasion à des conseils juridiques externes ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux dispositions des articles 28 et 78 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum, ni maximum et un opérateur économique pour une durée d'un an reconductible 3 fois, se décomposant en 8 lots désignés comme suit :
 - o **Lot 1** : « Droit de la commande publique et droit de la construction » ;
 - o **Lot 2** : « Droit de la propriété des personnes publiques » ;
 - o **Lot 3** : « Droit pénal et procédure pénale » ;
 - o **Lot 4** : « Droit public général » ;
 - o **Lot 5** : « Droit de l'urbanisme, de l'aménagement et de l'environnement » ;

- o **Lot 6** : « Droit de la fonction publique, droit social et droit des mesures disciplinaires » ;
 - o **Lot 7** : « Droit privé » ;
 - o **Lot 8** : « Cassation et Tribunal des Conflits » ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres des lots 1, 2, 4, 6, 7 et 8 étaient les suivants et pondérés de la manière suivante :
 - o Valeur technique au regard du mémoire technique 80% ;
 - o Prix des prestations au regard du coût horaire figurant dans l'acte d'engagement 20% ;
 - que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres des lots 3 et 5 étaient les suivants et pondérés de la manière suivante :
 - o Valeur technique au regard du mémoire technique 80% ;
 - o Prix des prestations au regard du coût horaire et forfaitaire figurant dans l'acte d'engagement 20% ;
 - que la Commission d'Appel d'Offres dans sa séance du 4 juin 2019 a classé les offres et choisi les candidats présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché V8D0051AJ de Prestations de Conseil Juridique et Représentations Juridiques :

- Pour le **lot 1** à la **SELARL PARME AVOCATS** présentant l'offre jugée économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères, pour un coût horaire de **105 € HT** ;
- Pour le **lot 2** à la **SELARL PARME AVOCATS** présentant l'offre jugée économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères, pour un coût horaire de **105 € HT** ;
- Pour le **lot 3** à la **SCP VPNG et ASSOCIES** présentant l'offre jugée économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères :
 - o pour un **coût horaire** :
 - de **140 € HT** pour les consultations juridiques ;
 - de **140 € HT** pour les écritures lors de représentations en justice ;
 - et de **140 € HT** pour les réunions d'expertise, réunions en mairie et audiences ;
 - o pour un **coût forfaitaire** de **850 € HT** pour les écritures et représentations à l'audience de la Ville en tant que partie civile dans les dossiers de dégradations volontaires de biens ;
- Pour le **lot 4** à la **SELARL PARME AVOCATS** présentant l'offre jugée économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères, pour un coût horaire de **105 € HT** ;
- Pour le **lot 5** à la **SCP VPNG et ASSOCIES** présentant l'offre jugée économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères :
 - o pour un **coût horaire** :
 - de **100 € HT** pour les consultations juridiques ;
 - de **120 € HT** pour les écritures lors de représentations en justice ;
 - et de **120 € HT** pour les réunions d'expertise, réunions en mairie et audiences ;
 - o pour un **coût forfaitaire** :
 - de **550 € HT** pour les écritures et représentations à l'audience de la Ville dans le cadre d'assignations pour les procédures d'exécution d'office ;

Décision n° VD2019-328

- de **850 € HT** pour les écritures et représentations à l'audience de la Ville en tant que partie civile dans les dossiers d'urbanisme pénal ;
- Pour le **lot 6** à la **SCP VPNG** et présentant l'offre jugée économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères, pour un coût horaire de **120 € HT** ;
- Pour le **lot 7** à la **SCP VPNG et ASSOCIES** présentant l'offre jugée économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères, pour un coût horaire de **120 € HT** ;
- Pour le **lot 8** à la **SCP LYON-CAEN** présentant l'offre jugée économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères, pour un coût horaire de **150 € HT**.

Pour les lots 1 à 7, l'accord cadre prend effet à compter du 11 juin ou à sa notification si celle-ci est ultérieure. Pour le lot 8, la durée de l'accord cadre est de 1 an à compter du 1er Décembre 2019.

Pour tous les lots, la durée de l'accord cadre est de 1 an à compter de sa notification, chacun de ces lots est reconductible 3 fois 1 an.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **30 JUIL. 2019**
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 30 JUIL. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction qualité de vie au travail, du dialogue social et de l'accompagnement managérial
Service qualité de vie au travail

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**MARCHE n° G9B0010RH-Fourniture de
matériel adapté destiné aux aménagements de
postes pour personnes en situation de handicap
ou de restriction d'aptitude de la Ville de
Montpellier, de Montpellier Méditerranée
Métropole et du CCAS de la Ville de Montpellier**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller Municipal Délégué aux Ressources Humaines ;
- Vu la convention de groupement MD2018-988.

Considérant :

- qu'il est nécessaire d'assurer l'aménagement des postes pour les personnes en situations de handicap ou de restriction d'aptitude pour la Ville de Montpellier, de Montpellier Méditerranée Métropole et du CCAS de la Ville de Montpellier ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum, avec un maximum et un opérateur économique, en application de l'article 78 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux accords-cadres pour une durée de 12 mois ;

- que cette procédure était composée de 4 lots :
 - o lot 1 : Fourniture de mobilier, fauteuils, périphériques informatiques et matériels divers ;
 - o lot 2 : Fourniture de matériel adapté « sur mesure » avec p Fourniture de matériel adapté avec prestation d'identification, de recherche et de développement ;
 - o lot 3 : Fourniture de matériel spécifique destiné à compenser la déficience auditive ;
 - o lot 4 : Fourniture de matériel spécifique destiné à compenser la déficience visuelle.
- que les critères d'analyse pour le jugement des offres des lots 1, 2 et 3 étaient les suivants :
 - o valeur technique au regard du mémoire technique: 60% ;
 - o prix des prestations au regard du Détail Quantitatif Estimatif : 40% ;
- que les critères d'analyse pour le jugement des offres du lot 4 étaient les suivants :
 - o valeur technique au regard du mémoire technique: 90% ;
 - o prix des prestations au regard du Détail Quantitatif Estimatif : 10%
- qu'après analyse, SARL DESIGN +, 2012 avenue de Toulon - 83260 LA CRAU présente l'offre économiquement la plus avantageuse pour le Lot n° 1
- qu'après analyse, ERGOMAX 1, rue des Amandiers - 30340 SAINT PRIVAT DES VIEUX présente l'offre économiquement la plus avantageuse pour le Lot n° 2
- qu'aucune offre n'a été déposée pour les lots n° 3 et n° 4

Décide en conséquence :

ARTICLE 1 :

D'attribuer, à compter de sa notification, pour 12 mois le lot n° 1 : « Fourniture de mobilier, fauteuils, périphériques informatiques et matériels divers » à SARL DESIGN +, 2012 avenue de Toulon - 83260 LA CRAU, pour un montant maximum de 57 000 € H.T

D'attribuer, à compter de sa notification, pour 12 mois le lot n°2 : « : Fourniture de matériel adapté « sur mesure » avec prestation d'identification, de recherche et et de développement. » à ERGOMAX 1, rue des Amandiers - 30340 SAINT PRIVAT DES VIEUX, pour un montant maximum de 19 500 € H.T.

De déclarer les lots 3 et 4 infructueux.

De relancer les lots 3 et 4 selon la procédure de marchés sans publicité ni mise en concurrence préalables en application de l'article R2122-2 du code de la commande publique

ARTICLE 2 :

De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier, sur le budget de la Métropole, sur le budget du CCAS, chapitre 930, dans le respect des maximum autorisés.

ARTICLE 3 :


D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

.../...

ARTICLE 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05 JUIL. 2019
Monsieur le Conseiller municipal
Abdi EL KANDOUSSI



Publiée le : 08 JUIL. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête n°
19MA02514 CAA Marseille - PLANET'INDIGO"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué.

Considérant :

- La requête près la Cour Administrative d'Appel de Marseille n° 19MA02514 déposée par la Société Planet'Indigo le 4 juin 2019 contre l'arrêté de permis de construire valant autorisation d'exploitation commerciale n° PC 34172 18 VO224 délivré le 29 avril 2019 par Monsieur le Maire de Montpellier en vue de la réhabilitation et extension du centre commercial Odysseum.;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près la Cour Administrative d'Appel de Marseille suite au dépôt de la requête n° 19MA02514 le 4 juin 2019 par la société Planet'Indigo ;

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés;

Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930 ;

.../...

Décision n° VD2019-332

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 01 AOUT 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 06 AOUT 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sports et Jeunesse
Service Sports

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Contrat de fournitures, livraison et pose des
modules de saut et des éléments de protection du
site provisoire de pratique et d'entraînement de
BMX Freestyle de Grammont - Autorisation de
signature**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Vu la décision n° VD/2018/291 du 27 septembre 2018 autorisant la signature de la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage pour la réhabilitation du skate-park de Grammont et l'installation d'un site de BMX Freestyle avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Patrick RIVAS, Adjoint au Maire, délégué aux Sports.

Considérant :

- que dans le cadre de sa compétence « sports », la Ville de Montpellier souhaite construire un BMX park international qui aura pour vocation d'accueillir un pôle France de BMX Freestyle, en vue de la préparation des Jeux Olympiques de Tokyo en 2020 et Paris en 2024 ;
- que pour permettre un démarrage des entraînements au plus tôt, un site provisoire doit être aménagé sur une partie du terrain de football stabilisé Grammont n° 10 dans le complexe Sportif de Grammont, le temps des études et travaux de réhabilitation du skatepark de Grammont ;
- que ce site provisoire doit accueillir des structures modulaires démontables, dites « modules de saut » associés à des équipements de protection des pratiquants ;
- que ces modules de saut et équipements de protection seront ensuite positionnées sur un emplacement réservé au sein du skatepark de Grammont réhabilité ;

- qu'une consultation a été lancée dans le respect des dispositions de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et conformément notamment aux articles 67 et 68 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 selon une procédure d'appel d'offres ouvert, en vue de la passation de marchés de fourniture, livraison et pose des modules de saut d'une part (Lot 1), et des équipements de protection associés d'autre part (Lot 2) ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - o Valeur technique de l'offre : 60%
 - o Prix des prestations : 40%
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 18 juin 2019 a classé les offres et choisi l'entreprise qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse tant sur le Lot 1 « Modules de saut », que sur le Lot 2 « Eléments de protection », soit la SAS HURRICANE, domicilié 3 rue Christian André Benoît, 34 670 BAILLARGUES

Décide en conséquence :

ARTICLE 1 : d'attribuer les Lots 1 et 2 du marché de fourniture, livraison et pose des modules de saut et des équipements de protection associés à l'entreprise SAS HURRICANE, pour un montant total de 654 361 € HT pour le lot 1, dont 491 094 € HT pour la tranche ferme et 163 267 € HT pour les tranches optionnelles, et 56 109,58 € HT pour le lot 2.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier, Chapitre 903.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05 JUL. 2019
Monsieur l'Adjoint au Maire
Patrick RIVAS

Publiée le : 08 JUL. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Attribution d'un marché public en appel d'offres
ouvert pour l'achat de mobilier scolaire.
V8D0025EM

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué aux Finances.

Considérant :

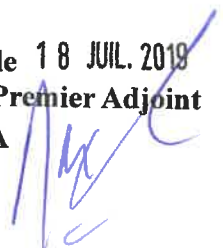
- qu'il y a lieu de procéder à l'achat de mobilier scolaire pour répondre aux besoins des services de la Ville Montpellier ;
- qu'une procédure d'appel d'offres ouvert n° V8D0025EM a été lancée, en date du 24 janvier 2019, soumise aux articles 25- I. 1°, 67 à 68 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016. Ce marché est passé en application des articles 78 et 80 dudit Décret relatif aux accords-cadres (Accord-cadre à bons de commande sans minimum et sans maximum) ; Cet Accord Cadre est conclu pour une période initiale d'exécution d'un an à compter de sa notification. Il peut être reconduit 3 fois par périodes successives de 1 an ;
- que les critères d'analyse des offres pour le lot n° 3 (tableaux) pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - o Performances en matière de protection de l'environnement pour 20 %

- o Prix des prestations pour 80% ;
- que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 04 juin 2019, a attribué, pour le **lot n° 3**, le marché à la société **MANUTAN**, 143 boulevard Ampère Chanray, CS 90000, 79074 NIORT Cedex 9, qui a proposé l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères ;

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché « Achat de mobilier scolaire (n° V8D0025EM) » à la société à la société **MANUTAN** pour lot n° 3 étant conclu sans montant minimum ni maximum ;
- de dire que la dépense sera imputée sur les budgets fonctionnement et investissement, tous chapitres ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint Délégué aux Finances à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 JUIL. 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le :
Notifiée le : 19 JUIL. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction du Parc de Lunaret
Service Administration (Parc de Lunaret)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Accord cadre à marchés subséquents n°
5D004998192
Mission de maîtrise d'œuvre paysagère et
technique pour la réhabilitation du parc
zoologique de Lunaret - Avenant n° 2**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu la décision d'attribution n° 2016/0277 en date du 09 août 2016 autorisant la signature de l'accord cadre à marchés subséquents n° 5D004998192 portant sur la mission de maîtrise d'œuvre paysagère et technique pour la réhabilitation du Parc Zoologique de Lunaret avec le Groupement conjoint TN+ Paysagiste (mandataire), SCP Boyer Perecheron (architecte), Jean Luc Berthier (zoologue vétérinaire), Les éclaireurs (éclairagistes), Agence NC (scénographe), Setec International (BET technique) et Serige (BET Technique) ;
- Vu l'accord cadre à marchés subséquents n° 5D00498192 portant sur la mission de maîtrise d'œuvre paysagère et technique pour la réhabilitation du Parc Zoologique de Lunaret ;
- Vu la convention de mandat en date du 05 septembre 2018 conclue avec la SA3M, autorisant, en qualité de Directeur Général, Monsieur Christophe PEREZ à signer les marchés faisant l'objet de cette convention ;
- Vu l'avenant n° 1 à l'accord cadre à marchés subséquents n° 5D004998192 signé en date du 07 novembre 2018 transférant ledit accord-cadre à la SA3M ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation à Monsieur Luc ALBERNHE.

Considérant :

- Que le cotraitant SETEC INTERNATIONAL a souhaité se désister du groupement de maîtrise d'œuvre ;
- Que ledit cotraitant a confirmé son accord sur les modalités de sortie par courrier en date du 14 mai 2019 ;
- Que le groupement de maîtrise d'œuvre ne possédant pas au sein des structures qui le constituent, les compétences techniques pour se substituer au cotraitant SETEC INTERNATIONAL, la société TN+ a proposé les bureaux d'études P3G Ingénierie et INTERVIA Etudes en remplacement de ce dernier.

Décide en conséquence :

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n° 2 de l'accord cadre n° 5D004998192 de maîtrise d'œuvre conclu avec le groupement conjoint TN+ Paysagiste, SCP Boyer Perecheron, Les éclairieurs, Agence NC et nouvellement INTERVIA Etudes et P3G Ingénierie en lieu et place de SETEC INTERNATIONAL.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier, chapitre 903 en section d'investissement et chapitre 933 en section de fonctionnement.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°2 à l'accord cadre à marchés subséquents n° 5D004998192 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 JUIL. 2019
Monsieur l'Adjoint au Maire
Luc ALBERNHE



Publiée le : 15 JUIL. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction du Parc de Lunaret
Service Administration (Parc de Lunaret)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Accord cadre à marchés subséquents n°
5D004998192
Mission de maîtrise d'œuvre paysagère et
technique pour la réhabilitation du parc
zoologique de Lunaret -
Avenant n° 3**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu la décision d'attribution n° 2016/0277 en date du 09 août 2016 autorisant la signature de l'accord cadre à marchés subséquents n° 5D00498192 portant sur la mission de maîtrise d'œuvre paysagère et technique pour la réhabilitation du Parc Zoologique de Lunaret avec le Groupement conjoint TN+ Paysagiste (mandataire), SCP Boyer Perecheron (architecte), Jean Luc Berthier (zoologue vétérinaire), Les éclaireurs (éclairagistes), Agence NC (scénographe), Setec International (BET technique) et Serige (BET Technique) ;
- Vu l'accord cadre à marchés subséquents n° 5D00498192 portant sur la mission de maîtrise d'œuvre paysagère et technique pour la réhabilitation du Parc Zoologique de Lunaret ;
- Vu la convention de mandat en date du 05 septembre 2018 conclue avec la SA3M, autorisant, en qualité de Directeur Général, Monsieur Christophe PEREZ à signer les marchés faisant l'objet de cette convention ;
- Vu l'avenant n° 1 à l'accord cadre à marchés subséquents n° 5D00498192 signé en date du 07/11/2018 transférant ledit accord-cadre à la SA3M ;
- Vu l'avenant n° 2 à l'accord cadre à marchés subséquents n° 5D00498192 signé en date du 07 août 2019 actant du remplacement du cotraitant SETEC par P3G et INTERVIA en qualité de nouveaux membres de groupement de maîtrise d'œuvre ;

-Vu l'arrêté municipal donnant délégation à Monsieur Henri de VERBIZIER aux espaces verts, au parc de Lunaret et aux commissions de sécurité et d'accessibilité.

Considérant :

- Que le périmètre d'étude du Programme général de la réhabilitation du Parc de Lunaret ayant servi à la désignation du titulaire de l'accord-cadre englobait les locaux de la zone technique du Parc sans pour autant définir précisément le programme d'intervention sur lesdits locaux ;
- Que le programme d'intervention sur la zone technique étant désormais défini, il peut être intégré comme nouvelle annexe de l'accord-cadre ;
- Que sur la base des éléments d'études Esquisse du Parc et de la Ferme pédagogique, ainsi que du programme établi sur la zone technique, il est apparu nécessaire de modifier les coefficients de complexité applicables à la rémunération de la maîtrise d'œuvre par nature d'ouvrages à traiter tels que prévus dans l'Accord-cadre, pour mieux intégrer la réalité des différentes opérations à concevoir et réaliser ;
- Que compte tenu de l'ampleur du projet proposé, des modifications des clauses de l'accord-cadre relatives aux missions confiées à la maîtrise d'œuvre et aux pénalités applicables sont nécessaires.

Décide en conséquence :

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n° 3 de l'accord cadre de maîtrise d'œuvre conclu avec le groupement conjoint TN+ Paysagiste, SCP Boyer Perecheron, Les éclaireurs, Agence NC, PG3 Ingénierie et INTERVIA Etudes comprenant :

- ✓ L'intégration dans le périmètre des missions de maîtrise d'œuvre la Zone technique n° 3 et ses incidences financières au titre de la mission d'avant-projet ;
- ✓ La modification et la mise en cohérence avec le projet des coefficients de complexité prévus initialement au bordereau des prix plafonds ;
- ✓ La mise en cohérence des missions de maîtrise d'œuvre listées au CCAP de l'accord-cadre ;
- ✓ La modification des échéanciers de paiement des missions, pour les adapter à l'échelonnement des travaux ;
- ✓ La modification des pénalités applicables, les dispositions de l'article 14 du CCAG-PI ne paraissant pas adaptés à l'ampleur du projet mis en œuvre dans le cadre du présent contrat.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier, chapitre 903 en section d'investissement et chapitre 933 en section de fonctionnement.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n° 3 à l'accord cadre à marchés subséquents n° 5D004998192 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

.../...

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19/08/2019
Monsieur l'Adjoint au Maire
Henri de VERBIZIER

Publiée le : 22 AOUT 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Marché n° 2993 S17-03 de contrôle technique à
mener sur les ERP de la Ville de Montpellier en
vue des travaux de mise en accessibilité - Période
2017/2020
Avenant n° 1**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu la délibération n° 2015/390 du 29 septembre 2015 relative à l'approbation de l'Agenda d'Accessibilité Programmée de la Ville ;
- Vu la décision n° 2016/0283 du 23 août 2016 autorisant la signature de la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée mandatant la SA3M pour la mise en accessibilité du patrimoine immobilier bâti communal ;
- Vu la décision n° VD/2017/104 du 16 juin 2017 attribuant le marché n° 2993S17-03 « Marché de contrôle technique à mener sur les ERP de la Ville de Montpellier en vue des travaux de mise en accessibilité – période 2017/2020 » à l'entreprise BUREAU VERITAS, sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande, sans minimum, avec un maximum de 120 000 € H.T. pour une durée de 48 mois ;
- Vu le projet d'avenant n° 1 relatif à ce mandat ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au maire, délégué aux Finances.

Considérant :

- Que, par délibération n° 2015/390 du 29 septembre 2015, la Ville a approuvé un Agenda d'Accessibilité Programmée de la Ville ;
- Que, par décision n° 2016/0283 du 23 août 2016 la Ville a autorisé la signature de la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée mandatant la SA3M pour la mise en accessibilité du patrimoine immobilier bâti communal ;
- Que, par décision n° VD/2017/104 du 16 juin 2017, le marché n° 2993S17-03 « Marché de contrôle technique à mener sur les ERP de la Ville de Montpellier en vue des travaux de mise en accessibilité – période 2017/2020 » a été attribué à l'entreprise BUREAU VERITAS, Immeuble L'optimum, ZAC Blaise Pascal, 450 rue Baden Powel - 34000 MONTPELLIER, conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 ;
- Qu'un avenant n° 1 à ce marché est nécessaire dans la mesure où le montant maximum du marché est sur le point d'être atteint avant le terme contractuel ;
- Que la modification du marché, opérée par le présent avenant, est fondée sur l'article 139 dudit décret, dont le 6° autorise la modification du marché à 9,50 % du montant du marché initial pour les marchés publics de services. Le présent avenant a donc pour objet de porter le montant maximum du marché à 131 400 € H.T.

Décide en conséquence :

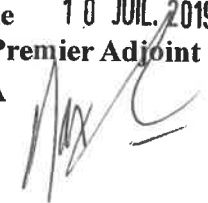
ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n° 1 au marché intitulé « Marché de contrôle technique à mener sur les ERP de la Ville de Montpellier en vue des travaux de mise en accessibilité – période 2017/2021 » avec l'entreprise BUREAU VERITAS, d'un montant de 11 400 € H.T. portant le nouveau montant du marché à 131 400 € H.T.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, chapitres 900 ; 902 ; 903 ; 904 ; 906.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 JUL. 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 10 JUL. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Direction artistique et production de la
programmation artistique de la Zone Artistique
Temporaire (ZAT) 2020
N° V9C0003DC**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le code de la commande publique ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Culture.

Considérant :

- que la Ville organisera en 2020 une nouvelle édition de la Zone Artistique Temporaire (ZAT), dont il convient de prévoir la direction artistique et la production de la programmation artistique ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 du code de la commande publique sous la forme d'un marché ordinaire, pour une durée de 10 mois ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Valeur technique au regard du mémoire technique (60%)
 - ° Prix (40%)
- qu'après analyse, l'association le Passe Muraille, 4 avenue de l'Europe, 34830 Clapiers présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :


ARTICLE 1 : d'attribuer le marché de direction artistique et production de la programmation artistique de la Zone Artistique Temporaire (ZAT) 2020 à l'association le Passe Muraille, pour un montant de 135 700 € HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 10 mois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier, chapitre 933.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 JUIL. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA



Publiée le : 11 JUIL. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête n° 1902803-3
TA - Ressources humaines"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué.

Considérant :

- La requête n° 1902803-3 déposée le 4 juin 2019 près le Tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur Didier GUZMAN, agent de la Ville de Montpellier, contre la décision du 8 avril 2019 refusant la reconnaissance de son congé de longue maladie imputable au service ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1902803-3 par Monsieur Didier GUZMAN ;

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés » ;

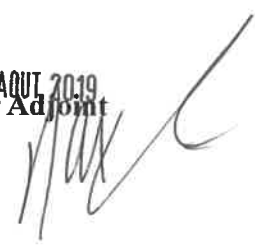
Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930 ;

.../...

Décision n° VD2019-352

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 01 AOUT 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 06 AOUT 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Mission Grand Coeur**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Construction et aménagement des Halles et de la
place Alexandre Laissac
Mandat de réalisation à la Société
d'aménagement de la Métropole de Montpellier
(SA3M)
Avenant n° 1 concernant le lot 3 : régulation
trafic**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la convention de mandat par décision n° 2016/0448 en date du 16/12/2016 au bénéfice de la Société d'aménagement de la Métropole de Montpellier (SA3M) ;
- Vu la décision n° VD2018-300 attribuant le marché pour le lot n° 3 du marché régulation de trafic à l'entreprise SNEF, pour un montant de 127 287.24 € HT pour une durée de 13 mois ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA.

Considérant :

- que le projet des halles et de la place Laissac comprend deux composantes intimement liées, la reconstruction de nouvelles halles et l'aménagement des espaces publics afférents qui nécessitent un traitement étroitement coordonné et que dorénavant, par délibération, la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble est confiée à la Commune ;
- qu'afin d'assurer ce suivi coordonné, la Ville de Montpellier, par décision n° 2016/0448 du 16/12/2016, a délégué cette maîtrise d'ouvrage à la Société d'aménagement de la Métropole de Montpellier (SA3M) et qu'ainsi le mandataire accomplit, au nom et pour le compte de la Commune, tous les actes juridiques et procédures nécessaires, dans la limite des attributions fixées dans le mandat ;

- qu'un marché de travaux a été passé avec l'entreprise SNEF pour le lot numéro 03 : régulation de trafic de la place Laissac, pour un montant de 127 287.24 € HT ;
- que suite à des contraintes (travaux voies tram en juillet/aout, travaux voies bus, échafaudages ravalement façades autour halle etc...) modifiant le phasage des travaux, il a été réalisé par l'entreprise une protection mécanique des caissons des bornes permettant de conserver les accès aux différents commerçants et engins de chantier pendant la réalisation de l'aménagement de la place. Cette demande survenue dans l'exercice du contrat, a modifié le marché initial et a donc fait l'objet d'un avenant (avenant numéro 1) ;
- que le montant de l'avenant s'élève à 15.2 % du montant global du marché, soit 19 401.58 € HT, sans incidences sur le délai global de réalisation du marché.

Décide en conséquence :

- d'approuver à cet effet le projet d'avenant n° 1 au marché de travaux n° : VD2018-300 concernant le lot n° 03 : régulation trafic, confié à l'entreprise SNEF, et joint en annexe à la présente ;
- d'approuver à cet effet le montant de l'avenant s'élevant à 15.2 % du montant global du marché, soit 19 401.58 € HT, sans incidences sur le délai global de réalisation du marché ;
- d'autoriser toute personne ayant délégation à cet effet à signer ledit avenant, ainsi que tous documents relatifs à cette affaire ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 905.

Montpellier, le 04 JUL 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 08 JUL 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction des Systèmes d'Information**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Attribution d'un Accord-cadre : Services de
Communications Electroniques
N° V8D0009RI**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code de la commande publique ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller municipal.

Considérant :

- Qu'il convient de répondre aux besoins de télécommunications électroniques de la Ville, avec des objectifs de sécurisation, pérennité, maîtrise des dépenses et couverture des services en matière de téléphonie fixe et d'accès Internet ;
- Que le précédent marché arrive à son terme le 31 août 2019 ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux dispositions des articles R2124-1 et R2124-2 du code, et des articles R2162-2 à R2162-5 du code de la commande publique. sous la forme d'un accord-cadre passé en application des articles R2162-1 à R2162-6, et R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique
- pour une durée de 4 ans à compter de la date fixée par ordre de service;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

| | |
|--|------------|
| Critère : Valeur technique au regard du cadre de réponses techniques | 70% |
| Offres de connexions et de services | 40% |
| Relations technico-commerciales pendant la durée du marché | 30% |
| Critère : Prix des prestations au regard du Devis Quantitatif Estimatif | 30% |

- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 16 juillet 2019 a classé les offres et choisi la société ORANGE - Agence Entreprises Occitanie sise 30 avenue Marcel Dassault – 31506 TOULOUSE Cedex 5 présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché de services de communications électroniques à la société ORANGE, pour un montant minimum de 400 000 euros HT et sans maximum sur la durée du marché.

Le marché prend effet à compter du 1^{er} septembre 2019. Sa durée est de quatre ans.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de la Ville, tous chapitres.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 08 AOUT 2019
Monsieur le Conseiller municipal
Abdi EL KANDOUSSI

Publiée le : 08 AOUT 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Attribution d'un Accord-Cadre pour l'achat de
matériels électriques.
G8D0039EM**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- **VU** l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret relatif aux marchés publics ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances.

CONSIDERANT :

- qu'il y a lieu de procéder à l'achat de matériels électriques pour répondre aux besoins des services de la Ville Montpellier et des membres du groupement de commandes ;
- qu'une procédure d'appel d'offres ouvert n° G8D0039EM a été lancée, en date du 30 mars 2019, soumise aux articles 25- I. 1° et 67 à 68 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016. Ce marché est passé en application des articles 78 et 80 dudit Décret relatif aux accords-cadres Il s'agit d'un accord-cadre en groupement de commandes conformément à l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relatives aux marchés publics.

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum, ni maximum et un opérateur économique.

Cet Accord Cadre est conclu pour une période initiale d'exécution d'un an à compter de sa notification. Il peut être reconduit par périodes successives de 1 an, pour une durée maximale de reconduction de 3 ans ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- prix des prestations.....50 %
- valeur technique.....50 %

- que la commission d'appel d'offres, dans sa séance du 18 juin 2019, a classé l'offre et choisi le marché à la société REXEL qui a présenté l'offre économiquement avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché à l'entreprise REXEL pour un montant sans minimum sans maximum d'autoriser la signature du marché « Achat de matériels électriques n° G8D0039EM » sans minimum, ni maximum avec la société REXEL, pour un montant total annuel de commandes estimé à 165 000 € HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an. Il peut être reconduit par périodes successives de 1 an, pour une durée maximale de reconduction de 3 ans ;

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville en section de fonctionnement et d'investissement, tous chapitres ;

- **ARTICLE 3** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

- **ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 JUIL. 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 10 JUIL. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Mission Grand Coeur
Service Patrimoine Historique

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Réfection des sols de la Place Royale du Peyrou **Attribution du marché V9D0007**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération n° 2015/85 en date du 30 mars 2015 relative au programme de restauration de la Place royale du Peyrou.

Considérant :

- qu'il est nécessaire de procéder à des travaux de réfection des sols de la Place royale du Peyrou ;
- qu'une procédure adaptée ouverte a été lancée conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché alloti pour une durée de 9 mois et 3 semaines ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres de l'ensemble des lots étaient les suivants :
 - valeur technique au regard du mémoire technique (70%) ;
 - prix des prestations au regard du montant global et forfaitaire mentionné à l'acte d'engagement (30%) ;
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 18 juin 2019, a été informée du choix de l'offre :
 - pour le lot n° 1 « VRD », de l'entreprise COLAS MIDI MÉDITERRANÉE présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;
 - pour le lot n° 2 « Maçonnerie – Pierre de taille », de l'entreprise S.A.R.L. MUZZARELLI présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché de travaux de réfection des sols de la Place royale du Peyrou aux entreprises suivantes :

- pour le lot n°1 « VRD » : COLAS MIDI MÉDITERRANÉE pour un montant global et forfaitaire de 1.179.559,00 € H.T. ;
- pour le lot n° 2 « Maçonnerie – Pierre de taille » : S.A.R.L. MUZZARELLI pour un montant global et forfaitaire de 392.401,72 € H.T.

Le marché prend effet à compter de l'ordre de service. Sa durée est de 9 mois et 3 semaines.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier, chapitre 903.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier le
Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

04 JUL. 2019

Publiée le : 05 JUL. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Conduite et Opérations

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Marché n° 8D0003V14500
Missions Géotechniques

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux « marchés » ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire, délégué aux Finances.

Considérant :

- que la Ville a besoin de réaliser des missions géotechniques ;
- qu'un appel d'offres ouvert a été lancé sous la référence 8D0003V14500 « Missions Géotechniques » conformément aux dispositions des articles 25-I.1° et 67 à 68 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, sous la forme d'un accord cadre à bons de commandes sans minimum ni maximum pour une durée de un an pouvant être reconduit par période de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° valeur technique : 60%
 - ° prix des prestations : 40%
- que la Commission d'Appel d'Offres, dans sa séance du 18 juin 2019 a classé les offres et choisi l'entreprise GEOTEC (11 avenue de Rome Centre Concorde Lot 14 – 34000 VITROLLES) présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n° 8D0003V14500 « Missions Géotechniques » à l'entreprise GEOTEC, sans minimum ni maximum.

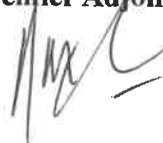
Le marché prend effet à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage du marché. Sa durée est de 1 an (reconductible par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction 3 ans).

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de la Ville de Montpellier, chapitres 900, 901, 902, 903, 904 et 905.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 JUIL. 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 10 JUIL. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sports et Jeunesse
Service Sports

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Accord-cadre de travaux : Création des dalles et
clôtures du site provisoire de pratique et
d'entraînement de BMX Freestyle de Grammont
Autorisation de signature

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code de la commande publique ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Patrick RIVAS, Adjoint au Maire, délégué aux Sports et aux Sports dans les quartiers, délégation de fonctions ;
- Vu la décision n° VD/2018/291 du 27 septembre 2018 autorisant la signature de la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage pour la réhabilitation du skate-park de Grammont et l'installation d'un site de BMX Freestyle avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M).

Considérant :

- o que dans le cadre de sa compétence « sports », la Ville de Montpellier souhaite construire un BMX park international qui aura pour vocation d'accueillir un pôle France de BMX Freestyle, en vue de la préparation des Jeux Olympiques de Tokyo en 2020 et Paris en 2024 ;
- o que pour permettre un démarrage des entraînements au plus tôt, un site provisoire doit être aménagé sur une partie du terrain de football stabilisé Grammont n° 10 dans le complexe Sportif de Grammont, le temps des études et travaux de réhabilitation du skatepark de Grammont ;
- o que ce site provisoire doit être constitué de dalles en béton quartzé lisse sur lesquelles seront installées des structures démontables dit « modules de saut » ;
- o que ce site provisoire doit être sécurisé pour en autoriser l'accès qu'aux seules associations agréées et qu'à ce titre, le remplacement des grillages existants par des clôtures en treillis soudé ;
- o qu'une consultation a été lancée dans le respect des dispositions de l'article L2123-1 du Code de la

commande publique, selon une procédure adaptée ouverte avec possibilité de négociation, en vue de la passation de d'un accord-cadre comportant deux lots :

- Lot 1 – Dallage béton, d'un montant maximum de 200 000 € HT, relatif à la dépose d'équipements sportifs, réalisation de terrassements, de dallage à plat et de réseaux EP.
- Lot 2 – Clôtures, d'un montant maximum de 100 000 € HT, relatif à la dépose de clôtures existantes, la fourniture et la pose de clôtures en treillis soudé et de portail.

o que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- Valeur technique de l'offre : 60%
- Prix des prestations : 40%

o que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 18 juin 2019 a choisi l'entreprise qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse sur le Lot 1 – Dallage béton :

- Groupement SAS SOLS LANGUEDOC ROUSSILLON domicilié 350 Rue Maryse Hilsz 34430 ST JEAN DE VEDAS / SARL SOLS SYNERGIE, domicilié 153 Avenue du Général Leclerc, 84 510 CAUMONT SUR DURANCE.

o que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 18 juin 2019 a choisi l'entreprise qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse sur le Lot 2 – Clôtures :

- SARL ESPACS VALLEE DU RHONE, domicilié 71 Avenue Cugnot – ZAC des Escampades – 84 170 MONTEUX.

Décide en conséquence :

ARTICLE 1 : d'attribuer le Lot 1 de l'accord-cadre travaux de création des dalles et clôtures du site provisoire de pratique et d'entraînement de BMX Freestyle de Grammont au Groupement SAS SOLS LANGUEDOC ROUSSILLON / SARL SOLS SYNERGIE.

ARTICLE 2 : d'attribuer le Lot 2 de l'accord-cadre travaux de création des dalles et clôtures du site provisoire de pratique et d'entraînement de BMX Freestyle de Grammont à l'entreprise SARL ESPACS VALLEE DU RHONE.

ARTICLE 3 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier, chapitre 903.

ARTICLE 4 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 JUL. 2019
Monsieur l'Adjoint au Maire
Patrick RIVAS



Publiée le : 10 JUL. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Attribution d'un accord cadre passé selon une
procédure adaptée pour des achats de vélos,
accessoires et de pièces détachées d'origine de
rechange.**

V9B0031EM

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code de la Commande Publique ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances.

Considérant :

- qu'il y a lieu de procéder aux achats de vélos, accessoires et de pièces détachées d'origine de rechange pour véhicules de service et véhicules de police municipale, répondant aux besoins exprimés par le Parc Auto de la Ville de Montpellier ;
- qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées (n° V9B0031EM) a été lancée en date du 29 avril 2019, sous forme d'un Accord Cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum de 80 000.00 € HT, pour une durée d'exécution de quatre ans à compter de sa notification ;
- les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : le prix pour 40% et la valeur technique pour 60% ;

- qu'après analyse, l'entreprise E-BIKE SOLUTION, 6 avenue du Vercors, 26150 DIE a présenté une offre économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse.

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché « Achats de vélos, accessoires et de pièces détachées d'origine de rechange » n° V9B0031EM à l'entreprise E-BIKE SOLUTION pour un montant total maximum de commandes de 80 000 € HT. C'est un Accord Cadre unique conclu pour une période d'exécution de quatre ans à compter de sa notification.
- de dire que la dépense sera imputée sur les budgets fonctionnement et investissement de la Ville, tout chapitre ;
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer ce marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03 JUL. 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 05 JUL. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Travaux et Maintenance
Service Administration et Comptabilité

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Fourniture et pose de kit de mise en conformité
des structures de motricité.
Marché n° V9B0073TM**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code de la Commande Publique ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Sonia KERANGUEVEN, Adjointe au Maire, déléguée à la Réussite Educative.

Considérant :

- Que suite à un audit de sécurité, il a été démontré que les structures de motricité présentes depuis 30 ans dans les écoles de la Ville ne sont plus aux normes actuelles ;
- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de fourniture et à la pose de kits de mise en conformité des structures de motricité ;
- Que conformément au certificat d'exclusivité fourni, seule la société ASCO et CELDA, est en capacité de proposer un kit d'adaptation aux normes actuelles afin de revenir à un niveau de sécurité général et réglementaire satisfaisant ;
- Qu'aucun autre fabricant n'est en mesure de proposer de tels services ;

Décision n° VD2019-363

- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2122-4 1° du Code de la Commande Publique sous la forme d'un marché sans publicité ni mise en concurrence. La durée de la prestation est estimée à 4 mois.

Décide en conséquence :


ARTICLE 1 : d'attribuer le marché Fourniture et pose de kit de mise en conformité des structures de motricité à l'entreprise ASCO et CELDA pour un montant de 25 139,84 € HT.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de la Ville de Montpellier, chapitre 902.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 JUL. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Sonia KERANGUEVEN



Publiée le : 10 JUL. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public
Service Gestion des Moyens Communs

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Marché V9D0003UV - Locations de chalets de Noël en bois - Attribution

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Véronique PEREZ, Adjointe déléguée aux Affaires Economiques au Commerce et à l'Artisanat.

Considérant :

- que la Ville de Montpellier organise une manifestation dénommée « les Hivernales de Montpellier », manifestation qui comprend un marché de Noël constitué d'environ une centaine de chalets en bois ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 25-I.1° et 67 à 68 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord-cadre à bons de commandes pour une durée d'un an renouvelable 3 fois ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - o 1-Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif 60% ;
 - o 2-Valeur technique au regard du mémoire technique et du planning prévisionnel d'exécution des prestations ;

Décision n° VD2019-365

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 4 juin 2019, a été informée que l'entreprise CHALET'XPO, 3017 rue de la Vieille Serre, 31800 SAINT GAUDENS présentait l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché « Location de chalets de Noël en bois » à l'entreprise CHALET'XPO, accord-cadre à bons de commandes avec un seuil annuel minimum de 60 000 € H.T. et sans seuil annuel maximum, pour un montant de devis quantitatif estimatif de 143 357 € H.T.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an renouvelable 3 fois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 et suivants de la Ville de Montpellier, chapitre 936.

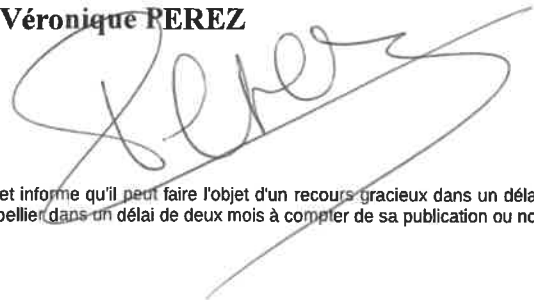
ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04 JUIL. 2019

Madame l'Adjointe au Maire

Véronique PEREZ



Publiée le : 09 JUIL. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Convention de mise à disposition
Ville/ Montpellier Méditerranée Métropole
Terrasse de l'horloge - Domaine de Grammont

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances.

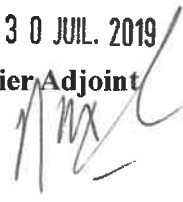
Considérant :

- Que Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité auprès de la Ville la mise à disposition de la terrasse de l'horloge, dans le prolongement de l'ex Bistrot Grammont ;
- Que la Ville de Montpellier autorise cette mise à disposition puisque cette terrasse est libre de toute occupation et qu'elle correspond à la demande de Montpellier Méditerranée Métropole.

Décide en conséquence :

- De conclure une convention de mise à disposition avec Montpellier Méditerranée Métropole de 7 ans et 5 mois à compter du 1^{er} juillet 2019. Cette convention ne pourra faire l'objet d'une reconduction tacite.
- De dire que cette mise à disposition est consentie à titre gracieux, charges en sus ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 30 JUIL. 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 30 JUIL. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Convention de mise à disposition de la maison des
chœurs avec l'association "Art sans frontière" du
8 au 12 juillet 2019**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA Adjointe déléguée à la Culture.

Considérant :

- que l'association « Art sans frontière » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs du 8 au 11 juillet 2019 ;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 120€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2018/514 du 19 décembre 2018.

Décide en conséquence :

- d'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- de dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le **04 JUL. 2019**
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 05 JUL. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Convention de mise à disposition de la maison des
chœurs avec l'association "Nadalenca" pour le 23
juin 2019**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA Adjointe déléguée à la Culture.

Considérant :

- que l'association « Nadalenca » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 23 juin 2019 ;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2018/514 du 19 décembre 2018.

Décide en conséquence :

- d'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- de dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 04 JUL. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 05 JUL. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Travaux et Maintenance
Service Administration et Comptabilité

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Fourniture, pose et raccordement d'une ligne de
distribution de repas en self service avec tunnel
de lavage pour le restaurant scolaire Eugène
POTTIER.
Marché n° V9B0025TM**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code de la commande publique ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Sonia KERANGUEVEN Adjointe Au Maire déléguée à la Réussite Educative.

Considérant :

- qu'il y a lieu de procéder à la fourniture, la pose et le raccordement d'une ligne de distribution de repas en self-service avec tunnel de lavage pour le restaurant scolaire Eugène POTTIER ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 du code de la commande publique sous la forme d'un marché de fournitures courantes et de services pour une durée d'une semaine ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : Valeur technique au regard du mémoire technique 60%, prix des prestations au regard de la décomposition du prix global et forfaitaire : 40% ;

- qu'après analyse, l'entreprise SALAGER SERRA sise, 8 Zone d'activité Les Baronnes, 34730 Prades Le Lez présente une offre économiquement avantageuse.

Décide en conséquence :


ARTICLE 1 : d'attribuer le marché à l'entreprise SALAGER SERRA pour un montant de 64 740€ € HT ;
La durée du marché se confond avec le délai d'exécution des travaux qui se dérouleront durant l'été 2019, pour une durée d'une semaine.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de la Ville de Montpellier, section investissement, chapitre 902.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 JUL. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Sonia KERANGUEVEN



Publiée le : 15 JUL. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Travaux et Maintenance
Service Administration et Comptabilité

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Travaux et Maintenance d'arrosage des sols
sportifs et éducatifs
Marché n° V9B0062TM**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le code de la commande publique ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Patrick RIVAS, Adjoint au Maire des Sports.

Considérant :

- qu'il y a lieu de procéder à des travaux de maintenance et d'arrosage des sols sportifs et éducatifs ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 du code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande, pour une durée d'un an à compter de la notification ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique 60%; prix des prestations 40% ;
- qu'après analyse, l'entreprise SARL DEBART IRRIGATION sise, 942, Rue de l'Industrie 34070 MONTPELLIER, a présenté une offre économiquement avantageuse.

Décide en conséquence :

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché travaux de maintenance et d'arrosage des sols sportifs et éducatifs à l'entreprise DEBART, pour un montant maximum de 85 000 € HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de la Ville de Montpellier, chapitre 903 en section d'investissement et chapitre 933 en section de fonctionnement.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 JUL. 2019
Monsieur l'Adjoint au Maire
Patrick RIVAS



Publiée le : 10 JUL. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Bail Civil
VILLE / MAD FILMS MENS INSANA
Château de Lavalette
Autorisation de signer le bail

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;

Considérant :

- que la Ville de Montpellier est propriétaire de locaux à usage de bureaux, au château de Lavalette, sis 1037 rue Jean-François Breton, d'une surface de 551 m², répartis sur trois niveaux, implantés sur la parcelle AK 186 , ainsi qu'une partie de la parcelle AK 192, correspondant à un espace boisé de 200 m² environ, délimité par une clôture et attenant au bâtiment ;
- que ces locaux sont vacants depuis le 14 mai 2009 ;
- que par décision n° VD2019-072 du 22 février 2019, la Ville de Montpellier a mandaté la société BNP Paribas Real Estate pour rechercher de nouveaux locataires ;
- que la société Mad Films s'est portée candidate à la location de ces locaux. Cette société, qui est l'un des studios d'animation les plus connus et reconnus de Montpellier, a fait part à BNP Paribas Real Estate, de l'intérêt qu'elle portait au site.

Décide en conséquence :

- de conclure avec la société Mad Films un bail civil d'une durée de 10 ans, à compter du 24 juin 2019, portant sur le château de Lavalette, d'une surface de 551 m², ainsi que d'un espace boisé de 200 m² environ, moyennant un loyer annuel de base de 70 000€ et le remboursement des charges, impôts et taxes ;
- de dire que la recette sera imputée sur le Budget de la Ville, chapitre 930 ;

Décision n° VD2019-371

- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 04 JUL. 2019
Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

Publiée le : 05 JUL. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction Evénementiel - Protocole**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Marché n° 7D0014
Locaux techniques du Protocole - construction de
bureaux et hangars
lot 7 - serrurerie et portes sectionnelles
autorisation de signer l'avenant n° 2**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
 - Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
 - **VU** l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
 - **Vu** le décret n° 2016/360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
 - **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil Municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur
 - Vu l'arrêté municipal donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire délégué aux finances ;
 - Vu la décision VD2018-292 en date du 23 juillet 2018 relative à l'attribution du marché n° 7D0014-1 ;
 - Vu la décision VD2019-181 en date du 23 mai 2019 autorisant la signature de l'avenant n° 1 de prolongation des délais ;
 - Vu l'avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres du 21 mai 2019, favorable à la passation d'un avenant n° 2 pour le lot 7 « Serrurerie – Portes sectionnelles », dans la mesure où ce marché excède 5% ;
- Vu l'avenant n° 2.**

Considérant :

- Que la Ville a décidé de procéder à la construction de bureaux et de hangars, locaux techniques du protocole ;
- Que le lot 7 « Serrurerie – Portes sectionnelles » du marché 7D0014-1 a été attribué par décision VD2018-292 en date du 24 juillet 2018 à la société ATOLE SA (136, avenue des Razeteurs 34160 CASTRIES) ;

Décision n° VD2019-372

- Dans l'optique de valoriser son patrimoine, et désireuse de poursuivre ces actions et répondre aux objectifs de la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, la Ville souhaite continuer activement la mise en œuvre de sa politique en faveur des énergies renouvelables en mettant à disposition certains bâtiments communaux afin de permettre la construction et l'exploitation de centrales photovoltaïques; et dans le cadre des travaux de construction des bureaux et hangars pour le service du Protocole; la ville de Montpellier a décidé d'installer des panneaux photovoltaïques en toiture du bâtiment et que cette installation nécessite la création d'un local onduleur non prévu au programme ;
- Que cette demande précitée entraîne une augmentation du montant initial pour le lot 7 de 10 339,99€ HT portant ainsi le montant du marché à 140 673,19€ HT soit une augmentation de 7,93% du contrat initial.

Décide en conséquence :

Article 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n° 2 au marché 7D0014 – Lot 7 « Serrurerie – Portes sectionnelles » de l'entreprise ATOLE SA Le montant de cet avenant est : 10 339,99€ HT soit une augmentation de 7,93% du contrat initial.

Article 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 900.

Article 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : de charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville et Madame la Trésorière Principale Municipale, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 JUIL. 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 30 JUIL. 2019
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Service Intendance et Maintenance

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Cuisine Centrale des Restaurants Scolaires -
Fourniture, installation et mise en service de deux
systèmes de cuisson grande capacité type
"marmite" pour l'Unité Centrale de Production -
Marché n°V9C0012PA**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le code de la commande publique ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Marie-Hélène SANTARELLI, Adjointe déléguée.

Considérant :

- que les systèmes de cuisson (marmites) de l'Unité Centrale de Production de la Cuisine Centrale de la Ville sont devenus obsolètes du fait de leur vétusté et de l'augmentation importante et régulière des besoins en production alimentaire, et qu'il y a donc lieu de procéder à leur remplacement ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 du code de la commande publique sous la forme d'une procédure adaptée, pour une mise en service des matériels au plus tard le 25/10/2019 ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Valeur technique 60%
 - ° Prix 40%

Décision n° VD2019-373

- qu'après analyse, l'entreprise AURIOL SA, chemin du Roc, BP 99, 47200 MARMANDE présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n°V9C0012PA relatif à la fourniture, l'installation et la mise en service de deux systèmes de cuisson grande capacité type « marmite » pour l'Unité Centrale de Production à l'entreprise AURIOL, pour un montant de 166 700 € HT.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget d'investissement de la Ville de Montpellier, chapitre 902.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 JUL. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Marie-Hélène SANTARELLI



Publiée le : 26 JUL. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sports et Jeunesse
Service Jeunesse

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à l'attribution de l'accord cadre
V8B0031DS à bons de commande passé selon une
procédure adaptée pour la formation au Brevet
d'Aptitude aux Fonctions d'Animateurs (BAFA)
pour les jeunes montpelliérains**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code de la commande publique ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la notamment prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu la délibération n° V2019-101 du 27 mars 2019 précisant les modalités de participation financière de la Ville au dispositif de formation du Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur (BAFA) ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Sophia AYACHE, Adjointe au Maire déléguée à la Jeunesse et à la Vie étudiante.

Considérant :

- qu'il y a lieu de poursuivre le dispositif de formation au BAFA pour les jeunes montpelliérains ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 du Code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 20 000 € HT par an, pour une durée d'un an, reconductible 3 fois par période successive d'un an ;
- que les critères d'analyse des offres étaient les suivants :

Décision n° VD2019-375

- qualité de l'offre de formation proposée, incluant les compétences des formateurs et leur approche pédagogique et didactique, les modalités du suivi des dossiers, le programme de formation, le nombre de jeunes formés par groupe, la qualité des locaux et de la structure d'accueil (60%) ;
 - prix de la formation (40%) ;
- qu'après analyse, l'entreprise **UFCV** (Union Française des Centres de Vacances) sise 10 Quai de la Charente - 75019 PARIS, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

ARTICLE 1 : d'attribuer l'accord cadre « **Accompagnement de jeunes montpelliérains à la formation du Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur** » à l'entreprise **UFCV**.

L'accord cadre est conclu à compter de la notification jusqu'au 31 décembre 2019.

Il peut être reconduit par période successive d'un an pour une durée maximale de reconduction de trois ans.

Le montant maximum des commandes est de 20 000 € HT pour 2019, et identique pour chaque année de reconduction, soit un montant maximum global de 80 000 € HT (prestataire non assujetti à TVA).

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier, chapitre 933.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'accord-cadre et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 JUL. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Sophia AYACHE



Publiée le : 17 JUL. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Convention de mise à disposition de la maison des
chœurs est conclue avec l'association "Chœur
d'ô" pour le 12 septembre 2019**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA Adjointe déléguée à la Culture.

Considérant :

- que l'association « Chœur d'ô » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 12 septembre 2019 ;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2018/514 du 19 décembre 2018.

Décide en conséquence :

- d'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- de dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 04 JUL. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 05 JUL. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Convention de mise à disposition de la maison des
chœurs avec l'association "Art sans frontières"
pour le 11 juillet 2019**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA Adjointe déléguée à la Culture.

Considérant :

- que l'association « Art sans frontières » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 11 juillet 2019 ;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 15€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2018/514 du 19 décembre 2018.

Décide en conséquence :

- d'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- de dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 04 JUIN 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 05 JUL. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Convention de mise à disposition
Ville / Montpellier Méditerranée Métropole
Locaux étage château de Grammont

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances.

Considérant :

- Que Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité auprès de la Ville la mise à disposition de locaux au sein du domaine de Grammont ;
- Que la Ville de Montpellier bénéficie de locaux vacants situés à l'étage du château de Grammont, répondant aux critères de recherche de Montpellier Méditerranée Métropole.

Décide en conséquence :

- De conclure une convention de mise à disposition avec Montpellier Méditerranée Métropole de 7 ans et 5 mois à compter du 1^{er} juillet 2019. Cette convention ne pourra faire l'objet d'une reconduction tacite.
- De dire que cette mise à disposition est consentie à titre gracieux, charges en sus ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 30 JUL. 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 30 JUL. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête n° 1903178
TA - LEDERNAN Bertrand"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller municipal Délégué.

Considérant :

- La requête n° 1903178-1 déposée le 18 juin 2019 près le Tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur Bertrand LEDERMAN contre l'arrêté n° DP 34172 19 00388 en date du 23 avril 2019 par lequel le maire de la Ville de Montpellier s'est opposé à la déclaration préalable déposée par l'intéressé.
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1903178-1 le 18 juin 2019 par Monsieur Bertrand LEDERMAN ;

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ;

Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930 ;

.../...

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 08 AOUT 2019
Monsieur le Conseiller municipal
Abdi EL KANDOUSSI



Publiée le : 08 AOUT 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête n° 1903211-1
TA - Didier BESSON"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué.

Considérant :

- La requête n° 1903211-2 déposée le 24 juin 2019 près le Tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur Didier BESSON contre l'arrêté n° PC 34172 18 V0190 en date du 27 décembre 2018 par lequel le Maire de la Ville de Montpellier a délivré un permis de construire à la SARL JBMB sur un terrain situé 28 avenue Georges Clémenceau.
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1903211-2 le 24 juin 2019 par Monsieur Didier BESSON ;

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ;

Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930 ;

.../...

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

01 AOUT 2019

Publiée le : 06 AOUT 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Cession et Réforme de véhicules et de matériels

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers, jusqu'à 4 600 ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux finances.

Considérant :

- que la Commission de Réforme du 1^{er} juillet 2019 de la Ville de Montpellier a validé la réforme et la cession de matériels et de véhicules ;
- qu'à la suite de l'état de vétusté de véhicules du Service Parc Auto (Direction des Moyens Généraux et Bâtiment), il convient de les céder (la liste est jointe en annexe). Les prix des ventes, estimés par le Service Parc Auto, serviront de base aux enchères publiques organisées par le Centre 113, route départementale 613, 34740 VENDARGUES, 3% de frais seront facturés par cette société sur les prix effectifs des ventes ;
- qu'à la suite de l'état de vétusté de matériels informatiques du Service Centre de Supervision Urbaine (Direction de la sécurité et de la Tranquillité Publique), il convient de réformer ces matériels dont la liste est jointe. Ce type de matériel ne peut aller directement en décharge, il convient donc de faire appel à une société spécialisée afin de le recycler ou de le reconditionner. Pour cela, l'Association Informatique Plus Protection de l'Environnement, 31 rue de la Bandido, ZAC des Cousteliers, 34160 Castries, propose d'effectuer cette prestation pour un coût nul pour la Ville ;
- qu'à la suite de l'état de vétusté de matériels du Service Cuisine Centrale (Direction de la Politique Alimentaire), il convient de réformer ces matériels dont la liste est jointe. Ce type de matériel usagé n'est plus conforme aux normes de sécurité, il convient donc de les mettre au rebut ;
- qu'à la suite de l'état de vétusté d'un four de chauffe F21230 LACANCHE, 2FRCOO5RT, 9 kg de charge NOMINALE du Service Maisons de la Démocratie (Direction Proximité et Citoyenneté), il convient de réformer ce four. Ce type de matériel sera mis en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE. Le prix de départ est de 100 euros ;

Décision n° VD2019-382

- qu'à la suite de l'état de vétusté d'un four de chauffe F21230 LACANCHE, 2IFE705RT, n°021021, type A, 18 kg de charge NOMINALE du Service Maisons de la Démocratie (Direction Proximité et Citoyenneté), il convient de réformer ce four. Ce type de matériel usagé n'est plus conforme aux normes de sécurité, il convient donc de le mettre au rebut ;
- qu'à la suite de l'état de vétusté de matériels du Service Police Municipale (Direction de la tranquillité Publique), il convient de réformer ces matériels dont la liste est jointe en annexe. Ce type de matériel est un matériel sensible et pour des raisons de sécurité, il convient de les mettre au rebut pour destruction.

Décide en conséquence :

- d'accepter les Réformes et Cessions des véhicules et matériels précités.
- d'autoriser les ventes aux enchères des véhicules du Service Parc Auto de la DMGB par l'organisme Centre 113.
- d'autoriser le recyclage du matériel du Service Centre de Supervision Urbaine de la DSTP par l'Association Informatique Plus Protection de l'Environnement.
- d'autoriser le recyclage du matériel du Service Cuisine Centrale de la DPA pour mise au rebut.
- d'autoriser la vente aux enchères d'un matériel du Service Maisons de la Démocratie de la DPC par AGORA STORE.
- d'autoriser le recyclage d'un matériel du Service Maisons de la Démocratie de la DPC pour mise au rebut.
- d'autoriser le recyclage du matériel du Service Police Municipale de la DTP pour destruction.
- de dire que la recette sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, natures 7788 et 775 tous chapitres.
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les réformes et cessions et, plus généralement, tout document relatif à ces affaires avec les entreprises et l'association retenues.
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 JUL. 2019
 Monsieur le Premier Adjoint
 Max LEVITA



Publiée le : 30 JUL. 2019
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Convention d'occupation temporaire du domaine
public
Ville / Inspection Académique
Locaux situés 123 rue de Lausanne**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux finances.

Considérant :

- Que la Ville a été sollicitée par l'Inspection Académique pour l'attribution de locaux permettant l'installation et le regroupement des services de l'Inspection Académique ;
- Que la Ville bénéficie de locaux au sein de l'école Boulloche, situés 123 rue de Lausanne, et qu'elle propose de les mettre à disposition des services de l'Inspection Académique.

Décide en conséquence :

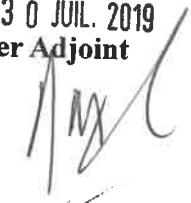
- D'autoriser la mise à disposition des locaux ci-dessus désignés de l'école élémentaire Boulloche au bénéfice des services de l'inspection Académique, moyennant une redevance annuelle de 5 250 euros, charges en sus. Cette redevance sera révisée annuellement en fonction de la variation de l'indice trimestriel de référence des loyers des Activités Tertiaires (LIAT) défini par l'INSEE (113, 88 indice du 1er trimestre 2019) ;
- D'autoriser la signature de la convention d'occupation temporaire du domaine public ci-dessus désignée ;
- De dire que cette recette sera encaissée sur le budget de la Ville, chapitre 930 ;

.../...

Décision n° VD2019-383

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 30 JUIL. 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 30 JUIL. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Gestion Comptable

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Direction du Secrétariat Général
Régie de recettes Communication des documents
administratifs
' Mise à jour de l'acte de création de la régie '

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la délibération n° 2014/135 du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil Municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n° 2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
- Vu le décret n° 2008-227 du 05 mars 2008 abrogeant et remplaçant le Décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;
- Vu l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales ;
- Vu l'arrêté 03 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- Vu le décret n° 2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale ;
- Vu la décision du 2 février 2007 relative à la création d'une régie de recettes pour la Communication des documents administratifs ;
- Vu l'avis conforme de Madame la Trésorière Municipale en date du 3 juillet 2019 ;
- Vu l'arrêté n° VAR 2019-0237 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, premier Adjoint Délégué aux Finances.

Considérant :

Qu'il convient de mettre à jour l'acte de création de la régie en modifiant la Direction dont elle dépend, son intitulé et en ajoutant des modes de recouvrements.

Décide en conséquence :

- Que article 1, il est maintenu une régie de recettes intitulée « Commissions d'Accès aux documents administratifs » auprès de la Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique ;

- Que article 2, la régie est installée dans les locaux de la Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique, 1 place Georges Frêche, 34267 Montpellier Cedex 2 ;

- Que article 3, la régie encaisse les recettes concernant la communication des documents administratifs ;

- Que article 4, les recettes désignées à l'Article 3 sont encaissées selon le mode de recouvrement suivant :

- Chèques**
- Espèces**
- Virements**

- Que article 5, un compte de dépôt de fonds sera ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public.

Ce compte permet l'encaissement des recettes désignées à l'article 3 ;

- Que article 6, le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 500 € ;

- Que, article 7 un fond de caisse d'un montant de 100 € est mis à disposition du régisseur ;

- Que article 8, le régisseur est tenu de verser à la Trésorerie Municipale le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 6 et au minimum une fois par mois

- Que article 10, dans le cadre de la régie prolongée, le régisseur dispose d'un délai de 90 jours pour procéder à l'encaissement des recettes désignées dans l'article 3 ;

- Que article 11, le régisseur est assujetti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur ;

- Que article 12, le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction ;

- Que article 13, le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur ;

.../...